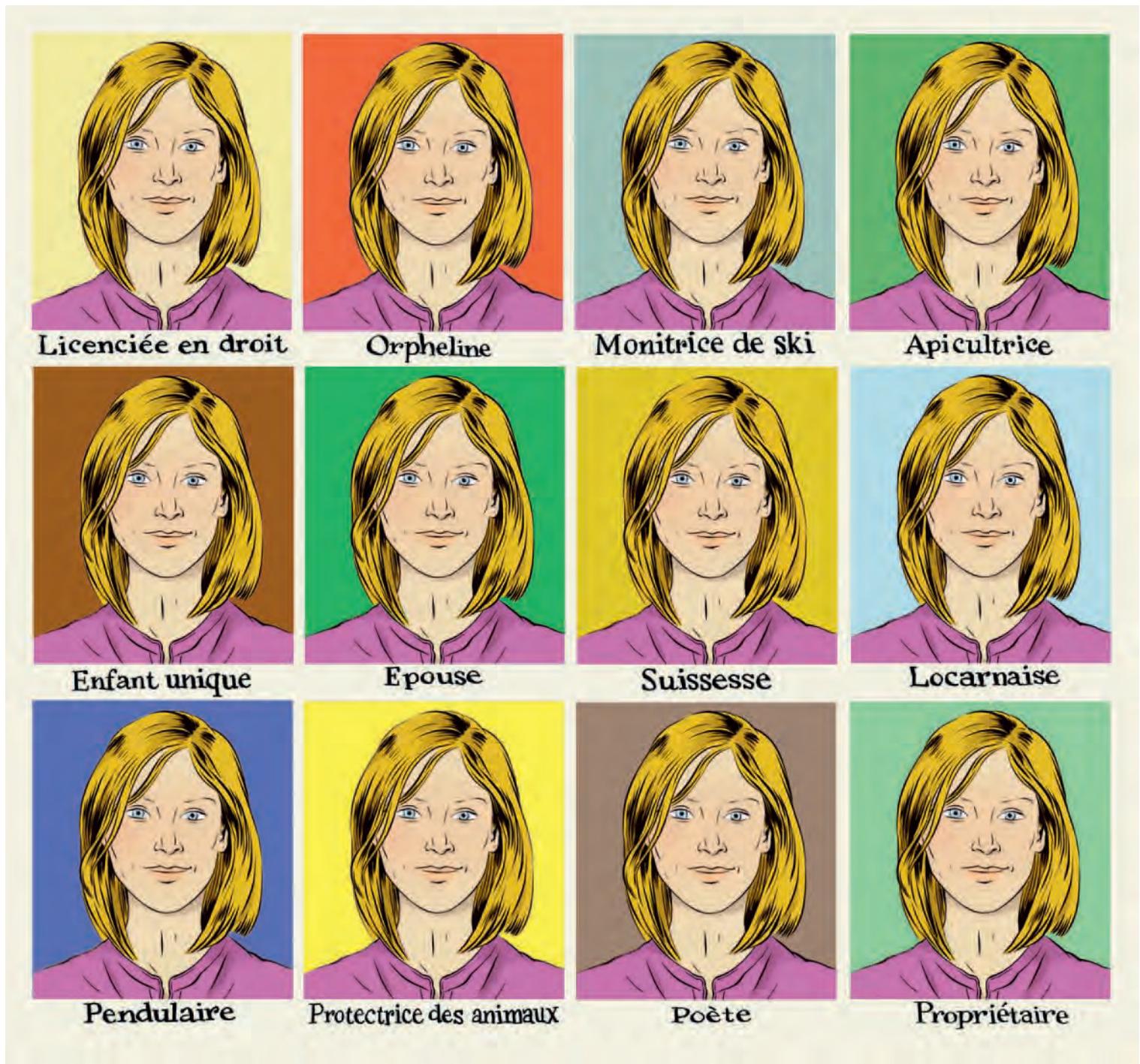


Bulletin

Le plus ancien magazine bancaire du monde. Depuis 1895.



Identité — Qui nous sommes, ce qui nous façonne

Inclus : le Baromètre des préoccupations 2013 du Credit Suisse

L'art d'avoir une longueur d'avance. La nouvelle Audi A8.



L'art de mettre la construction allégée au service du dynamisme et du design. Découvrez comment la technique permet de réduire le poids des jantes à l'aide de matériaux nouveaux et d'ouvrir de nouvelles possibilités d'économies. La jante technologique 20" de la nouvelle Audi A8. Plus d'informations sur www.audi.ch/a8

*Disponibles en option.

Audi
Vorsprung durch Technik



L'identité et ses multiples facettes



Ont collaboré à cette édition :

1 Yves Genier

Le journaliste économique romand vit de près le boom de la région lémanique : à 47 ans, il a toujours vécu entre Genève et Lausanne. Retrouvez son reportage sur l'Arc lémanique à la page 28.

2 Monika Bütler

Le professeur d'économie politique à l'Université de Saint Gall et directrice de l'Institut suisse de recherche empirique en économie nous parle du rôle identitaire de la prévoyance vieillesse, en citant une anecdote personnelle : «En 1948, lorsque ma grand-mère, veuve de guerre avec trois jeunes enfants, reçut sa modeste première rente AVS, elle pleura de soulagement et de gratitude.» *Page 20*

3 Marco Vernaschi

Le photographe italien vit en Argentine depuis 2005. Il a collaboré à de nombreuses publications de renommée mondiale et a remporté en 2010 le World Press Photo Award. Pour le Bulletin, il s'est rendu dans le nord de l'Argentine avec l'auteur Andreas Fink, afin d'y visiter une colonie suisse. Ils ne sont pas rentrés à Buenos Aires les mains vides : viande des Grisons, cervelas, fromage à raclette et cornichons. *Page 56*

4 Urs Willmann

Le journaliste suisse Urs Willmann a quitté Zurich il y a 15 ans avec sa famille pour s'installer à Hambourg, où il travaille pour l'hebdomadaire «Die Zeit». Plus long est l'exil, plus fort est le patriotisme : son regard sur sa patrie d'origine est décrit en *page 68*.

Qu'elle soit individuelle ou collective, qu'elle serve à créer l'estime de soi ou à se démarquer, la définition de l'identité nous touche au plus profond de nous-mêmes et libère des émotions fortes. La quête de l'image de soi (ou plutôt des différentes images de soi) forge chaque individu mais aussi l'histoire universelle, pour le meilleur et pour le pire.

Cette édition du Bulletin nous emmène sur les traces de l'identité de la Suisse. Conscients qu'un pays n'a jamais une seule et même identité, nous en dévoilons différentes facettes. Que reste-t-il de l'identité suisse d'émigrés installés dans le nord de l'Argentine et qui ont été forcés, il y a plus de 70 ans, à quitter le pays pour des raisons économiques (page 56)? Quelles mutations connaît l'Arc lémanique sous l'effet de la reprise économique et de l'internationalisation (page 28)? A la page 20, nous verrons en quoi une assurance sociale, l'AVS, contribue de façon décisive à la cohésion nationale. Nous nous intéresserons bien sûr à la manière dont notre pays est perçu de l'extérieur (page 68). Et ceux qui pensent être des Suisses modèles pourront se confronter à un test soumis aux candidats à la naturalisation (page 78) : ils seront surpris par le nombre de bonnes réponses à donner pour obtenir le passeport rouge.

Au milieu du magazine, vous trouverez le Baromètre des préoccupations 2013 du Credit Suisse. Qu'est-ce qui préoccupe la Suisse ? Qu'est-ce qui lui importe ? L'enquête traditionnelle, qui recueille depuis 1976 le témoignage des sondés sur leurs préoccupations et sur leur identité, livre des résultats étonnantes : plus de la moitié sont optimistes quant à leur situation économique, et neuf sur dix pensent même que le meilleur reste à venir. Ce chiffre n'a jamais été aussi bon. La confiance dans les grands acteurs et dans les institutions du pays atteint aussi un niveau historique. Gouvernement, médias, police ou Tribunal fédéral n'avaient jamais bénéficié d'une telle confiance. Vous trouverez les résultats et les interprétations à partir de la page 37. L'intégralité de l'enquête, quant à elle, est disponible sur www.credit-suisse.com/sorgenbarometer.

Nous vous remercions de votre confiance.
La rédaction



Mechanical Attraction
louiserard.ch

Louis Erard

SWISS MECHANICAL WATCHES

Bulletin : Identité

4 Au-delà du Cervin

Changement de décor : photographies de paysages atypiques.

16 Le moi multiple

Chaque individu a plusieurs personnalités. Pourquoi il est bon d'en avoir conscience.

20 Trois lettres d'or

Pour les Suisses, l'AVS est bien plus qu'une prévoyance vieillesse.

22 L'avenir des banques

Urs Rohner nous parle de la mentalité helvétique, du Credit Suisse et de son film préféré.

28 Un arc en pleine expansion

Le boom de l'Arc lémanique, région dynamique située autour du lac Léman.



Photo de couverture :

Identités multiples, illustrée par Zohar Lazar (texte page 16).



56 Suisse – Suiza

Visite en Argentine chez des émigrants qui oscillent entre pays d'adoption et pays d'origine.



66 Gènes ou environnement

Un vieux débat est ravivé : le comportement de l'homme est-il prédéterminé ou modulable ?

68 Amour naissant

Un Suisse installé en Allemagne voit son pays d'un autre œil.

69 Elisabeth Kopp

La première conseillère fédérale de Suisse admire les femmes politiques d'aujourd'hui.

72 « Swiss Made »

La valeur du label de qualité. Comment les PME respectent la qualité suisse.

78 Le saviez-vous ?

Un quiz de questions tirées du test de naturalisation du canton d'Argovie.

80 Le spectre du chômage

Illustré par Jörn Kaspahl.

Nouveau sur l'App Store

L'application « News & Expertise », avec le Bulletin et d'autres publications actuelles du Credit Suisse. www.credit-suisse.com/bulletin

Paysages

La Suisse au sommet : le Cervin est connu de chaque enfant du pays et de chaque touriste étranger. Ne serait-ce que par carte postale. Il compte parmi les cimes les plus photographiées au monde et offre à la Confédération son paysage emblématique. Tellement suisse ! Mais si petit qu'il soit, le pays ne peut se laisser réduire à un – seul – monument. En voici pour preuve des photographies de paysages, pas particulièrement typiques, mais résolument suisses.



Les Diablerets, Alpes vaudoises.





Lac de Cauma près de Flims, canton des Grisons.





Creux-du-Van, canton de Neuchâtel.





Pyramides d'Euseigne, Val d'Hérens (Valais).





Monte San Salvatore, Tessin, près de Lugano.





Haut plateau de la Greina, canton des Grisons.



Notre image ? Un véritable livre illustré

Chaque individu a plusieurs personnalités.
Rien à voir avec la schizophrénie, c'est plutôt normal.
Ceux qui sont conscients de leurs multiples identités
sont plus tolérants.

Par Simon Kuper (texte) et Zohar Lazar (illustration)

En 1944, Amartya Sen était un petit garçon vivant à Dhaka, alors siège administratif des Indes britanniques. Un jour, un homme couvert de sang s'écroula dans le jardin familial: c'était un journalier musulman du nom de Kader Mia qui avait été poignardé par des extrémistes hindous. «J'ai appelé mes parents avant de lui apporter un verre d'eau», se souvient Amartya Sen, 79 ans, Prix Nobel d'économie, dans son livre «Identity and Violence» («Identité et Violence»). «J'avais onze ans, je ne pouvais pas faire grand-chose pour Kader Mia, ensanglanté, la tête posée sur mes genoux.»

Les émeutiers hindous et musulmans avaient soudain commencé à se massacrer les uns les autres. «Alors que nous emmenions Kader Mia à toute vitesse à l'hôpital dans notre voiture, écrit Amartya Sen, il dit à mon père que sa femme l'avait supplié de ne pas sortir pendant les émeutes. Mais il avait dû aller dans la rue pour gagner de l'argent, car sa famille n'avait plus rien à manger.» Kader Mia est décédé à l'hôpital.

De soudaines barrières

Cette expérience a fortement marqué Amartya Sen et l'a conduit à se pencher sur le thème de l'identité: qui sommes-

nous et pourquoi les hommes décident-ils soudain qu'ils sont, par exemple, des combattants musulmans et hindous plutôt que des Bengalis, des Indiens, des pauvres, des voisins, des compatriotes ou tout simplement des hommes? L'immigration, la mondialisation et le terrorisme ainsi que les peurs afférentes ont conduit à ce que ce «Qui sommes-nous?» devienne, ces dernières années, un thème faisant l'objet de vifs débats.

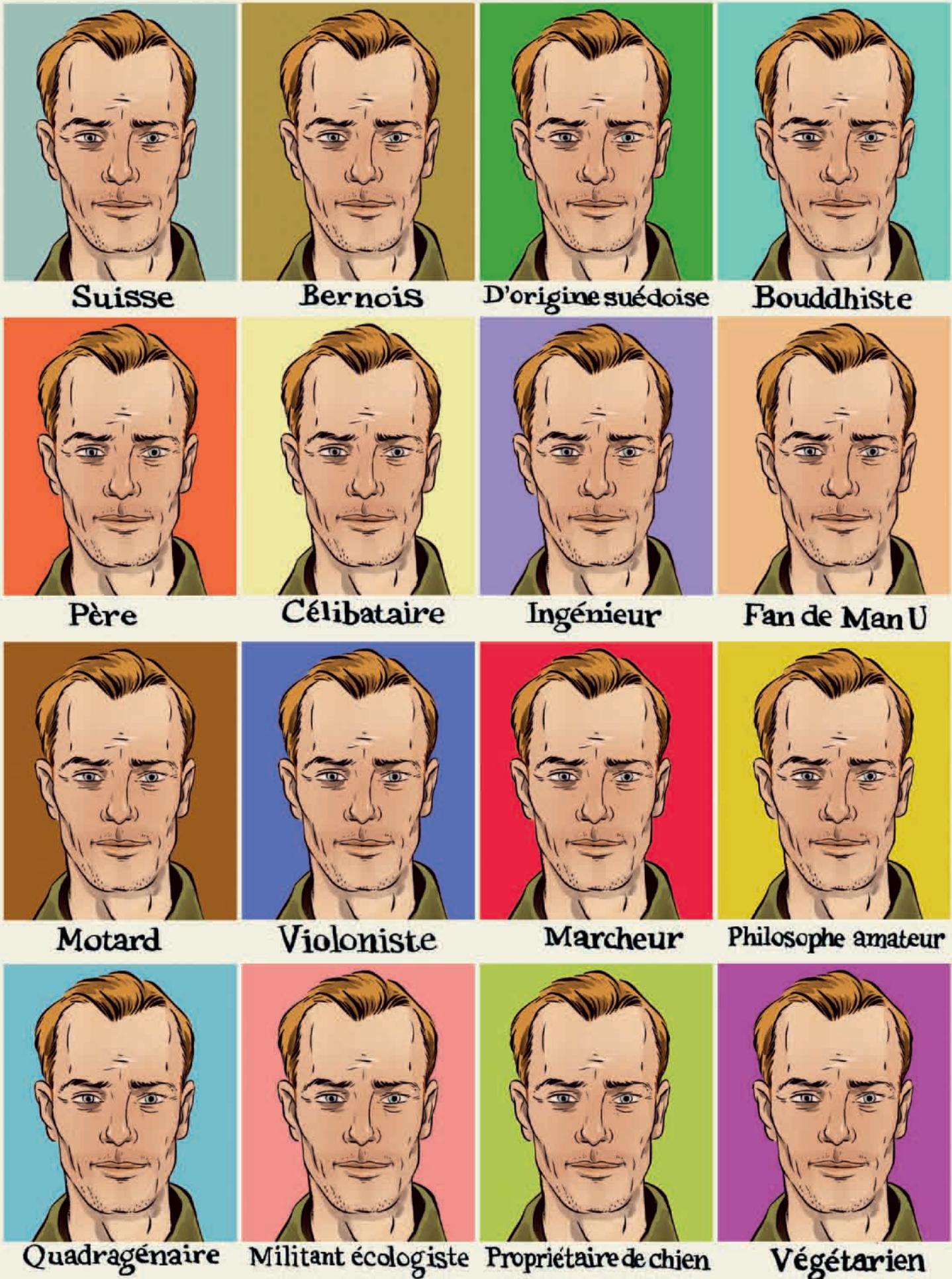
Immigration,
mondialisation et
terrorisme ont conduit
à ce que la question
«Qui sommes-nous?»
devienne aujourd'hui
un thème faisant
l'objet de vifs débats.

Amartya Sen intervient avec un argument étonnamment simple: impossible d'avoir une seule identité. Ceux qui disent

«je suis Suisse, tu es musulman» commettent une erreur. Nous avons tous plusieurs identités. Une seule et même personne peut être Suisse, musulmane, femme, Bâloise de parents turcs, fan de Justin Bieber et employée de banque. Amartya Sen, économiste mais également philosophe de renom, pourrait effectivement avoir trouvé une solution pour l'avenir.

«L'identité peut être mortelle»

L'identité est un sentiment fort qui peut provoquer sympathie et affection. Un Suisse peut encourager un skieur qu'il ne connaît pas simplement parce qu'il dévale les pistes dans une combinaison fromage ou rouge et blanc. «Or l'identité peut également être mortelle», écrit Amartya Sen sur la première page d'«Identité et Violence». «Je me rappelle la vitesse à laquelle les gens se sont soudain transformés en hindous agressifs et en musulmans violents entre janvier et juin 1944.» Ce fut la même chose dans l'Allemagne nazie, dans la Yougoslavie des années 1990 et, d'une certaine manière, on observe également ce phénomène en Syrie aujourd'hui. En résumé: les sentiments identitaires peuvent éveiller chez l'homme le souhait que d'autres ci->



toyens de son pays doivent « disparaître ». La question de l'identité déclenche régulièrement émeutes et conflits.

En Suisse, on réfléchit beaucoup au thème de l'identité, qui fait aussi débat. Peu d'Etats ont vu naître une société multiculturelle en si peu de temps. Le pays attire depuis longtemps des immigrés issus de toutes les régions du monde, notamment en raison de sa richesse et de sa stabilité. En 1900, le nombre d'habitants s'élevait à 3,3 millions ; aujourd'hui, il dépasse les 8 millions. Près de 1,87 million d'entre eux, soit 23,3%, sont des étrangers. D'autres sont des Suisses issus de familles d'immigrants. De nombreux Suisses se demandent désormais ce qu'ils ont en commun avec leurs voisins dont la couleur de peau, la langue maternelle ou la religion diffèrent (bien que beaucoup d'étrangers soient également des Allemands ou des Italiens).

Dans quelques communes, les étrangers sont majoritaires : à Kreuzlingen, dans le canton de Thurgovie, ils sont 52% ; à Leysin, dans le canton de Vaud, ils sont environ 62%. Un comparatif avec les Etats-Unis montre combien cela est exceptionnel, même dans le monde globalisé d'aujourd'hui : en 2011, le comté de Miami-Dade était le seul comté américain où les étrangers étaient majoritaires.

Depuis le 11 septembre 2001, les étrangers, notamment de confession musulmane, sont confrontés à une certaine méfiance en Occident. La thèse du choc des cultures, que le politologue américain Samuel Huntington a formulée il y a vingt ans, est à nouveau à la mode. Il parlait de « cercles culturels » différents (musulmans, hindous, chrétiens, etc.) qui entraient en conflit presque obligatoirement.

Lorsque les barrières tombent

Amartya Sen est d'un tout autre avis. Il considère qu'attribuer à chacun une seule identité est une simplification erronée. S'en tenir aux barrières culturelles serait une erreur fondamentale, source de conflits.

En effet, un extrémiste comme Oussama ben Laden a parfaitement incarné cette idée de division : les musulmans n'ont rien en commun avec les chrétiens. Et Slobodan Milošević expliquait que les Serbes n'avaient rien en commun avec les

Croates, même s'ils vivaient dans la même maison et parlaient presque la même langue, ou s'ils étaient mari et femme. Amartya Sen considère la thèse de l'identité unique non seulement comme fausse mais également comme dangereuse.

**« Le grand espoir
d'harmonie
dans notre monde
agité repose
sur la pluralité
des identités », déclare
Amartya Sen.**

Evidemment, c'est un homme cosmopolite qui a plus de liens que d'autres personnes avec de nombreux endroits de la Terre. C'est un professeur d'Harvard qui a enseigné à Cambridge, à Oxford et à Delhi. Mais même le villageois le plus proche de sa terre a plusieurs identités. Et celles-ci changent à mesure que le village grossit : il ne va plus à l'église, une identité européenne se développe, etc. Le villageois a peut-être également oublié que son grand-père ou d'autres ancêtres étaient des immigrés. Avoir une identité multiple est inhérent à l'être humain.

Une fois qu'on l'a accepté, on ne peut plus opposer les notions de « Suisse » et de « musulman ». L'identité multiple est évidemment plus complexe que l'identité simple. Mais dès qu'elle sera intégrée, on s'attaquera à des thèmes aussi divers que l'identité suisse, l'unité européenne et le terrorisme mondial avec un regard beaucoup plus éclairé. Le joli mot « Secondo » témoigne déjà d'une identité au minimum double qui englobe la Suisse et le pays d'origine des parents.

L'un ou l'autre : une erreur

Un populiste de droite comme l'homme politique hollandais Geert Wilders considère l'identité multiple comme un pro-

blème : on ne peut avoir qu'un passeport et se sentir chez soi que dans un seul pays, les Pays-Bas ou le Maroc, par exemple. Amartya Sen, au contraire, considère l'identité multiple comme une solution pour notre monde irrémédiablement globalisé. Pour lui, tous les hommes ne sont pas identiques. « Le grand espoir d'harmonie dans notre monde agité repose sur la pluralité de nos identités qui se chevauchent et qui s'opposent à une identité simple strictement délimitée. » Si les meurtriers de Kader Mia l'avaient considéré comme un concitoyen indien, un Bengali, un habitant de Dhaka, un pauvre ou comme un homme qui avait simplement une autre religion, ils ne l'auraient pas tué et un enfant de onze ans n'aurait pas eu à vivre une expérience traumatisante.

Amartya Sen n'a pas seulement ressuscité l'une des millions de victimes de l'application violente de l'identité unique, il a également développé une théorie qui peut nous servir de guide. □

Simon Kuper est un journaliste qui écrit régulièrement pour le quotidien « Financial Times ». Britannique né en Ouganda de parents sud-africains, il a grandi aux Pays-Bas. Juif, marié à une Américaine, il habite à Paris et possède encore de très nombreuses identités.

L'illustrateur **Zohar Lazar** travaille pour les magazines « The New Yorker », « Rolling Stone », « GQ », « Vanity Fair » et bien d'autres. Il habite dans l'Etat de New York.



LA MAISON DU BONHEUR



TOUT SAUF
RAISONNABLE!

■ Concept/Idée

architecture...individuelle...
moderne...maisons...BAUTEC...
espace...idées...généreux...
concept...idéal...piscine...
personnellement...projet...
réaliser...luxueux...pratique...
flexible...ouvert...attique...
représentant...intéressant...
wellness...esquisse...Minérgie...
impressionnant...façades
vitrees...de standing...réglage
confort...exclusif...galerie...
attractif...dressing...salle de
musculation...

Innovation



Nous sommes l'AVS



Certains pays appellent les retraités les « best agers » ;
en Suisse, ce sont des « AVS ».
Sobre et affectueux, ce sigle représente plus
qu'une simple assurance sociale.

Par Monika Bütler

En 1948, lorsque ma grand-mère, veuve de guerre avec trois jeunes enfants, reçut sa modeste première rente AVS, elle pleura de soulagement et de gratitude. Pourtant, même en ce temps-là, ces 35 francs suisses mensuels ne représentaient guère plus de 7% du revenu médian. Malgré le soutien de ses enfants, elle a continué à vivre dans la pauvreté, dans un petit logement sombre sans véritable chauffage, ce qui ne l'a pas empêchée de rester très reconnaissante toute sa vie.

65 ans plus tard : la « Schweizer Illustrierte » dresse le portrait du « retraité le plus cool de Suisse », l'ancienne star du ski Bernhard Russi qui, né en 1948, a le même âge que l'AVS. Il y a un monde entre ma grand-mère (décédée sénile à 66 ans) et ce jeune bénéficiaire à la forme olympique.

Un monde sépare également l'AVS de 1948 et l'AVS de 2013. Les prestations, basées sur le salaire moyen, sont deux fois et demie plus importantes qu'au début et

ont été complétées par la prévoyance professionnelle obligatoire et les prestations complémentaires.

Depuis l'introduction de l'AVS, l'espérance de vie à l'âge de 65 ans a augmenté de près de huit ans, souvent sans aucun problème de santé. Les « vieux » vont, certes, en moyenne beaucoup mieux aujourd'hui sur le plan financier, mais ils sont également en meilleure santé et se sentent plus jeunes.

Toutefois, impossible d'échapper aux prévisions négatives concernant l'avenir de l'AVS. Celui-ci préoccupe fortement les Suisses et occupe la troisième place du Baromètre des préoccupations 2013 du Credit Suisse. Même la sphère politique, qui contestait encore, il y a quelques années, tout déficit de financement de l'AVS, doit depuis admettre que sans mesure correctrice, les caisses seront bientôt vides.

Cette menace n'a pas encore terni la popularité de l'AVS, qui est solidement

ancrée comme une institution pour l'ensemble de la population. L'AVS est un succès : elle a presque permis, en relativement peu de temps, d'éradiquer la pauvreté chez les seniors ; selon Pro Senectute, seuls 3% à 4% d'entre eux restent touchés par celle-ci. Il y a eu des améliorations significatives, notamment concernant la pauvreté des veuves, qui est toujours d'actualité aux Etats-Unis par exemple. Depuis son lancement, l'AVS n'a fait l'objet d'aucun scandale. Elle travaille rapidement, en toute transparence et avec de faibles frais de gestion.

Trois lettres en mouvement

L'AVS, c'est nous. Le secret de ce lien étroit ? Presque tous les Suisses participent à son financement, presque tous en bénéficieront un jour. Contrairement à l'AI, il n'y a pas à débattre pour savoir si une personne a droit à une rente. L'âge peut être constaté avec certitude et à

moindre coût. Il n'existe pas de « personne âgée fictive ».

L'AVS est unique au monde. Elle ne couvre plus uniquement la retraite ou le décès du soutien de famille, elle concerne désormais les femmes à partir de 64 ans et les hommes à partir de 65 ans. Alors que dans d'autres pays, les seniors, « best agers » ou « silver agers » ont droit à des réductions, en Suisse, on lit simplement à l'entrée des piscines ou des musées : « Entrée adultes, enfants et AVS... ». Si les trains sont bondés lorsqu'il fait beau, les pendulaires se plaignent que l'AVS est de sortie : la seule couverture sociale au monde qui voyage. Et à la colère provoquée par ces seniors adeptes du jass se mêle également un peu de jalouse.

Aucun privilège, aucun extra

Qu'une assurance sociale ait une part si importante dans l'image de la Suisse n'apparaît pas comme une évidence. Un premier projet de loi AVS fut en effet rejeté par référendum en 1931. En cause : une situation économique précaire, des milieux économiques conservateurs, des jeunes pour lesquels les contributions étaient trop élevées, des caisses de pension qui craignaient d'être oubliées par la loi et des communistes qui considéraient les prestations comme trop faibles. A noter qu'à cette époque, on assistait déjà à la naissance d'une « barrière de rösti », qui allait devenir une partie de notre identité. Le projet de 1931 ne se heurta pas seulement à la résistance des cantons ruraux conservateurs, mais également au refus des cantons romands. Dans le canton de Vaud, par exemple, la proposition fut tout aussi mal accueillie (avec 24% de « oui ») qu'en Suisse centrale.

Le fait que l'identification à l'AVS soit si importante est peut-être lié à un autre aspect de l'identité suisse : la démocratie directe. Les institutions telles que l'assurance vieillesse ne naissent pas automatiquement, elles suivent un processus politique. Grâce à la démocratie directe, le peuple dispose d'un droit de veto partiel que l'on pourrait appeler « line item veto ». Il est absolument impossible de soumettre à l'électorat une réforme de l'assurance vieillesse faisant partie d'un ensemble de mesures. Tous les citoyens doivent se pencher sur le sujet. Dans le cas de l'AVS, cela s'est illustré par une solution simple et claire à la pauvreté des seniors et des veuves. Contrairement à la plupart des

autres pays, il n'existe pas de solution spéciale pour les fonctionnaires et les autres groupes de population. L'AVS reste ainsi adaptable et flexible.

L'AVS n'est cependant pas épargnée par les intérêts particuliers. Exemple : les modifications de l'âge de la retraite des femmes par les parlementaires fédéraux qui étaient alors exclusivement des hommes majoritairement d'âge moyen et mariés. L'âge de la retraite pour les femmes a baissé de 65 à 62 ans ; cette diminution n'a pas seulement été justifiée par la garantie du minimum vital (les femmes ont des salaires moins élevés), elle l'a aussi été par le fait que les hommes et leurs épouses, en moyenne de trois ans plus jeunes, devraient pouvoir partir à la retraite en même temps.

Cet ancrage profond dans la population a également des inconvénients : il freine les réformes en incitant à faire abstraction des évolutions démographiques et économiques défavorables. Les avertissements concernant le risque de déséquilibres financiers en raison de l'évolution démographique n'ont pas manqué ; la Banque nationale suisse parlait déjà en 1957 d'un « vieillissement croissant ». Ce n'est qu'en parvenant à tenir compte de l'heureuse augmentation de l'espérance de vie dans l'AVS que l'assurance continuera à être largement supportée et appréciée.

Cette relation est mise à l'épreuve non seulement par le déséquilibre financier, mais également par un regard toujours plus centré sur les avantages individuels. Le baromètre des préoccupations montre ainsi qu'un fossé considérable se creuse entre la vision de l'intérieur et celle de l'extérieur concernant l'évaluation des prestations publiques. En effet, 65% des personnes interrogées admettent recevoir trop peu de l'Etat, mais elles sont seulement 39% à le penser lorsqu'il s'agit d'autrui ; pour 51% d'entre elles, l'Etat donne globalement trop.

Une solidarité exceptionnelle

La solidarité entre les groupes de revenus au sein de l'AVS est forte et exceptionnelle en comparaison internationale. De nombreux actifs versent beaucoup plus que ce qu'ils perçoivent à la retraite ; la rente la plus élevée est seulement le double de la rente la plus basse, actuellement 2 340 francs par mois maximum. Pour un revenu annuel de 500 000 francs, environ 42 000 francs sont dus à l'AVS, contributions de l'employeur incluses. Les trois

quarts de ce montant, c'est-à-dire une rente annuelle AVS maximale complète, sont de pures taxes qui n'ont aucun impact sur le montant de la pension. Le fait que les gros salaires soutiennent l'AVS jusqu'à aujourd'hui ne va pas de soi.

La peur du vide

Cela pourrait changer si on demandait encore davantage à ceux qui contribuent déjà beaucoup. Aujourd'hui, les entreprises ont du mal à expliquer à leurs collaborateurs étrangers pourquoi ils doivent aussi payer des contributions AVS sur le revenu non constitutif de rente. Toutefois, la peur de voir disparaître les recettes de l'AVS préoccupe davantage les votants (cet aspect doit donc être davantage véhiculé) que les effets négatifs sur la compétitivité du pays. Comme disait le défunt conseiller fédéral Hans-Peter Tschudi : « Les riches n'ont pas besoin de l'AVS, mais l'AVS a besoin des riches. »

Malgré toutes ces objections, pour moi l'AVS demeure une des clés du succès suisse. Et pas seulement parce que la gratitude de ma grand-mère restera à jamais gravée dans ma mémoire. □

Monika Bütler est professeur d'économie politique à l'Université de Saint-Gall, avec pour axes de recherche les assurances sociales et le marché du travail.

« Je souhaite la transparence : je veux que l'on puisse voir d'emblée comment et où la banque gagne son argent. »

Urs Rohner, président du Conseil d'administration du Credit Suisse, aborde l'identité de la Suisse, la numérisation du secteur financier et le meilleur film hollywoodien sur les banques.

Par Daniel Ammann et Simon Brunner (interview) et Maurice Haas (photo)

Monsieur Rohner, que représente la Suisse pour vous ? Ma patrie. J'y suis né et j'y suis revenu avec plaisir après plusieurs séjours professionnels à l'étranger. Mais à dire vrai, je ne l'aurais jamais imaginé à l'âge de vingt ans, car d'autres horizons m'attiraient.

En quoi notre pays se distingue-t-il ?
Nous possédons d'excellentes institutions et, en dépit de notre diversité culturelle, nous conservons une cohésion nationale qui nous distingue et constitue notre force. Nous comptons un nombre impressionnant de petites et de grandes entreprises florissantes. L'endettement de la Suisse est faible et nous pouvons être fiers de notre secteur financier, qui a beaucoup contribué à notre prospérité au cours des cent dernières années. Rapelons néanmoins que, du fait de la petite taille de la Suisse, il est plus facile d'y gérer la formation, les infrastructures et la sécurité juridique que dans les grands pays de plusieurs centaines de millions d'habitants.

Comment définissez-vous la mentalité suisse ?

Nous affichons à la fois une solide identité nationale et une forte orientation internationale, favorisée par notre quadrilinguisme. A l'évidence, nous possédons une bonne faculté d'adaptation aux différentes cultures : c'est un facteur de succès, également lié au fait que la Suisse doit se tourner depuis longtemps vers l'étranger pour y trouver du travail ou des marchés de distribution pour ses produits.

Qu'est-ce qui vous déplaît en Suisse ?

Parfois, nous n'avons pas la générosité d'offrir une seconde chance. C'est là où nous différons beaucoup des Etats-Unis, par exemple, où échouer et se relever est considéré comme normal. Les échecs au cours d'une carrière n'y ont rien d'exceptionnel. Nous, en revanche, nous ne passons pas l'éponge aussi facilement, d'où la crainte de commettre des erreurs ou d'entreprendre quelque chose.

Comment vous décririez-vous ?

Je suis curieux et ouvert. Je ne me laisse pas facilement déstabiliser et sais conserver mon calme, même dans les situations difficiles ou désagréables.

Qu'est-ce qui vous a marqué ?

J'estime avoir une bonne confiance en moi. Quand je me fixe un objectif, je suis sûr de pouvoir l'atteindre en déployant les efforts nécessaires. Je l'ai constaté toute ma vie : à l'école, en sport, au travail. Lorsque l'on veut vraiment quelque chose, on l'obtient.

A tout juste 21 et 22 ans, vous avez été deux fois champion suisse de course de haies.

Pourquoi étiez-vous le plus rapide ?

Certaines aptitudes et une bonne condition physique sont bien sûr nécessaires, mais on ne perce nulle part sans force mentale ni discipline. Le sport est une bonne école pour la vie. Je voulais devenir champion de Suisse : c'est le premier objectif concret que je m'étais fixé. J'ai alors relégué beaucoup de choses au second plan. En outre, j'ai dû apprendre à perdre et à l'accepter.

Etait-ce difficile ?

Oui. Je me rappelle très bien lorsque je me suis retrouvé deuxième au championnat de Suisse juniors. J'étais furieux contre moi-même, et c'est un euphémisme. Les

coureurs n'ont pas de raquette à briser. Mais je préfère taire la façon dont j'ai passé ma colère.

Vous êtes issu d'une famille de la classe moyenne. Votre père travaillait dans une compagnie d'assurances et vous êtes aujourd'hui président du Conseil d'administration d'une des plus grandes banques du monde. Est-ce une carrière typiquement suisse ?
La mobilité sociale est heureusement possible dans ce pays, comme dans d'autres d'ailleurs. Il ne faut surestimer aucun parcours individuel, mais j'ai aussi eu beaucoup de chance.

Vous êtes au Credit Suisse depuis 2004 et président de son Conseil d'administration depuis 2011. Quel est votre objectif pour la banque ?

Le Credit Suisse doit se profiler comme l'un des leaders mondiaux dans ses domaines d'activité et conserver cette position.

Au vu des faibles résultats trimestriels publiés cet automne, des critiques vous reprochent une fois de plus de ne pas avoir de stratégie pour la banque.

La qualité d'une stratégie ne se mesure pas aux chiffres d'un seul trimestre, qui n'étaient d'ailleurs pas aussi mauvais qu'on l'a prétendu avant la publication des résultats trimestriels de nos concurrents. Nous poursuivons un objectif à long terme et sommes en progression constante depuis 2011. Les entretiens avec nos actionnaires et les rapports d'analyse montrent que notre stratégie est approuvée et comprise. Les ratings le confirment, non pas que nous ne fassions pas d'erreurs, mais nous avons positionné la banque clairement et déjà mis en œuvre bien des mesures que d'autres établissements doivent encore prendre.

Il est beaucoup question de transformation et de changements fondamentaux. Dans quelle mesure le Credit Suisse se distingue-t-il de la banque qu'il était avant la crise ?

Nous avons redéfini notre modèle commercial au cours des deux dernières années et demie. Nous avons restructuré et diminué l'activité d'investment banking tout en réalisant d'importantes économies de coûts. En outre, nous avons considérablement réduit les risques, contracté le bilan et opérons à un rythme accéléré les changements requis en >

private banking. Si l'on peut nous reprocher quelque chose, c'est peut-être d'en avoir fait trop parallèlement et trop vite. Ces mesures ont parfois été douloureuses pour nos collaborateurs, mais nécessaires.

Compte tenu de ces plans de réduction des coûts, quelles perspectives offrez-vous à un apprenti qui débute au Credit Suisse ?
Un apprenti en début de parcours rejoint une banque qui propose à ses clients l'ensemble des prestations financières. Il peut ainsi acquérir une vaste expérience en Suisse et à l'étranger. Nous encourageons les jeunes et nous efforçons de leur offrir les meilleures perspectives à tous les niveaux de carrière. Si, en tant qu'entreprise, nous devons faire preuve d'efficacité et de flexibilité, c'est aussi pour que nos collaborateurs bénéficient chez nous de possibilités de carrière à long terme, même si le secteur financier traverse actuellement de profonds bouleversements.

Pourquoi le Credit Suisse attache-t-il plus d'importance qu'UBS à la banque d'investissement ?

Je ne peux répondre que pour le Credit Suisse. Nous n'abordons pas l'intégralité des affaires d'investment banking, mais nous nous concentrerons sur les domaines où résident nos points forts, où notre position sur le marché est avantageuse et où nous pouvons réaliser de bons rendements, en dépit des exigences plus strictes en matière de fonds propres. Nous devons donc continuer à développer ce modèle, comme nous l'avons annoncé récemment en rapport avec nos opérations internationales sur taux d'intérêt. Notre banque d'investissement nous permet de fournir des prestations aux grandes entreprises, aux organes d'Etat et aux institutions, en bref à tous ceux qui souhaitent emprunter ou investir sur le marché des capitaux. Pour une banque telle que le Credit Suisse, qui gère dans le monde entier des clients privés très fortunés et exigeants, il est très avantageux et essentiel, à mon avis, de pouvoir leur proposer également des solutions et des produits d'investment banking. C'est ce qu'ils attendent de nous.

Cet automne, la séparation des activités stratégiques et non stratégiques de la banque a suscité des critiques qui n'ont pas ménagé les mots « placard » et « poubelle ».

Je souhaite la transparence : je veux que l'on puisse voir d'emblée comment et où

la banque gagne son argent. A la différence de ce qui se pratique ailleurs, nos unités non stratégiques ne sont pas transférées dans une structure de défaisance mais restent intégrées dans nos divisions pour que nos collaborateurs s'en sentent responsables.

Le Baromètre des préoccupations 2013 indique que la confiance envers le secteur financier a augmenté par rapport aux années précédentes, mais la réputation des banques semble ternie à long terme. Pourquoi ?

Depuis le Moyen-Age, les banques sont peu aimées, mais une bonne gestion les faisait respecter. Lors de la récente crise, notre secteur a commis beaucoup d'erreurs, et notamment des excès que l'on ne peut minimiser. Rien d'étonnant donc à ce qu'il souffre d'un manque de confiance. Pour rétablir celle-ci, il nous faut notamment placer les clients au centre de nos activités, procurer des crédits et des capitaux à l'économie et apporter des solutions constructives aux problèmes de notre secteur. Cependant, même si les critiques sont justifiées, rappelons que les banques ne sont pas seules à l'origine du marasme.

A qui pensez-vous plus particulièrement ?
Les politiques n'hésitent pas à pointer les banques du doigt, mais on peut également se demander d'où provient l'endettement massif des Etats : principalement des dépenses publiques longtemps trop élevées et de l'absence parallèle des réformes structurelles requises, notamment des réformes du marché de l'emploi en Europe de l'Ouest.

A quand la fin de la crise de la dette publique ?
En Europe, bien des banques, notamment dans les pays périphériques, n'ont pas encore assaini une grande partie de leurs bilans. Les dettes publiques sont toujours massives et les réformes requises bien loin d'être toutes réalisées. Il faudra donc à la zone euro un certain temps pour retrouver une vraie stabilité. Une certaine mutualisation des dettes en Europe sera également incontournable. Mais les politiques ne pourront la faire accepter que s'ils insistent sur la mise en œuvre des réformes.

Comment envisagez-vous l'avenir des banques suisses ?

Actuellement, nous avons des solutions ou des débuts de solutions réalistes aux >

« Nous pouvons être fiers de notre secteur financier, qui a beaucoup contribué à notre prospérité au cours des cent dernières années. »



«La Suisse possède une stabilité politique et sociale enviable.» Urs Rohner, 54 ans.

« Les organes de réglementation manquent de confiance réciproque pour la gestion des crises. »

grands problèmes hérités du passé, notamment fiscaux, même si leurs conséquences perdureront encore un temps. S'agissant de l'avenir, la place financière suisse a beaucoup à offrir: une stabilité politique et sociale enviable, une haute fiabilité politique des solutions choisies, un système juridique efficace, une qualité de service élevée et une monnaie solide. En outre, une forte incertitude planant toujours sur d'autres marchés, les investisseurs veulent répartir leurs risques et ne pas concentrer leurs fonds dans un seul espace économique.

Où sont les dangers ?

Si nous pouvons poursuivre les affaires transfrontières de private banking, les capitaux continueront d'affluer dans notre pays. Toutefois, si les activités exercées à partir de la Suisse sont menacées par des réglementations européennes telles que la Directive concernant les marchés d'instruments financiers (MiFID II), notre accès au Marché unique européen pourrait être entravé. Il faut absolument l'éviter.

Il y a quelques années, vous espériez que la crise financière serait une opportunité d'harmoniser de nouvelles réglementations internationales et de créer ainsi une règle du jeu mondiale, tous les pays appliquant les mêmes dispositions à tous.

Cet espoir ne s'est malheureusement pas encore réalisé. Les approches réglementaires nationales tendent au contraire à diverger, de nombreux pays instaurant leurs propres restrictions.

Pour protéger leur place financière ?

Disons-le clairement: les organes de réglementation manquent de confiance réciproque pour la gestion des crises. Les autorités américaines, par exemple, exigent des grandes banques étrangères qu'elles pratiquent leurs activités locales sous l'égide de sociétés faîtières intermédiaires soumises aux prescriptions du pays en matière de ratio de fonds propres ou de limites de crédit. Elles veulent ainsi garantir que ces établissements disposeront de capitaux suffisants sur place en cas de problème.

La problématique « too big to fail » est-elle sous contrôle sur le plan mondial ?

A l'échelle mondiale, aucune norme n'est encore entrée entièrement en vigueur en matière de liquidation ou de restructura-

tion ordonnée d'une banque internationale d'importance systémique. Il y a cinq ans déjà, j'avais dit que ce serait là le test décisif pour la stabilité du système. Il doit être possible de sortir une telle banque du système sans que celui-ci en pâtisse.

Le cas s'est-il déjà présenté ?

Les autorités américaines possèdent à ce sujet une réglementation claire et peuvent déjà assainir ou liquider de façon ordonnée une banque d'importance systémique. La Suisse, elle aussi, a pris rapidement des dispositions efficaces et rigoureuses: exigences élevées en matière de fonds propres et notamment de capital conditionnel ou « CoCos » (*contingent convertibles*, obligations convertibles contingentes, ndlr). En outre, l'autorité de réglementation a la possibilité légale, en cas de crise réelle, d'exiger la conversion de capitaux étrangers en fonds propres, ce qui permet d'augmenter massivement le capital constitué pour absorber les pertes (à plus de 100 milliards de francs, s'agissant du Credit Suisse). Et les banques doivent posséder un plan de redressement et de relance crédible pour les cas d'urgence. C'est pourquoi nous entretenons des contacts réguliers avec la FINMA au sujet des fonds propres et des liquidités, mais aussi des entités juridiques et de l'organisation du groupe.

La consolidation de la place financière suisse va-t-elle se poursuivre ?

A priori oui, notamment dans les domaines dans lesquels les banques suisses possèdent un grand savoir-faire, comme la gestion de fortune. La réglementation internationale va engendrer une forte hausse des coûts informatiques et de mise en conformité, une hausse très difficile à supporter pour les établissements de petite taille à taille moyenne. D'où une accélération du processus de concentration. Il ne faut pas oublier que tous ces changements interviennent dans un domaine où les marges ont considérablement reculé ces cinq dernières années.

Y voyez-vous une opportunité ?

Il n'entre pas dans notre stratégie de jouer un rôle important dans la consolidation du marché suisse.

Pendant combien de temps y aura-t-il deux grandes banques en Suisse ?

Très longtemps encore, je l'espère.

« Une certaine mutualisation des dettes en Europe sera incontournable. »

Dix ans ?

Je n'en doute pas, et pour plusieurs raisons : les deux banques ont bien positionné leurs activités, qu'elles pourront continuer à mener avec succès à l'avenir si elles le font de manière rigoureuse et si les réglementations ne changent pas constamment ni de façon imprévisible.

Selon le Baromètre des préoccupations 2013, 78% des Suisses interrogés considèrent le maintien du secret bancaire comme important, voire très important.

Je suis de leur avis, mais il est central de savoir ce qu'on entend exactement par là. La Loi sur les banques précise que les employés de banque doivent garder confidentielles les informations sur leurs clients, comme le font les médecins ou les avocats. Il s'agit de protéger la vie privée, et je l'approuve entièrement. Mais le secret bancaire ne doit pas servir de paravent à la soustraction fiscale.

L'échange généralisé d'informations sera-t-il une réalité dans cinq ans ?
Je ne spéculerai pas sur les échéances. Je pense qu'une certaine forme d'échange automatique de renseignements deviendra une pratique internationale, à laquelle la Suisse ne pourra pas se soustraire à long terme.

Comment gérez-vous cela ?

Deux points sont importants. Premièrement, étant donné la situation particulière de la Suisse, il faut veiller à ce que les clients des pays avec lesquels un échange automatique d'informations est conclu aient la possibilité de régulariser d'abord leur situation, par le biais d'amnisties ou de dénonciations spontanées libératoires. Deuxièmement, il est indispensable que nous ayons un accès non discriminatoire au marché de ces pays. Une banque étrangère peut sans problème proposer ses prestations en Suisse. Donc l'inverse doit être garanti également. Je pense que les politiques doivent négocier fermement pour obtenir la réciprocité.

Négocier plus fermement ?

Fermement suffit.

Quels autres grands défis les banques devront-elles relever ces prochaines années ?
Mes enfants, par exemple, ne vont jamais dans une succursale, ils veulent tout régler à distance et ils sont loin d'être les seuls. En outre, il existe une jeune génération de clients entreprises férus de technologies numériques et qui gagnent une partie de leur argent dans ce domaine. Il faut donc se poser la question suivante : quelles exigences ces clients ont-ils envers les prestations de private banking, et pour lesquelles sont-ils disposés à payer des commissions de conseil et d'autres frais ? Et, de façon générale, quels services peut-on proposer avec succès à une société qui s'oriente de plus en plus vers une transparence totale de l'information ?

Votre réponse ?

L'innovation dans le domaine de la numérisation du private banking, déjà bien amorcée, présente un immense potentiel pour les banques et leurs clients. Ceux-ci souhaitent accéder aux données des marchés et à leur portefeuille 24 heures sur 24 dans le monde entier, où que soient comptabilisés leurs actifs. Ils veulent pouvoir tester eux-mêmes la résistance de

leur portefeuille aux variations de risques. De même, les établissements bancaires peuvent encore mieux mettre leur savoir-faire au profit de leurs clients. Enfin, la numérisation nous permettra de faire de la banque un point de contact permanent pour le client, la rendant ainsi aussi dynamique que lui. C'est là un grand progrès.

Vous avez dit un jour : « Le cinéma est ma passion. Je me verrais très bien, à l'âge de 50 ans, me consacrer entièrement à la production de films ou à la rédaction de scénarios. » Vous avez maintenant 54 ans.

Je n'ai pas renoncé à ce projet, mais je l'ai repoussé à l'âge de 70 ans. Il est parfois bon d'avoir des rêves que l'on reporte constamment, tant les tâches du moment sont intéressantes et captivantes.

Quel est le meilleur film hollywoodien sur les banques ?

J'apprécie beaucoup « Margin Call ». Le scénariste et réalisateur, J. C. Chandor, a une vision critique des banques, mais non stéréotypée.

Sur quel sujet aimeriez-vous rédiger un scénario ?

Je vous le dirai quand j'aurai 70 ans, mais certainement pas sur le secteur financier. □

Urs Rohner, 54 ans, président du Conseil d'administration du Credit Suisse Group, a dirigé auparavant le groupe médiatique ProSiebenSat.1 et a été associé du cabinet d'avocats Lenz & Staehelin. Il a quatre enfants et vit à Küsnacht.

L'interview a été réalisée le 30 octobre 2013.



CLAIRE GADROIT,
FRONTALIÈRE :

« Je n'ai jamais perçu de ressentiment envers les Français. Ici, le marché de l'emploi transcende les frontières nationales. »

Innovation, ouverture d'esprit, créativité... Adepte du progrès, la région lémanique évolue à une cadence soutenue, euphorique, mais se laisse parfois aller à l'incertitude.

Par Yves Genier (texte) et Dan Cermak (photos)

Le boom !

Au quatrième étage du bâtiment B du Quartier de l'innovation de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), l'air est rempli d'envies de créer, d'avancer, de concrétiser. La vue donne sur des immeubles neufs quasi identiques, des cubes blancs aux fenêtres noires réfléchissantes, derrière lesquelles des dizaines de start-up s'emploient à transformer des idées révolutionnaires en projets solides. Nicolas Durand est dans son élément, et son optimisme incoercible est de circonstance. Il entend, avec sa jeune entreprise Abionic, révolutionner les examens d'échantillons médicaux et simplifier les procédures des laboratoires d'analyses médicales.

« Si on mesure tous les risques avant de prendre la première décision, on ne fait rien du tout. La force d'un jeune entrepreneur réside dans son relatif manque d'expérience, ce qui lui permet de ne pas redouter l'avenir », se réjouit ce Lausannois qui s'est jeté à l'eau avec un partenaire dès l'obtention de son doctorat en nanotechnologie à l'EPFL.

Fondée en 2010, Abionic compte aujourd'hui une dizaine d'employés. Malgré un produit qui n'est pas encore tout à fait au point, elle ne manque pas de soutiens pour assurer son développement. Investisseurs privés et fonds spécialisés ont souscrit à son capital. « Ce n'était pas facile de les convaincre, concède Nicolas Durand, mais leur participation prouve le dynamisme de l'écosystème mis en place entre les études supérieures et la création d'entreprises innovantes. »

La motivation de Nicolas Durand, qui reflète celle de toute la région lémanique, se résume ainsi : progresser. Depuis dix ans, l'Arc lémanique est saisi d'une frénésie de croissance qui l'amène à afficher des indicateurs régulièrement plus élevés que la moyenne du pays. La population, qui a dépassé le million, continue d'augmenter de près de 15 000 personnes par an. Le PIB régional s'accroît fréquemment plus vite que celui du reste de la Suisse ; il en va de même pour les emplois (26% contre 17% entre 2000 et 2013). Soutenue par des activités aussi diverses que l'immobilier, les exportations et les services financiers, cette croissance a été accélérée par l'implantation de multinationales et une politique fiscale agressive.

La région a renoué avec le dynamisme après la « décennie perdue » des années 1990, au cours de laquelle elle a subi les conséquences de l'explosion de la bulle immobilière de 1991. Au prix d'un colossal effort de rattrapage, elle a pu rejoindre l'an dernier le niveau du revenu moyen national par habitant. Si la tendance se poursuit, elle affirmera avec toujours plus de force son rôle moteur pour le pays. Ce

largement répandu, comme en témoigne Laurent Miéville, responsable de l'unité de transfert de technologie à l'Université de Genève : « L'EPFL a ouvert la voie. Les universités s'y sont engagées et encouragent vivement l'innovation. »

Cet esprit d'ouverture a aussi été forgé par les expériences acquises aux Etats-Unis. « A l'instar de nombreux chercheurs, je suis parti pour les Etats-Unis afin de pallier une certaine frustration que je ressentais à l'époque de mes études, face à une attitude encore très réfractaire au transfert de technologie », se souvient le physicien. Mais l'importation des idées américaines suffira-t-elle à transformer la région de l'EPFL en un « Silicon Plateau lémanique », en référence au modèle de la Silicon Valley californienne ?

Au moins en partie. « De retour en Suisse, nous avons adopté les meilleures méthodes en vigueur outre-Atlantique. Nous laissons davantage de liberté à la créativité et, en particulier, tolérons mieux l'émulation chaotique qu'en Suisse alémanique », conclut Laurent Miéville.

Sans frontières

L'Arc lémanique jouit de nombreux autres points forts, que résume Jean-Luc Rochat, responsable de la région romande du Crédit Suisse : « Son cadre naturel et son environnement favorable à l'immigration offrent une qualité de vie remarquable. L'EPFL ainsi que les multinationales et les organisations sportives y attirent de nombreux talents internationaux. »

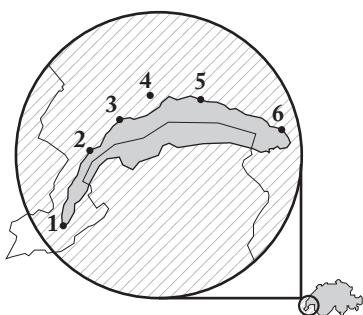
Car l'extrémité occidentale de la Suisse doit certes sa vigueur à son innovation, mais aussi à sa faculté d'intégration des travailleurs étrangers, principalement originaires du Portugal, de France, d'Italie, d'Espagne et d'Angleterre. Le canton de Genève présente, de fait, la part de la population étrangère la plus élevée du pays, soit 41%, bien supérieure à la moyenne nationale de 24%. Et cela se remarque.

« Mon intégration dans le monde du travail suisse a été facile. Je n'ai jamais perçu de ressentiment envers les Français. Il faut dire que, ici, le marché de l'emploi transcende les frontières nationales. La région s'étend de Lausanne à Lyon », avance Claire Gadroit, une frontalière travaillant dans l'événementiel et la communication, qui parcourt quotidiennement les 45 minutes d'autoroute qui séparent Annecy de Genève. >

Le boom en chiffres

Augmentation du nombre d'actifs de 2000 à 2013 : 26% (Suisse : 17%)

La région du lac Léman



1 Genève, 2 Nyon, 3 Rolle,
4 Denens, 5 Lausanne, 6 Montreux

qui pourrait alors entraîner une baisse du taux de chômage (5,5% à Genève et 4,9% dans le canton de Vaud), qui dépasse encore de façon chronique la moyenne nationale établie à 3%.

Une Silicon Valley francophone

Nicolas Durand est assurément l'un des agents de cet essor. Comme l'EPFL dans son ensemble. L'impressionnant développement de la haute école ces trente dernières années a indiscutablement cultivé une forte envie de créer et de prendre des risques. Le dynamisme de la région s'est

NICOLAS DURAND,

ABIONIC:

«La force d'un jeune entrepreneur réside dans son relatif manque d'expérience, ce qui lui permet de ne pas redouter l'avenir.»





BERNARD PEREY,

SYNDIC:

« Nous ne pouvons plus guère nous élargir, car nous arrivons aux limites des terrains disponibles. »

Si la question linguistique ne se pose pas avec les voisins hexagonaux, les différences culturelles sont importantes. « En Suisse, on valorise davantage le respect des engagements pris et les délais qu'en France. Sur le plan des relations privées, on ressent aussi plus de bienveillance chez les Suisses, sans ce côté obtus que certains Français se plaisent parfois à leur attribuer », poursuit Claire Gadroit.

Les villes n'ont pas le monopole de la mutation. Le village de Denens, au-dessus de Morges, vivait au rythme tranquille de l'agriculture et de la viticulture jusqu' dans les années 1970. Puis les premières villas se sont édifiées sur ce coteau exposé au sud, face au lac Léman et aux Préalpes du Chablais savoyard.

Expansion contrôlée

En trente ans, la population du village a doublé, dépassant 672 habitants, dont beaucoup d'étrangers, notamment anglophones. A cinq minutes de voiture d'une sortie d'autoroute et d'une gare bien desservie, à quelques encablures de plusieurs sièges régionaux de multinationales, le village a beaucoup à offrir.

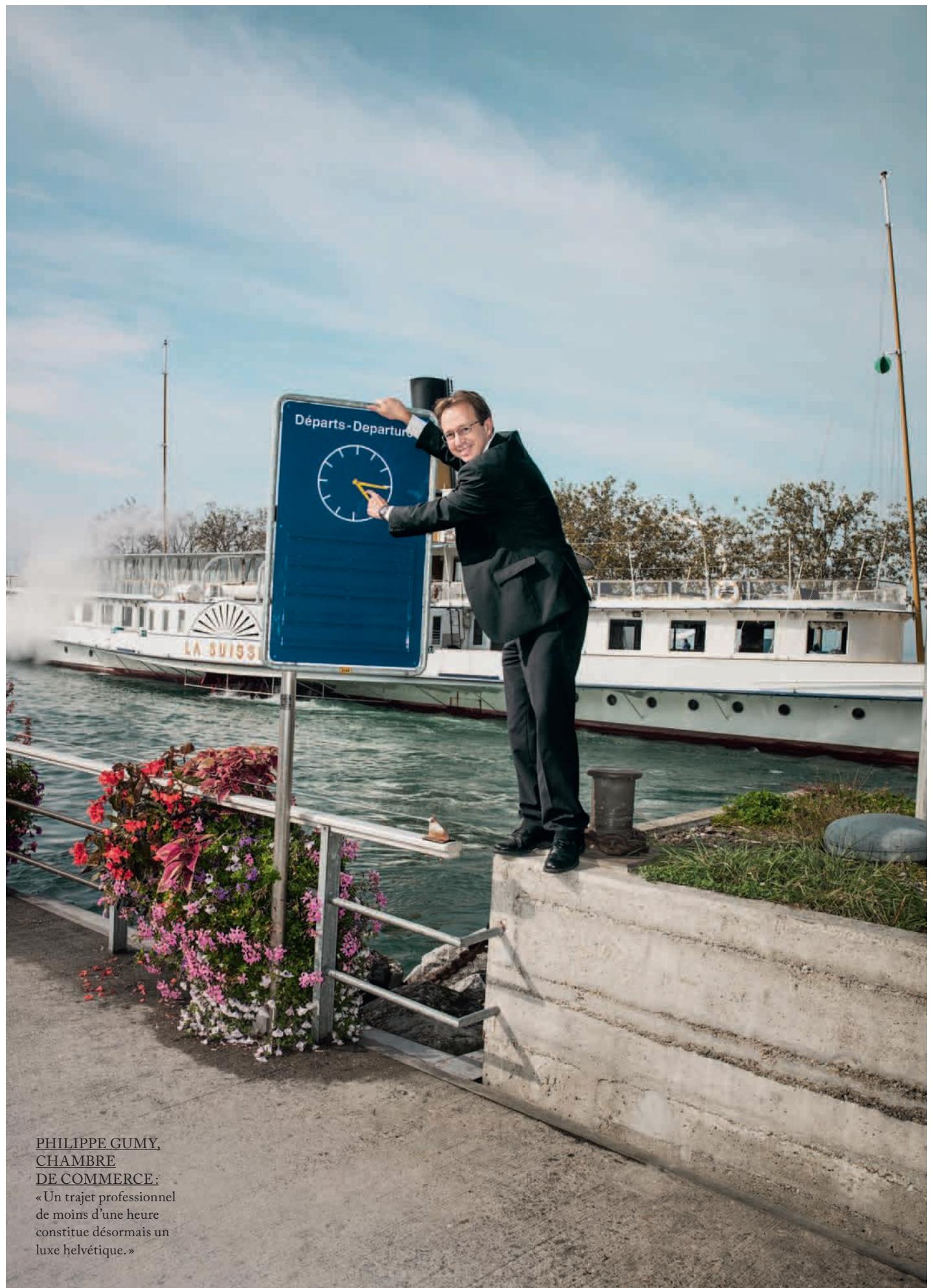
Mais le souhaite-t-il ? « Nous ne sommes pas encore une cité-dortoir, mais on s'en approche », remarque, nostalgique, le syndic Bernard Perey. « Quand j'étais gamin, tout le monde se connaissait. Maintenant, on croise des habitants dont on ne sait presque rien. Mais je comprends bien qu'après une journée de labeur, on ne veuille pas s'engager dans une vie sociale. »

Le village s'illustre pourtant par une vie associative particulièrement dense, par exemple en organisant depuis 1995 un concours trisannuel d'épouvantails. « Ce type de manifestation resserre les rangs du village. Mais il faut reconnaître que ce sont toujours les mêmes 40 à 50 personnes qui investissent du temps dans ces activités », poursuit le syndic. Si Denens consent à poursuivre son développement, il entend, par un moyen imparable, conserver la maîtrise des événements. « Nous ne pouvons plus guère nous élargir, car nous arrivons aux limites des terrains disponibles », expose Bernard Perey. « Le plan

Suite page 36 >



LAURENT MIÉVILLE,
UNIVERSITÉ DE GENÈVE:
«Nous tolérons mieux l'émulation
chaotique qu'en Suisse alémanique.»



PHILIPPE GUMY,
CHAMBRE

DE COMMERCE:

«Un trajet professionnel
de moins d'une heure
constitue désormais un
luxe helvétique.»



ANNE-CATHERINE POZZA,
COACH POUR CADRES:

«Nous nous dirigeons vers de nouvelles valeurs faites d'insécurité féconde.»

d'agglomération établi pour la région prévoit une convergence vers le centre de Morges. C'est donc là que se créeront futurs domiciles et postes de travail. En dehors de Denens. » Ce qui n'est pas pour déplaire à son syndic.

Encombres sur tous les fronts

Les logements font notoirement défaut, en dépit d'une très légère détente de la situation depuis un an. Le taux de logements vacants est ridicule bas : 0,36% à Genève et 0,61% dans le canton de Vaud. En juin 2013, seuls 804 appartements et villas étaient proposés à la vente ou à la location au bout du lac. Conséquence : les prix montent en flèche. A Rolle, une charmante bourgade entre lac et vignoble, où la population a explosé ces dernières années, un appartement de quatre pièces coûte généralement un million de francs.

Largement répandue à travers le monde, l'excuse de l'embouteillage prend

entrée dans la vie active. A Berne d'abord, pendant dix ans : plus d'une heure de trajet pour rejoindre son travail depuis son domicile, dans la région de Romont. Dans la cité de Calvin ensuite, pendant trois ans : une heure et demie de transports. A Lausanne enfin, depuis deux ans : le trajet s'en est trouvé raccourci d'une demi-heure. « Penduler, c'est une dimension que j'ai intégrée et qui fait partie de ma vie. »

Peu importe l'origine

Le phénomène de la navette est désormais ancré dans notre civilisation. Rien qu'en Suisse romande, 77 000 personnes changeaient de canton quotidiennement en 2010 pour aller travailler, deux fois plus qu'il y a vingt ans. A celles-ci s'ajoutent les 90 000 frontaliers et les dizaines de milliers de travailleurs qui se déplacent sur de longues distances sans sortir du territoire cantonal.

« Un trajet professionnel de moins d'une heure constitue désormais un luxe helvétique », poursuit Philippe Gumy, comparant sa situation à celle prévalant dans les métropoles comme Londres et Paris : « Les temps de parcours sont nettement plus longs et les conditions moins confortables. » Cette mobilité rogne en outre le sentiment d'appartenance à un canton : un Fribourgeois sur quatre travaille hors de ses frontières cantonales, tandis qu'un salarié sur trois à Genève réside en dehors du canton. Quelque 200 000 Helvètes ont élu domicile en France, dite voisine, majoritairement dans la couronne extérieure de Genève. Comme le note Philippe Gumy, l'origine des collaborateurs n'intéresse personne.

Les temps changent, les craintes restent

Le sentiment d'appartenance territoriale n'est pas le seul à s'amenuiser. La structure traditionnelle de la société subit la pression croissante de la mondialisation et de l'intensification des communications. « Les entreprises fondées sur une hiérarchie conventionnelle se heurtent à des difficultés et, faute de souplesse, se sclérosent », observe Anne-Catherine Pozza, coach pour cadres à Genève.

Si cette évolution réjouit les amateurs de liberté, de créativité et d'innovation, elle angoisse maints adeptes du modèle classique, privés de leurs repères. « La victime de ce mouvement collectif est l'individualisme qui s'était imposé

Le boom en chiffres

Taux de logements vacants :

0,36 % Genève
0,61 % Vaud

tout son sens dans la région lémanique. Les bouchons sont en effet monnaie courante la semaine et de plus en plus fréquents le week-end. Effet indésirable de l'essor économique, l'encombrement des accès aux grandes villes n'a d'égal que l'engorgement des trains. Les usagers des autoroutes sont par ailleurs chaque année plus nombreux, 100 000 voitures par jour empruntant déjà l'axe reliant les deux métropoles lémaniques que sont Genève et Lausanne.

Cette réalité, Philippe Gumy la vit au quotidien. Fribourgeois travaillant à la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie, il fait la navette depuis son

Le boom en chiffres

Croissance démographique nationale annuelle :
+ 15 000

ces dernières décennies », discerne la Genevoise. Et d'ajouter avec enthousiasme : « Nous nous dirigeons vers de nouvelles valeurs faites d'insécurité féconde, de collaboration accrue et d'une conscience aiguisée de la nécessité d'ouverture, de transparence et d'initiatives citoyennes. »

Les Romands, pour la plupart, ne regrettent pas l'aventure dans laquelle ils se sont embarqués depuis le début du millénaire. Car nombre d'entre eux tirent profit de l'essor qui a conduit à la renaissance de l'Arc lémanique. L'envie de créer, d'avancer, de concrétiser gagne du terrain. □

Yves Genier travaille comme journaliste au magazine « L'Hebdo ».

Dan Cermak est photographe et vit à Zurich.

Source : « Le boom en chiffres », Office fédéral de la statistique.



Téléchargez l'intégralité
de l'enquête sur:
[www.credit-suisse.com/barometre/
preoccupations](http://www.credit-suisse.com/barometre/preoccupations)

Baromètre des préoccupations 2013 du Credit Suisse

Qu'est-ce qui préoccupe la Suisse ? Qu'est-ce qui lui importe ? L'enquête traditionnelle depuis 1976 sur les préoccupations des Suisses et leur identification à leur pays.
En complément, entretiens avec le futur président du Conseil national, Ruedi Lustenberger, et le président de l'Union patronale, Valentin Vogt.

Préoccupations : ce qui inquiète la Suisse

Situation positive, bilan optimiste

La majorité des Suisses estiment que leur situation économique personnelle est bonne, et plus des trois quarts sont confiants quant à l'évolution économique du pays. Le chômage reste la préoccupation majeure, mais se situe à son plus bas niveau depuis 2000.

L'analyse sur le long terme du Baromètre des préoccupations du Credit Suisse montre que cette position traditionnelle du chômage dans le classement est directement liée au taux de chômage : le record de 1993 (89%) était une conséquence directe de la hausse rapide du chômage à 4,5%, qui atteignait alors sa plus haute valeur depuis 1936. La population s'était à peine accoutumée à cette situation difficile que le taux de chômage atteignait en 1997 un nouveau record (5,2%), ce qui

s'était alors immédiatement traduit par une nouvelle hausse à 81% dans le Baromètre des préoccupations. La troisième plus haute valeur (76%), enregistrée en 2010, est une répercussion avec un certain retard de la hausse du chômage causée par la crise financière.

Depuis, la situation économique s'est stabilisée. Ces deux dernières années, la Suisse affichait un taux de chômage moyen inférieur à 3%; au moment de l'enquête, le taux avait atteint 3%, ce qui reste très nettement inférieur à la

moyenne européenne de 10,9%. C'est pourquoi moins de la moitié des citoyens suisses citent le chômage parmi leurs cinq préoccupations principales, même si celui-ci reste dans le peloton de tête du Baromètre des préoccupations depuis onze années consécutives. Ils sont 44% (-5 points de pourcentage, pp) en 2013 (voir fig. 1), soit le plus bas niveau depuis 2000.

Des différences révélatrices peuvent être constatées au sein des différents groupes de population. Sur le thème >

L'enquête : Entre le 30 juillet et le 25 août 2013, l'institut de recherches gfs.bern a réalisé, pour le compte du Credit Suisse et en collaboration avec lui, une enquête auprès d'un échantillon représentatif de 1009 personnes disposant du droit de vote et résidant en Suisse. L'erreur d'échantillonnage statistique est de +/- 3,2%. Dans les deux études intitulées « Durchmischter Sorgenhaushalt – individuell-wirtschaftliche Sorgen überholen makrowirtschaftliche Bedenken » (Baromètre des préoccupations 2013 du Credit Suisse) et « Swissness mit sprachregionalen Akzenten » (Baromètre de l'identité 2013 du Credit Suisse), qui ne sont pas encore parues en français, l'évaluation scientifique a été réalisée par une équipe de projet composée de Claude Longchamp, Lukas Golder, Martina Imfeld, Cindy Beer, Stephan Tschöpe, Philippe Rochat, Carole Gauch et Johanna Lea Schwab.

Les évaluations réalisées pour le Bulletin ont été effectuées par **Andreas Schiendorfer (schi)**.

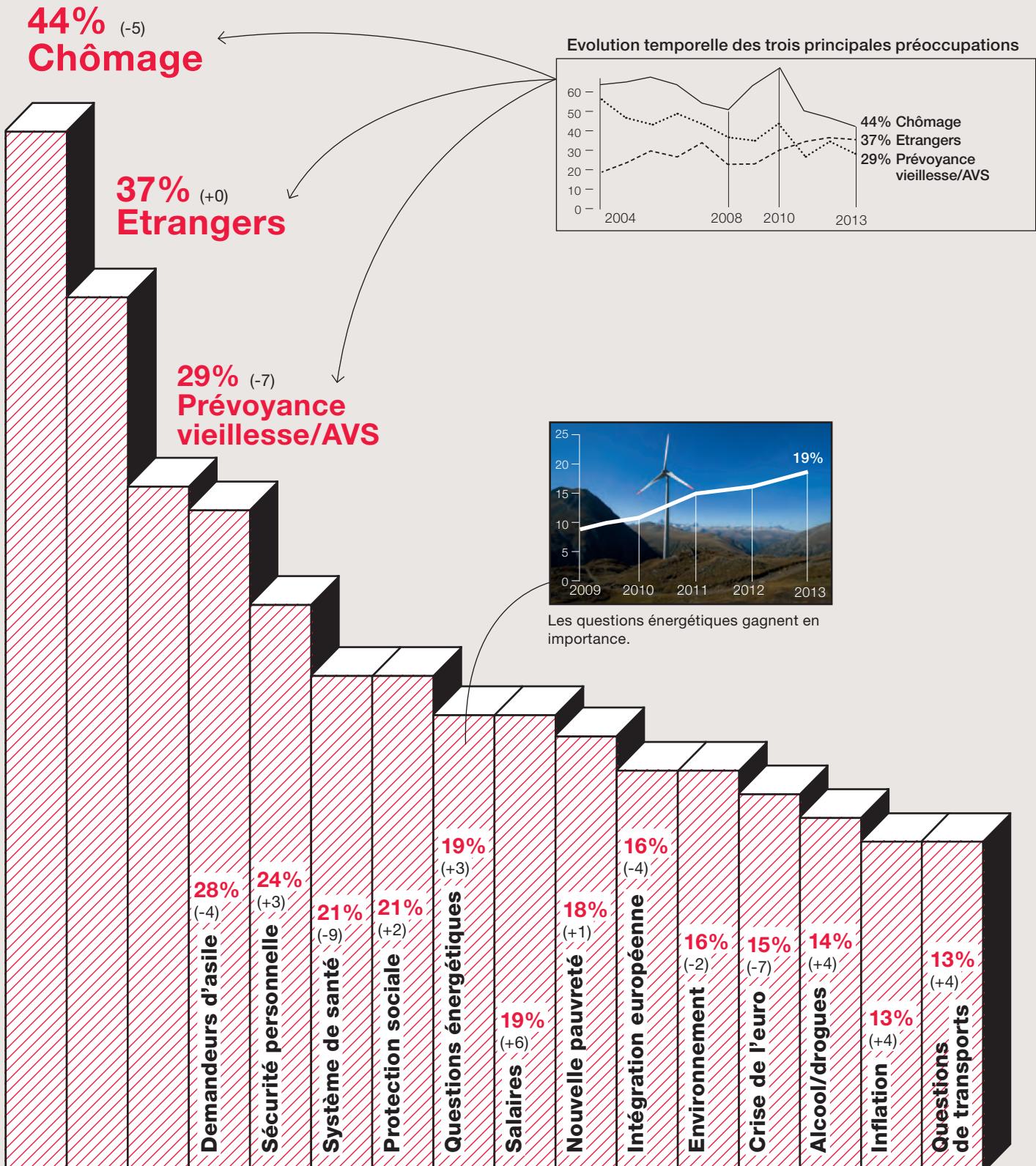
Fig. 1 : Les principales préoccupations de la population suisse

« Sélectionnez les cinq problèmes que vous considérez comme les principaux problèmes de la Suisse. »

Le chômage, l'AVS et le système de santé inquiètent moins, contrairement aux salaires.

En % des citoyens; entre parenthèses, évolution en points de pourcentage par rapport à l'année précédente

50



40

30

20

10

0

du chômage, la « barrière de rösti » a diminué par rapport à l'année dernière (-14 pp). Ce sujet inquiète davantage la Suisse romande (52%) que la Suisse alémanique (40%); des valeurs qui ont même tendance à être encore plus élevées au Tessin. Alors que les avis des femmes (47%) et des hommes (41%) convergent, on constate un écart zone urbaine/zone rurale assez important entre les grandes villes (49%), les agglomérations moyennes (41%) et les régions rurales (37%). La comparaison au niveau du camp politique ou de l'appartenance à un parti révèle que le chômage est une préoccupation bien plus importante pour l'électorat UDC (52%) que pour les partis du centre (PDC : 33%) et de la gauche (PS : 42%).

Si les citoyens avaient dû citer une seule préoccupation, le chômage resterait en tête avec 12%. Par ailleurs, parmi les cinq préoccupations concernant l'avenir, le chômage est plus souvent cité que tous les autres thèmes depuis 2008; avec 38%, le niveau actuel est toutefois inférieur aux années précédentes.

La question des étrangers reste d'actualité
Comme en 2012, l'immigration (libre circulation des personnes) et les difficultés d'intégration qui en découlent occupent la deuxième place des préoccupations majeures (37%, +0 pp). Les questions d'asile occupent toujours la quatrième place avec 28% (-4 pp). Après une hausse continue, la légère baisse actuelle ne correspond toutefois pas au nombre sans cesse croissant de demandes d'asile. Aucune différence importante n'est à noter entre les régions linguistiques concernant ces deux problèmes, néanmoins la question des étrangers apparaît plus importante pour la Suisse romande que pour la Suisse alémanique (4 pp de plus). D'après un tiers des citoyens sondés, les questions relatives aux étrangers et à l'asile resteront l'un des principaux problèmes du pays dans dix ans.

Depuis plus de dix ans, la prévoyance vieillesse selon le principe des trois piliers constitue l'une des préoccupations majeures des Suisses, en raison des incertitudes du financement à long terme de l'AVS ou des questions en suspens concernant le degré de couverture des caisses de pension. Malgré une tendance à la baisse depuis 2003, elle occupe aujourd'hui encore la troisième place, avec 29% (-7 pp), et se retrouve, avec 37%,

presque à égalité avec le chômage en tête des préoccupations pour l'avenir.

Pendant des années, le système de santé a également fait partie des trois principales préoccupations des Suisses. La vapeur s'est inversée en 2011: l'inquiétude concernant les caisses-maladie et les primes était alors passée au cinquième rang. Elle a même été reléguée au sixième rang en 2013 (-9 pp), ce qui est sûrement dû au fait que la hausse des primes a pu être continuellement freinée depuis 2002, à l'exception de 2010. Cela dit, les principaux objectifs politiques

Les salaires inquiètent fortement: 19% (+6 pp) les considèrent comme une préoccupation majeure.

actuels (voir fig. 5) révèlent que les coûts élevés du système de santé n'ont pas encore complètement disparu des inquiétudes de la population.

Un important besoin de sécurité

Le nivellement des anciennes préoccupations majeures a notamment eu des répercussions sur les domaines de la sécurité personnelle (cinquième rang avec 24%, +3 pp) et de la protection sociale (septième rang avec 21%, +2 pp), deux thèmes qui ont sans cesse gagné en importance depuis 2000. Ce sont principalement les femmes et les hommes du troisième âge qui s'inquiètent pour leur sécurité personnelle. Quant à la protection sociale, c'est-à-dire la pérennité des institutions sociales, elle est de plus en plus perçue comme un problème par des citoyens d'âge moyen. Un bon quart des sondés craignent que ces deux thèmes ne restent des inquiétudes majeures dans dix ans.

Quelques changements sont à noter au sein du top ten. Les questions européennes, très présentes en 2012, ont nettement reculé: crise de l'euro (15%, -7 pp) et intégration européenne (16%, -4 pp). Il en va de même (du moins par rapport à 2011) des préoccupations concernant la crise financière (11%, -19 pp) et la crise économique (10%, -25 pp). Face aux discussions sur le futur approvisionnement

en énergie suite à la décision de sortir du nucléaire, et face au problème non résolu du stockage définitif des déchets radioactifs, les questions énergétiques se sont retrouvées dans la ligne de mire du public, comme l'indique dans une moindre mesure le Baromètre des préoccupations (19%, +3 pp). Ce problème est étroitement lié à celui, moins pondéré, de la protection de l'environnement (16%, -2 pp).

En revanche, la question des salaires inquiète plus qu'auparavant (19%, +6 pp). Le débat sur les salaires des patrons, sujet sur lequel les citoyens ont été appelés à s'exprimer par les urnes deux fois cette année, en est peut-être la cause. Enfin, la « nouvelle pauvreté » est restée stable (18%, +1 pp), avec un niveau inférieur d'environ 10 pp à ceux de la période 2001-2008. Projeté dans l'avenir, ce problème est pris très au sérieux (25%).

Par ailleurs, les inquiétudes liées au problème des drogues sont en hausse (14%, +4 pp), ce qui peut être dû au phénomène actuel d'hyperalcoolisation. Mais la Suisse est bien loin des valeurs maximales des années 1990 (76% en 1994).

Pas d'inquiétudes particulières en revanche concernant l'égalité hommes/femmes (5%, +0 pp) ou la formation (6%, +0 pp). Cette dernière est perçue comme une opportunité plutôt que comme un problème: 96% considèrent que la promotion de la formation est un objectif politique essentiel (voir fig. 5).

La conscience des problèmes est liée à l'évaluation de la situation économique, que l'on peut qualifier à l'heure actuelle de



Les perspectives d'avenir pour l'économie suisse sont positives. Une période propice aux exportations ?

stable et positive (voir fig 2). 56% des sondés, soit à peine moins que l'année passée (-3 pp), décrivent leur propre situation économique comme « bonne », voire « très bonne ». Bien que cette évaluation dépende des revenus, 31% des Suisses dont le revenu mensuel est inférieur à >

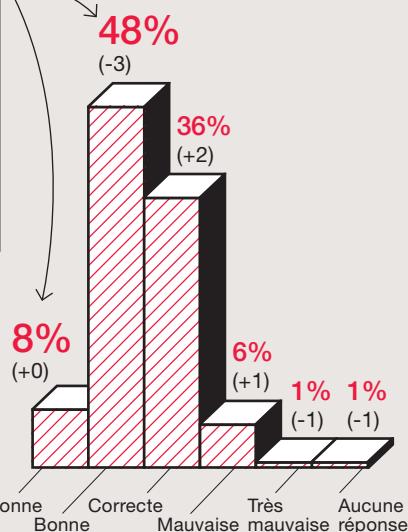
Fig. 2: Situation économique personnelle et générale

« Comment évaluez-vous votre situation économique personnelle et la situation économique générale, et comment va-t-elle évoluer dans les douze prochains mois ? »

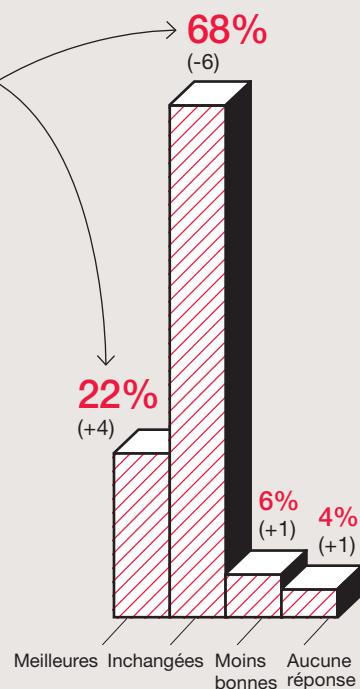
Beaucoup d'optimisme pour la situation personnelle comme pour la situation générale.

Situation économique personnelle actuelle**56%**

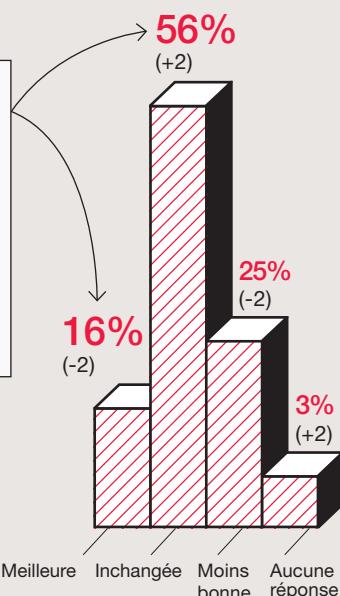
La majorité des sondés décrivent leur situation économique personnelle comme bonne ou très bonne.

**Perspectives économiques personnelles futures****90%**

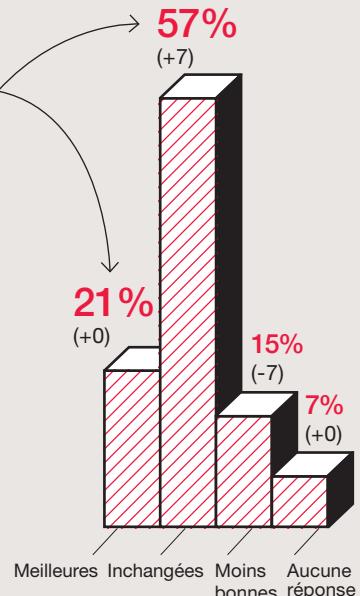
Les sondés sont confiants : neuf sur dix pensent que leur situation va rester stable ou s'améliorer.

**Situation économique générale actuelle****72%**

Près des trois quarts des citoyens interrogés estiment que la Suisse se porte au moins aussi bien que l'année dernière.

**Perspectives économiques générales futures****78%**

Plus des trois quarts des sondés sont optimistes quant à l'évolution économique du pays.



En % des citoyens; entre parenthèses, évolution en points de pourcentage par rapport à l'année précédente

Fig. 3: A qui les Suisses font-ils confiance ?
 «Faites-vous confiance aux institutions présentées ?»

La confiance des Suisses dans les principaux acteurs du pays n'a jamais été aussi forte.



En % des citoyens; entre parenthèses, évolution en points de pourcentage par rapport à l'année précédente

Le Tribunal fédéral jouit d'une grande confiance depuis des années (photo : siège à Lausanne).

1. Tribunal fédéral 74% (+10)

2. Police 73% (+4)

3. Radio 72% (+22)

4. Conseil fédéral 71% (+10)

4. Télévision 71% (+20)

6. Conseil national 67% (+7)

7. Organisations de salariés 66% (+16)

8. Conseil des Etats 65% (+5)

9. Journaux payants 63% (+22)

9. Armée 63% (+18)

9. Banques 63% (+15)

12. Administration publique 59% (+10)

13. Journaux gratuits 58% (+23)

14. Organisations d'employeurs 54% (+15)

15. Eglises 51% (+10)

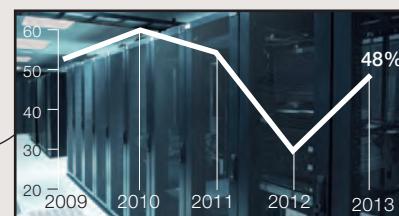
15. Partis politiques 51% (+17)

17. Internet 48% (+19)

18. Union européenne 37% (+18)

68%

Le Gouvernement et le Parlement jouissent d'une confiance record (moyenne du Conseil fédéral, national et des Etats = 68%); en 2011, cette valeur s'élevait à 55%. Aucun autre pays ne jouit d'une telle confiance à l'égard de ses dirigeants politiques.



Même si elles sont en hausse, les informations issues d'Internet inspirent moins confiance que celles diffusées à la radio, à la télévision ou dans les journaux.

3 000 francs estiment que leur situation est bonne ou très bonne, contre 46% pour les revenus allant jusqu'à 5 000 francs.

Point positif: dans l'ensemble, les citoyens interrogés sont confiants dans l'avenir. Un bon cinquième d'entre eux, nombre record, sont convaincus que leur situation va s'améliorer à l'avenir, alors que seuls 6% pensent qu'elle va se dégrader.

Plus de la moitié des sondés (56%, +2 pp) estiment que la situation économique actuelle de la Suisse est aussi bonne que l'année précédente, tandis que 25% (-2 pp) penchent pour une détérioration et 16% (-2 pp), pour une amélioration. La perception de l'avenir est même un peu plus optimiste qu'il y a un an: seuls 15% (-7 pp) craignent une détérioration, tandis que 57% (+7 pp) misent sur le maintien du statu quo et 21% (inchangé) croient à une amélioration.

Hausse de la confiance dans les médias
 En ce qui concerne les principaux décideurs, les politiques n'ont jamais été aussi bien perçus: 63% des sondés (+4 pp) estiment qu'ils ne sont jamais ou seulement rarement défaillants sur les situations décisives (voir fig. 4). Concernant l'économie, plus de la moitié des sondés sont convaincus qu'elle n'échoue que rarement ou jamais (53%, +3 pp). Cette attitude positive aboutit à une confiance particulièrement forte à l'égard de l'ensemble des institutions et des acteurs principaux: par rapport à l'année précédente, la hausse minimum est de 4 pp, et la hausse moyenne est de 12 pp (voir fig. 3). Si les médias en sont les premiers bénéficiaires, le Tribunal fédéral et la police jouissent toujours d'une confiance maximale comme c'est souvent le cas depuis dix ans (voir l'évaluation spécifique page 51). (schi) □

Fig. 4: La politique et l'économie sont-elles sur la bonne voie ?

«Avez-vous l'impression que la politique du gouvernement et de l'administration ou bien que l'économie est défaillante dans les situations décisives?»

Bilan positif pour la politique et l'économie.

Politique

63%

Les Suisses n'ont jamais été aussi nombreux à penser que la politique n'échoue que rarement ou jamais. Ils n'étaient que 38% en 2005.

Economie

53%

Plus de la moitié des sondés ont confiance dans l'économie; la valeur maximale était de 66% en 2000.

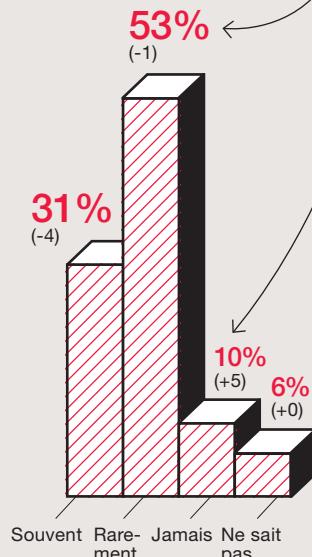
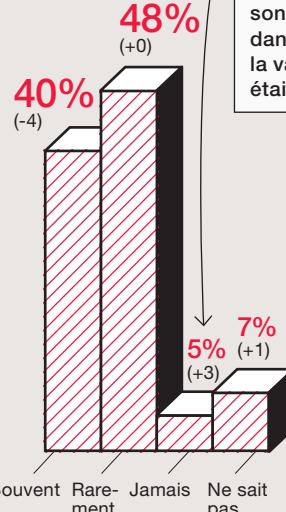


Fig. 5: Principaux objectifs politiques actuels

«La réalisation des objectifs cités est-elle importante pour vous?»

La Suisse se définit comme un Etat formateur.

L'AVS/AI a été en tête huit fois au cours des dix dernières années.

1. **Promotion de la formation 96% (+2)**
2. **Garantie de l'AVS/AI 94% (-1)**
3. **Eradication du chômage des jeunes 92% (-1)**
4. **Financement du système de santé 90% (+12)**
5. **Croissance économique 89% (-1)**
6. **Réduction des émissions de gaz à effet de serre 82% (+1)**
6. **Equilibre entre vie familiale et vie professionnelle 82% (+1)**
8. **Régulation du marché financier 75% (-1)**

En % des citoyens; total des réponses «très et plutôt importante»; entre parenthèses, évolution en points de pourcentage par rapport à l'année précédente

La voix de l'économie

« Nous dépendons toujours de l'immigration »

L'entrepreneur et président de l'Union patronale, Valentin Vogt, nous donne son point de vue sur le futur site économique suisse, les votations à venir et le système dual de formation.

Interview: Michael Krobath

Selon le Baromètre des préoccupations 2013 du Credit Suisse, la population suisse est surtout préoccupée par le chômage, l'immigration et l'AVS. Quels sont pour vous les principaux problèmes ?

En principe, le peuple est perspicace. Pour l'Union patronale, ce sont aussi la préservation de la prévoyance vieillesse et le maintien de la libre circulation des personnes. Des réglementations inutiles et une tendance à l'isolement menacent aussi notre marché du travail.

Plusieurs votations sur le marché du travail sont attendues. Est-ce de l'avenir du site économique suisse que nous allons décider l'année prochaine ?

La Suisse est aujourd'hui le pays le plus compétitif au monde. Ces dix dernières années, nous avons créé près de 500 000 emplois dans notre pays, le taux de chômage est d'à peine 3% et, chose particulièrement importante, le chômage des jeunes est très bas. Des votations comme celles sur l'immigration de masse, les salaires minimum légaux ou l'impôt sur les successions mettent notre système à l'épreuve et me préoccupent. Nous devons davantage sensibiliser la population au succès du modèle suisse.

Sur quoi repose-t-il ?

Avant tout sur un marché du travail libéral. 82% de la population entre 15 et 64 ans, soit plus que partout ailleurs, est



« Les initiatives sur l'immigration sont inapplicables. » Frontière près de Rheinfelden.

intégrée dans le processus de travail. Nous sommes ceux qui travaillent le plus en Europe avec 41,9 heures par semaine. Le deuxième facteur est notre main-d'œuvre très bien formée à tous les niveaux. La clé est certainement notre système dual de formation. Notre troisième atout est notre ouverture sur l'étranger, où nous gagnons un franc sur deux. Enfin, avec une part de 20% du produit intérieur brut, nous restons l'un des pays les plus industrialisés au monde. Cela confère une certaine stabilité et nous a aidés à surmonter si bien la crise financière.

37%

Plus d'un tiers des sondés du Baromètre des préoccupations 2013 trouvent que les étrangers, leur intégration et la libre circulation des personnes sont un problème important en Suisse. Ils étaient encore 18% à partager cet avis en 2003.

Pourquoi l'Union patronale s'engage-t-elle en faveur de la libre circulation des personnes ?

Avec une immigration estimée à environ 40 000 personnes par an, il nous manquera en 2030 près de 400 000 travailleurs du fait du vieillissement progressif de la population. Cet important fossé entre le nombre d'habitants et la performance économique est le prix de notre réussite. Quels que soient nos efforts sur le plan intérieur, la Suisse dépendra toujours de l'immigration. L'initiative contre l'immigration de masse et l'initiative Ecopop reviendraient en revanche à un contingentement planiste et sont inapplicables dans la pratique. De plus, les initiatives sur l'immigration mettent en péril la voie bilatérale qui a permis à la Suisse de traverser la crise avec succès.

Comprenez-vous que l'immigration puisse préoccuper de plus en plus la population malgré ces arguments économiques ?

Le débat actuel me rappelle les craintes de surpopulation étrangère au début des années 1970. Avec des arguments parfois très indifférenciés, la libre circulation des personnes est rendue responsable d'une grande partie de nos problèmes. Cependant, les causes de l'immigration sont diverses; citons un exemple : sur les 73 000 personnes nettes qui ont immigré l'année dernière, 7 000 sont entrées dans notre pays suite à un mariage. Cela n'a rien à voir avec la libre circulation des personnes. Mais il y a aussi des problèmes, notamment des différences culturelles avec des patrons étrangers, que nous devons prendre au sérieux. Il est important que les milieux économiques soient plus pédagogues et fassent tout pour que l'immigration reste la plus faible possible.

Comment est-ce possible concrètement ?

En utilisant mieux le potentiel de main-d'œuvre inexploité dans notre pays. La culture du travail des seniors n'est absolument pas développée chez nous. De plus, nous avons encore un grand vivier de main-d'œuvre inexploitée chez les femmes : la réduction des inégalités salariales pourrait également les motiver.

Comment y parvenir ?

Un changement de mentalité est nécessaire, et cela prend du temps. La discri-

mation salariale a nettement diminué ces dernières années. Le problème est désormais résolu pour les nouvelles embauches et nous devons poursuivre sur la même voie concernant les rapports de travail anciens. Des instruments comme le Dialogue sur l'égalité des salaires ont été créés pour aider les entreprises à vérifier si les salaires respectent le principe d'égalité salariale.

« Nous devons davantage sensibiliser la population au succès du modèle suisse. »

Valentin Vogt

L'enquête indique une hausse de l'inquiétude quant aux salaires et à la « nouvelle pauvreté ». Y a-t-il de moins en moins de participants à la prospérité en Suisse ?

Les statistiques révèlent le contraire. D'après l'indice de Gini (mesure statistique des inégalités de répartition des revenus), les salaires sont mieux distribués en Suisse que partout ailleurs. La pauvreté laborieuse a tendance à diminuer dans le pays. En revanche, nos frais domestiques et nos préférences ont augmenté. Je connais des familles qui dépensent plus en communication qu'en nourriture. Du point de vue macroéconomique, il nous faudra à l'avenir réfléchir moins en termes d'augmentation des salaires que de réduction du coût de la vie dans notre pays. Il y a encore des progrès à faire : l'économie domestique suisse est beaucoup moins productive que l'économie d'exportation.

Les Suisses considèrent l'éducation comme l'une des principales forces du pays. Ont-ils raison ?

Le système dual de formation est sans nul doute un modèle de réussite, mais il est menacé de dilution du fait de la pression sociale vers la formation gymnasiale. Des réformes sont aussi nécessaires à l'école primaire. Il faut y enseigner davantage les mathématiques, l'informatique, les sciences naturelles et la technologie. Après tout, la Suisse doit sa prospérité actuelle essentiellement à son ingénierie. Ce ne sont pas des commerciaux qui développent

les nouveaux médicaments, machines et montres, mais bien des techniciens.

Comment voyez-vous le futur de la place financière suisse ?

Selon moi, elle va continuer d'évoluer. La « stratégie de l'argent propre » est la stratégie de l'avenir, et il faudra convaincre les clients par la qualité et la performance. Avec la réglementation croissante, cela va faire pression sur les coûts et entraîner de nouvelles suppressions de postes dans le secteur des services financiers. Mais je suis convaincu que cette voie est la bonne et promet de beaux succès. Les banques suisses sont compétitives et n'ont rien à cacher.

Dans quelles branches attendez-vous une croissance de l'emploi ?

Dans celles profitant de mégatendances comme la santé, l'énergie, l'urbanisation, l'eau ou le vieillissement, ainsi que dans les secteurs de la pharmacie, des sciences de la vie, de la construction de machines et des technologies. La prospérité croissante partout dans le monde va également doper l'industrie du luxe et de la finance. La Suisse est très bien positionnée pour l'avenir. Par rapport aux autres pays, nous avons une très bonne situation de départ. Nous avons juste tendance à l'oublier. □



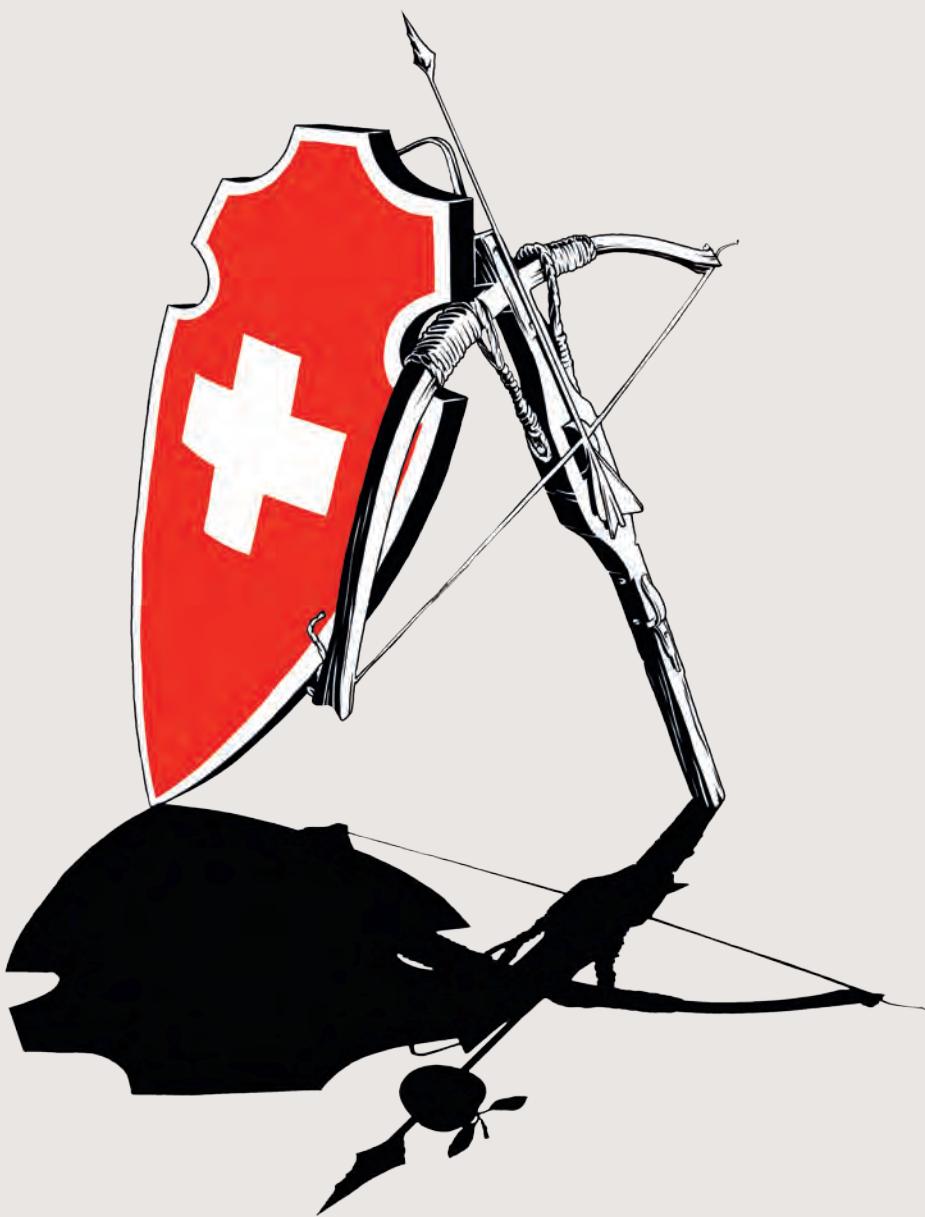
Valentin Vogt est président de l'Union patronale suisse depuis 2011 et membre du Comité directeur d'economiesuisse ainsi que du conseil consultatif de la Banque nationale suisse. Cet économiste est copropriétaire et président du conseil d'administration de Burckhardt Compression à Winterthour. Il est père de deux enfants et vit à Hombrechtikon.

L'interview a été réalisée le 30 septembre 2013.

Identité: ce qui façonne la Suisse

Neutre, stable et futée

La formation gagne en importance, tandis que les valeurs conservatrices telles que la sécurité, la neutralité et la stabilité façonnent l'identité du pays. Le sentiment d'appartenance à une commune décline : on se considère d'abord comme Suisse.



Quels sont les principaux atouts du pays pour les citoyens suisses ? Sur le long terme, on constate que la formation progresse. En six ans, la popularité de ce point fort a doublé. La formation occupe ainsi la deuxième place derrière la neutralité et devant la stabilité (voir fig. 8). L'inquiétude qui ressort des enquêtes PISA conduites depuis les années 2000, dont la Suisse n'est pas sortie comme elle le souhaitait, a permis de sensibiliser la conscience collective au problème de la formation et a jeté les bases pour de nombreuses initiatives et réformes éducatives au cours des dix dernières années. Le constat qu'un pays pauvre en matières premières tel que la Suisse n'a pas d'autre choix que de miser sur la matière grise de la population semble s'être imposé comme un large consensus.

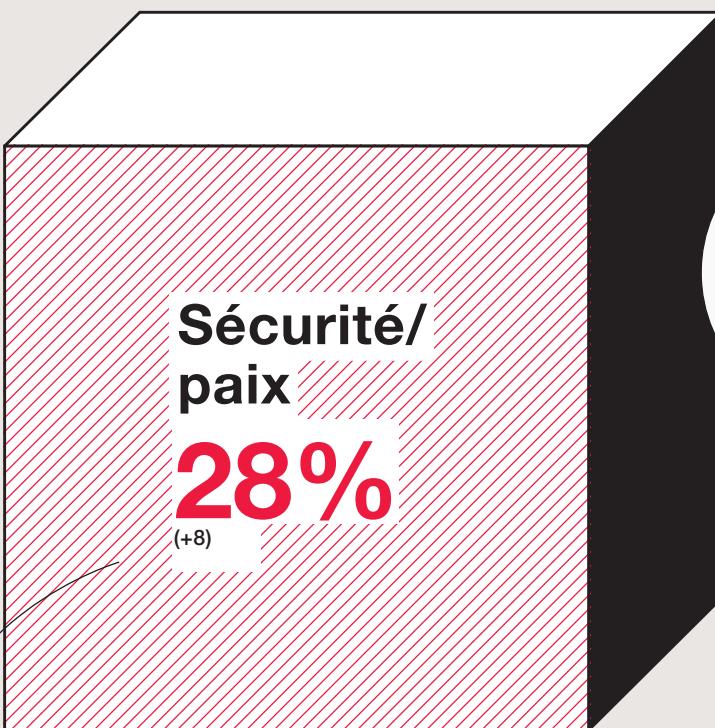
Un autre résultat du sondage renforce cette idée : une écrasante majorité >

Fig. 6: Qui sommes-nous ?

« Citez trois caractéristiques qui, à vos yeux, symbolisent la Suisse. »

La Suisse est associée à la sécurité et à la paix, une double notion en hausse. En Suisse romande, les montres et le chocolat sont en tête.

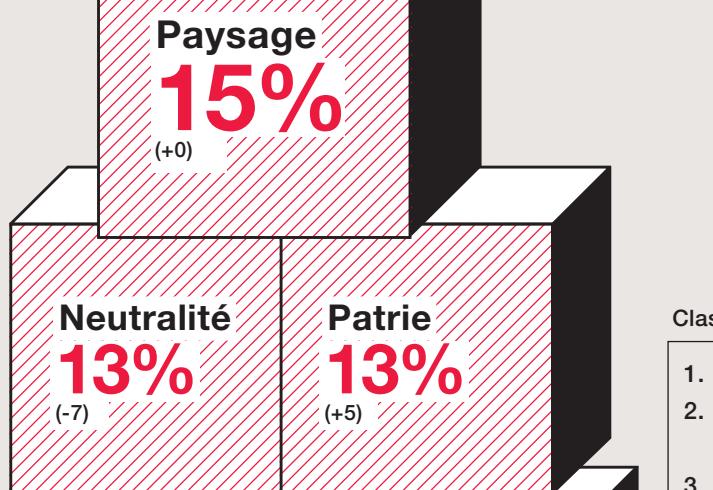
Classement Suisse tout entière



Le besoin de sécurité est plus prononcé dans les villes moyennes et auprès des femmes, il est moins fort en Suisse romande et en zone rurale.

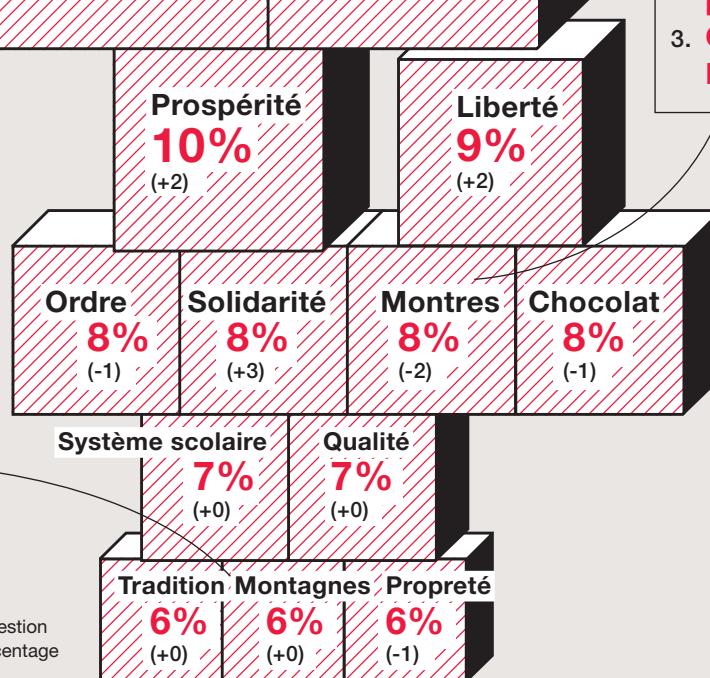
Classement Suisse alémanique

1. Sécurité/ paix 28%
2. Patrie 17%
3. Paysage 14%



Classement Suisse romande

1. Montres 24%
 2. Sécurité/ paix 19%
 3. Chocolat 17%
- Paysage 17%



De 2009 à 2011, les montagnes étaient en tête.

En % des citoyens ayant répondu spontanément à la question ouverte; entre parenthèses, évolution en points de pourcentage par rapport à l'année passée

de citoyens (96%) s'accorde sur le fait que la promotion de la formation est une mission politique essentielle de notre époque (fig. 5).

La diversification, une force

La grande diversité sectorielle de l'économie nationale suisse tend à être considérée comme un meilleur atout que la force de frappe d'une poignée d'industries clés (voir fig. 8, non exhaustif) : depuis 2006, la « vigueur générale de l'économie » a progressé de 19% (+11 pp), tandis que les principales branches d'activité stagnent à différents niveaux. Néanmoins, l'agriculture (16%) et l'industrie horlogère (15%) ont gagné six points de pourcentage depuis le début de l'enquête. La qualité suisse, point fort incontesté durant des années, a reculé de près de vingt points de pourcentage depuis 2011 (31%). Le résultat est difficile à interpréter, car la « réputation internationale de la qualité » fait toujours partie des clés de la réussite économique suisse dont les sondés sont particulièrement fiers (voir fig. 11).

Outre la formation, le peloton de tête contient exclusivement des valeurs éprouvées du système politico-social : neutralité, stabilité, paix, droit de codécision. Les autres caractéristiques politiques suisses les plus appréciées (voir fig. 12) concernent des spécificités helvétiques telles que l'autonomie ou le système de milice. L'acceptation quasi totale de la nouvelle Constitution fédérale de 1999 est une preuve évidente qu'aucune réforme profonde n'est souhaitée à l'heure actuelle.

L'horlogerie en tête en Suisse romande

La neutralité est toujours perçue comme l'un des principaux traits identitaires de la Suisse (voir fig. 6). Malgré un léger recul par rapport à l'année passée (-7 pp), son importance est reconnue de la même manière dans toutes les régions de Suisse, à la différence de la notion de « Patrie », qui n'a été citée que par les sondés de Suisse alémanique dans l'enquête de 2013. En tête du classement, on trouve cette année le double concept de sécurité et de paix (+8 pp), ce qui est certainement lié à l'instabilité mondiale actuelle et confirme les résultats sur les atouts de la Suisse, dans lesquels les valeurs conservatrices se sont également imposées.

Si la Suisse alémanique insiste plutôt sur des valeurs telles que la liberté, l'ordre et la solidarité, la Suisse romande place toujours les domaines traditionnels que sont l'horlogerie et le chocolat en tête.

Fig. 7: Un sentiment patriotique

« Etes-vous fier d'être Suisse ? »

**La Suisse existe –
86% des citoyens sont fiers de leur pays.**

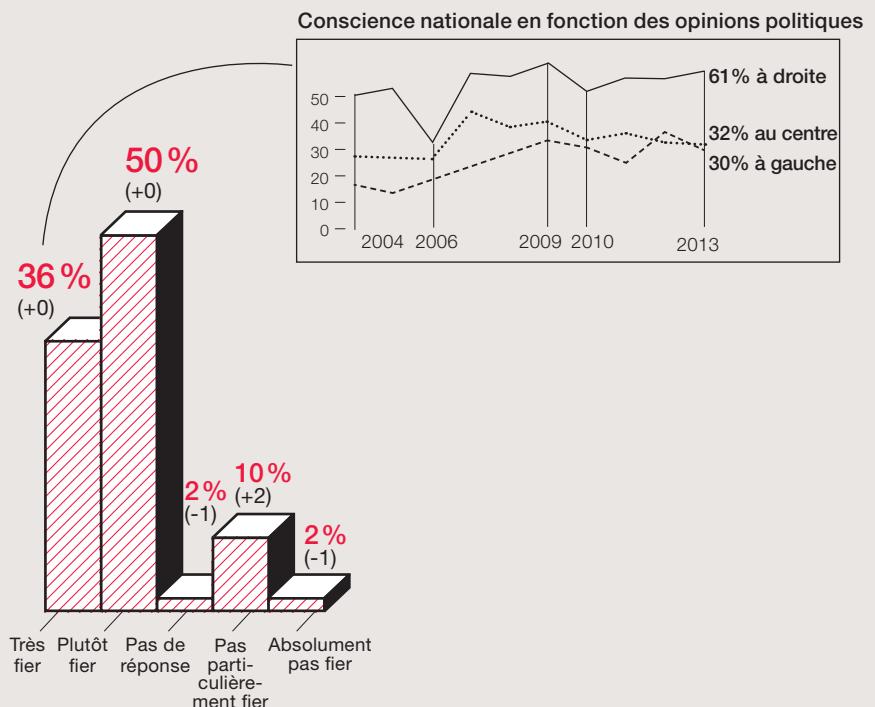


Fig. 8: Les atouts de la Suisse

« Quels sont pour vous les cinq atouts de la Suisse ? »

La stabilité est de plus en plus importante.

1. **Neutralité 47% (+6)**
2. **Formation 46% (+5)**
3. **Stabilité 35% (+10)**
4. **Paix 34% (+4)**
5. **Droit de codécision 33% (-5)**
6. **Qualité 31% (-2)**
7. **Ordre et propreté 29% (-1)**
8. **Libertés individuelles 24% (+3)**

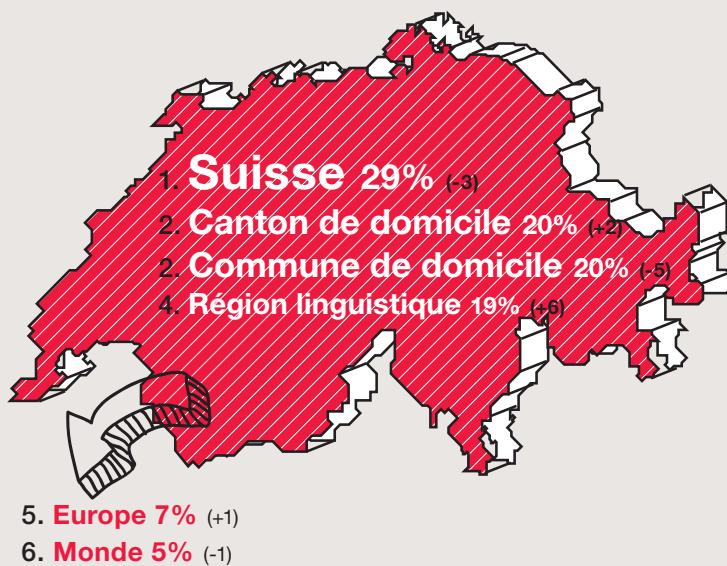
Après un niveau plancher de 37% en 2011, la neutralité a presque atteint à nouveau son plus haut niveau de 50% (2008).

En % des citoyens; entre parenthèses, évolution en points de pourcentage par rapport à l'année passée

Fig. 9: Appartenance à la Suisse

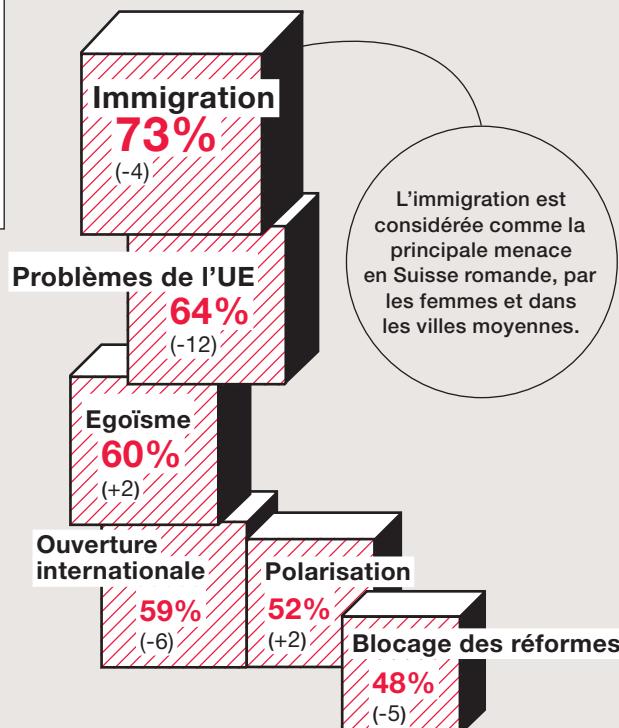
« A quelle entité géographique vous identifiez-vous d'abord ? »

Le rôle identitaire des communes continue de perdre du terrain, l'appartenance au pays prévaut.

**Fig. 10: Les dangers pour l'identité suisse**

« Quels sont pour vous les éléments qui menacent l'identité suisse ? »

Les principaux dangers proviennent de l'extérieur, mais l'égoïsme atteint un niveau maximal.



En % des citoyens; entre parenthèses, évolution en points de pourcentage par rapport à l'année passée

La fierté nationale reste forte (voir fig. 7). Cependant, une autre question, qui a longtemps donné des résultats presque identiques, indique désormais un changement progressif du sentiment identitaire : pendant des années, de nombreux Suisses se sentaient surtout liés à leur commune de résidence. En 2011, ils étaient 44% à penser ainsi, contre à peine 20% aujourd'hui (voir fig. 9). Cette évolution profite au canton de domicile, considéré comme l'entité la plus proche, mais aussi à la Suisse dans son ensemble. Si on tient compte de la

La fierté nationale reste forte, notamment au sein des partis politiques de droite.

deuxième réponse, la commune (35%) tombe même en quatrième position derrière le canton et la région linguistique.

Cet abandon progressif de la commune peut avoir plusieurs causes : tout d'abord, la mobilité croissante au-delà des limites des cantons transforme de plus en plus de communes en « dortoirs » plutôt qu'en lieux de vie ; par ailleurs, pour des questions financières et administratives, les communes se regroupent plus souvent. Vers la fin du dernier millénaire, on recensait près de 3 000 communes. Début 2013, il n'en restait que 2 584. Les grandes communes nées de ces fusions ne transmettent pas (encore) le même sentiment d'appartenance. Les prochaines années montreront si elles parviennent à développer une nouvelle identité et ainsi un nouveau rôle intégrateur et identitaire. Ce qui est certain, c'est que l'Etat s'est rapproché des citoyens en tant que garant de la sécurité et de la paix.

L'égoïsme menace l'identité

La quasi-totalité des citoyens (97%) porte un jugement positif sur l'économie suisse par rapport à l'étranger – est-ce un reflet de la bonne situation de la Suisse en comparaison avec l'instabilité économique dans les principales régions du monde et dans la majeure partie de l'Europe ? La fierté des Suisses se manifeste dans deux autres valeurs : 91% des sondés pensent que la réputation de la Suisse à l'étranger est bonne ou très bonne, et près de la >

moitié de la population (41%) estime que l'image de la Suisse à l'étranger s'est encore améliorée au cours des douze derniers mois. En outre, près des deux tiers des citoyens interrogés qualifient la politique étrangère de la Suisse de défensive, et 71% d'entre eux préconiseraient une démarche plus offensive du pays dans les négociations internationales.

Au début des années 1990, une grande incertitude régnait en Suisse – le pays était d'ailleurs présent à l'Exposition universelle de 1992 à Séville sous le slogan « La Suisse n'existe pas » – et on cultivait une politique axée sur la délimitation par rapport à l'étranger, et notamment à l'Union européenne. Aujourd'hui encore, l'ouverture internationale est perçue comme un danger pour l'identité par la majorité des citoyens, même si cette tendance est en baisse (-6 pp). En revanche, l'égoïsme local est considéré comme un danger pour l'identité (60%), et cette tendance est en hausse : 44% en 2010. Comme toujours depuis le début de l'enquête, l'immigration est citée comme la menace la plus importante (73%), avec toutefois une petite baisse par rapport à l'année passée (-4 pp ; voir fig. 10). (schi) □

Fig. 11 : Fierté par rapport à des éléments économiques
« Quelles sont les spécificités économiques suisses dont vous êtes le plus fier ? »

La place financière et le service public sont de nouveau appréciés.

1. **Réputation internationale de la qualité 94% (+3)**
2. **Industrie horlogère 93% (+0)**
2. **Succès des PME 93% (+2)**
4. **Force des marchés suisses 91% (+1)**
5. **Industrie des machines 88% (-1)**
6. **Industrie pharmaceutique 83% (+1)**
7. **Place financière 81% (+10)**
7. **Entreprises des services publics 81% (+6)**

Bilan remarquable : les quatre leaders obtiennent toujours des résultats supérieurs à 90% depuis 2006.

Fig. 12 : Fierté par rapport à des éléments politiques
« Quelles sont les spécificités politiques suisses dont vous êtes particulièrement fier ? »

Politique suisse = neutralité.

1. **Neutralité 94% (+0)**
2. **Autonomie 90% (-2)**
2. **Constitution fédérale 90% (+2)**
4. **Droits populaires 87% (-1)**
5. **Droit de codécision 83% (-4)**
6. **Coexistence 81% (+2)**
7. **Partenariat social 78% (+7)**
8. **Système de milice 77% (+8)**

Depuis 2009, le partenariat social a augmenté de 16 points de pourcentage, et le système de milice a progressé de 20 points depuis 2008.

En % des citoyens ayant répondu spontanément à la question ouverte; entre parenthèses, évolution en points de pourcentage par rapport à l'année passée

Zoom sur la confiance

Une confiance sans précédent

Les institutions et entités fédérales ont la cote auprès de la population.

61%

2013:
une confiance
record – parce
que la Suisse se
porte mieux
que les autres ?

Plébiscités à 61% en moyenne – contre 34% en 1996 –, les principaux acteurs suisses jouissent actuellement d'un niveau de confiance record. Malgré un recul passager lié à la crise économique et financière mondiale, cette proportion a presque doublé depuis le dernier revers essuyé en 2004, dans le sillage de l'éclatement de la bulle Internet.

Pourquoi la confiance s'est-elle à ce point renforcée ? La résistance du pays à d'importants ébranlements politiques ainsi que sa prospérité économique par rapport à d'autres pays seraient des raisons plausibles : étant



donné la conjoncture favorable au regard de la situation dans les pays voisins, la confiance dans les dirigeants du pays s'affirme.

Année après année, les forces de l'ordre et le Tribunal fédéral dominent le classement, 61% des Helvètes en moyenne les considèrent comme les plus dignes de confiance. Un peloton de tête dans lequel on retrouve systématiquement le Conseil fédéral (51%), mais aussi les banques et les organisations de travailleurs, saluées respectivement à 47% et 46%.

Depuis 2006 (34%), ces organisations ont su gagner un peu plus la confiance des habitants de façon quasi continue, avant d'atteindre en 2013 le niveau sans précédent de 66%. Malgré un rythme de croissance similaire, les organisations pa-

tronales inspirent légèrement moins confiance (54% aujourd'hui, contre une moyenne de 39% depuis 1996). Quant aux banques, elles ont fait un bond de 23 points de pourcentage entre 2005 et 2006, pour caracoler à 61% et ne retomber qu'une fois depuis sous le seuil des 50%.

La hausse de popularité la plus spectaculaire revient cette année aux partis politiques : alors qu'ils comptaient 16% d'adeptes en 2005 (27% sur une moyenne à long terme), ils viennent de conquérir pour la première fois plus de la moitié de la population (51%). Une situation similaire, mais à un degré supérieur, se profile



2010 : la Suisse gère la crise sans trop de dommages.

2004 :
persistante,
la crise Internet
fait vaciller
la confiance.

pour le Conseil national (67%, moyenne de 44% depuis 1996) et le Conseil des Etats (65%, moyenne de 43% depuis 1996). Jugé digne de confiance par 71% des Suisses – un record –, le Conseil fédéral culmine en tête des instances politiques.

Mais que valent ces résultats à l'échelle internationale ? Si le Global Trust Report 2013 révèle qu'à l'image de la Suisse, l'Allemagne s'en remet principalement à la police (81%) et à la justice (65%), on note un écart significatif en ce qui concerne le gouvernement (34%), ainsi que des partis politiques, à la traîne (16%). Désignée comme l'entité la plus fiable dans 25 nations, l'armée est tout particulièrement approuvée au Brésil, au Japon, en France et aux Etats-Unis. En deuxième position figurent cette année les Eglises et les communautés religieuses, qui reçoivent notamment la ferveur des Russes, des Américains et des Sud-Africains. Autant d'Etats qui, à l'inverse de la Suisse ou de l'Allemagne, ne semblent pas se reposer inconditionnellement sur la justice, la police et le gouvernement.

En Suisse, l'armée et l'Eglise arrivent en milieu de classement sur une moyenne à long terme. (schi) □

La courbe illustre le niveau moyen de confiance : 13 acteurs ont été observés depuis 1996. En sont exclus les médias (radio, télévision, journaux payants et gratuits, Internet), puisque seuls les mass médias étaient pris en compte jusqu'à 2008.

Voix de la politique

« Notre diversité fait notre force »

Le nouveau président du Conseil national et premier citoyen suisse, Ruedi Lustenberger, nous parle de l'identité helvétique, de la voie bilatérale et de l'humilité.

Interview: Urs Reich et Michael Krobath



Monsieur Lustenberger, vous avez dirigé une menuiserie pendant 35 ans. Qu'est-ce que cela vous a enseigné pour la politique ?

Cela permet d'évaluer la liberté d'entreprise en Suisse et de comprendre que l'économie de marché est le bon système pour que tous les acteurs agissent de manière responsable sur le plan social et écologique. Par exemple, on apprend qu'il est judicieux de dépenser de l'argent uniquement si on en possède. Et quand on a formé 25 apprentis, on saisit toute l'importance du système dual de formation professionnelle.

Le Baromètre des préoccupations 2013 indique que les citoyens associent en premier lieu la Suisse à la sécurité/la paix (28%), au paysage (15%) et à la neutralité et la patrie (13%). Etes-vous du même avis ?

Oui, mais je citerais en premier la neutralité et la patrie. L'enquête révèle également que, pour les citoyens, ces traits identitaires sont menacés par la criminalité croissante en partie importée, par le mitage progressif et de plus en plus par la libre circulation des personnes. La politique et l'économie devraient davantage tenir compte de ces inquiétudes.

Les gens s'identifient à différentes choses en fonction de leur région linguistique. D'après vous, est-ce là une chance ou un danger ?

Historiquement, c'est une chance. Il n'existe aucun autre pays au monde dans lequel quatre langues et de multiples

« Céder à la pression n'est pas une attitude suisse, et cela nuit à la tactique de négociation. »

Ruedi Lustenberger

cultures cohabitent pacifiquement depuis si longtemps, et qui fonctionne collectivement sur les plans politique et économique avec autant de succès. C'est justement notre diversité qui a fait notre force.

Qu'est-ce qui maintient la cohésion de la Suisse ?

Un lien crucial: chez nous, personne ne fait partie de la majorité absolue, ni d'une région, ni d'un parti ou d'une couche

sociale. Tout le monde fait partie d'une ou de plusieurs minorités. C'est là toute l'originalité de la Confédération: l'unité dans la diversité. Sur le plan politique, elle se traduit notamment par le système bicaméral et par la majorité des cantons.

Le déclin constant de l'identification à la commune de domicile vous inquiète-t-il ?

C'est une conséquence de la mobilité croissante, elle est donc aisée à comprendre, mais elle ne va pas sans problèmes. La commune est l'unité centrale de la formation subsidiaire de l'Etat. Elle a de grandes compétences et de nombreuses responsabilités, ce qui la rend proche des citoyens et efficace. Mais pour que ce système fonctionne, il faut des gens disposés à assumer des responsabilités au sein de la commune.

La politique est également mise à rude épreuve par l'enlisement des réformes de l'assurance sociale. Comment peuvent-elles être appliquées ?

Aussi souhaitable soient-elles, le passé a montré qu'elles n'étaient pas réalisables sur le plan politique. C'est pourquoi il est nécessaire de procéder à des ajustements plus modérés mais réalisables. En revanche, je m'oppose à la thèse selon



96%

La majorité des sondés prônent la promotion de l'éducation, principal point fort de la Suisse pour 46% d'entre eux.

«Quand on a formé 25 apprentis, on saisit l'importance du système dual de formation.» Ruedi Lustenberger, ancien aître menuisier.

laquelle nous devrions faire venir des travailleurs étrangers pour sauver l'AVS. C'est une absurdité de penser que ces gens qui arrivent jeunes en Suisse ne souhaiteront jamais percevoir l'AVS une fois ici. C'est un serpent qui se mord la queue. Il est également évident que les prestations de l'AVS ne doivent pas être réduites. Deux solutions possibles : augmenter les rentrées d'argent et/ou augmenter l'âge de la retraite. J'estime que la situation est différente en ce qui concerne le 2^e pilier : face à l'augmentation de l'espérance de vie, nous n'allons pas pouvoir éviter la révision à la baisse du taux de conversion.

19% des citoyens, chiffre record depuis 1995, ont des inquiétudes concernant des thèmes tels que l'énergie, le nucléaire ou encore la sécurité d'approvisionnement. Qu'est-ce que cela signifie pour les décideurs politiques ?

La voie adoptée par le Conseil fédéral est la bonne. Le problème se cache dans les détails ; jusqu'à ce que la stratégie énergétique 2050 prenne effet, la Suisse continuera de perdre une grande quantité d'eau inexploitée.

La confiance dans les institutions politiques a augmenté ces dernières années et est extraordinairement forte.

Mais, en même temps, les impôts font l'objet de critiques et, pour la première fois, une majorité trouve que l'Etat dépense trop pour la communauté.

Le renforcement de la confiance me réjouit. Les gens ont remarqué que la Suisse avait fait beaucoup de choses positives, contrairement à l'étranger. A posteriori, la voie bilatérale avec l'Europe est la bonne. Quant aux inquiétudes de la population concernant la densité des réglementations, j'en sais quelque chose. L'abus des institutions sociales et les thérapies coûteuses et irréalistes ont des conséquences négatives sur la morale fiscale et contribue à l'acrimonie à l'égard de l'Etat.

Près des trois quarts des citoyens interrogés préconisent une attitude plus offensive de la politique suisse à l'égard de l'étranger. Comment y parvenir ?

Céder à n'importe quelle pression n'est pas une attitude suisse et, à long terme, cela nuit à la tactique de négociation. Mais la situation n'est pas simple. La pression politique croissante exercée par l'étranger est principalement d'ordre économique. Désormais, la politique doit résoudre le plus rapidement possible des problèmes que certains secteurs, notam-

ment les grands établissements financiers et certains de leurs collaborateurs, ont causé par intérêt personnel.

Les citoyens portent un jugement plus optimiste qu'auparavant sur l'avenir du pays. Que faire pour que la Suisse reste prospère ?

Nous avons l'intention de maintenir la ligne politique suivie jusqu'à présent et de miser sur nos forces. Etant un petit Etat, nous resterons neutres et continuerons de suivre la voie bilatérale avec l'Europe. Nous assurons la formation de nos jeunes et maintenons le système dual de formation. Enfin, nous souhaitons prendre soin de l'environnement et de la culture politique. Le respect d'autres opinions et une culture de confrontation politique sont indispensables à notre système de démocratie directe.

Quel est votre principal objectif en tant que président du Conseil national ?

Je suis ravi de cette fonction, mais je reste humble. Ce n'est pas la personne qui compte, mais l'institution. Je suis reconnaissant et j'ai un profond respect pour nos ancêtres, qui ont compris que la Suisse devait être unifiée dans sa diversité. Je rappelle volontiers que la réussite actuelle de la Confédération est avant tout le résultat d'une coopération et non d'une confrontation. □



Ruedi Lustenberger sera président Conseil national en 2014 et premier citoyen suisse pour un an. Ce maître menuisier de Romoos (Entlebuch), âgé de 63 ans, siège au Conseil national depuis 1999 pour le PDC. Il est président de la Fédération suisse des maîtres menuisiers et fabricants de meubles depuis 2005, et membre du comité directeur de l'Union suisse des arts et métiers depuis 2008. Jusqu'à l'année passée, Ruedi Lustenberger dirigeait l'entreprise familiale. Il est marié et père de cinq enfants adultes.

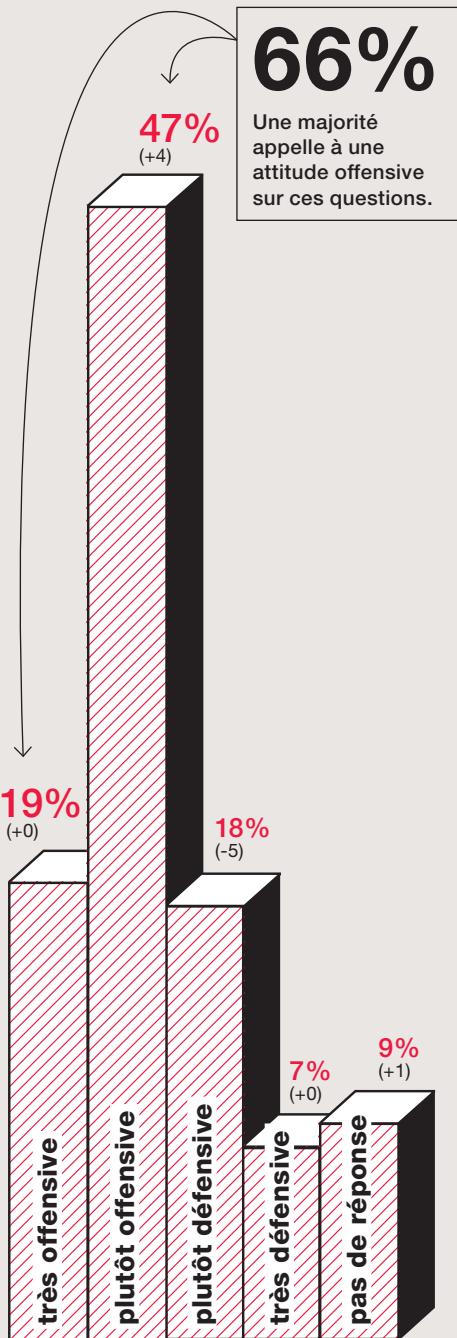
L'interview a été réalisée le 26 septembre 2013.

Place financière

La confiance est de retour, une plus grande fermeté est attendue

L'avenir de la place financière suisse inspire confiance aux personnes interrogées, qui réclament une attitude plus offensive dans les négociations internationales.

Attitude souhaitée de la Suisse sur les questions relatives à la place financière



66%

Une majorité appelle à une attitude offensive sur ces questions.

Selon les résultats du Baromètre des préoccupations 2013, l'orientation de la place financière tracasse davantage les Suisses que l'année précédente. Ces préoccupations portent essentiellement sur quatre points: en premier lieu viennent le renforcement de la surveillance réglementaire (79%, +10 pp) et le maintien du secret professionnel du banquier (78%, nouveau). On retrouve juste derrière la consolidation des affaires impliquant des investisseurs institutionnels (76%, +2 pp), suivie de l'amélioration de l'accès aux marchés étrangers (74%, +2 pp). Si le marché des matières premières suscite plus de réserves, sa promotion reste importante aux yeux de 63% de la population. On observe toutefois un recul de cinq points par rapport à l'année dernière. Enfin, près de la moitié des participants estiment qu'une focalisation exclusive sur le private banking (52%, +7 pp) et l'introduction de l'échange d'informations automatique (49%, +5 pp) sont primordiales.

geaient la crise bancaire comme un problème majeur en 2011, ils ne sont plus qu'un dixième (11%) aujourd'hui. Les banques ont même gagné 15 points en matière de confiance depuis l'année précédente. Cette proportion s'établit à l'heure actuelle à 63%, soit le plus haut niveau évalué depuis la création du sondage en 1995. Sur une moyenne à long terme, 49% de la nation dit faire confiance aux établissements bancaires.

Deux tiers de la population (66%, +4 pp) attendent de la Suisse une attitude fortement ou plutôt offensive dans le cadre des négociations internationales, tandis que seul un quart (25%, -5 pp) invite à plus de retenue. Ces chiffres reflètent également les souhaits des citoyens vis-à-vis des politiques en ce qui concerne la représentation générale des intérêts de la Confédération à l'étranger (71%, -1 pp). (schi) □

La place financière, un atout

Pas moins des trois quarts des personnes suisses interrogées (76%, +9 pp) se déclarent très fières ou plutôt fières de la mise en œuvre d'un secret professionnel du banquier excluant les abus criminels, mais préservant la vie privée. La place financière dans son ensemble jouit d'une plus grande popularité encore (81%, +10 pp), bien qu'en deçà d'autres branches comme l'horlogerie (93%) et l'industrie des machines (88%).

Le baromètre montre donc bien que le secteur financier a su reconquérir la confiance qu'il avait perdue ces dernières années: un cinquième de la population (20%, +3 pp) classe la place financière parmi les cinq atouts économiques du pays, et si encore un tiers des Suisses ju-

développer les compétences **SIDE*by*SIDE**

Grâce à une vaste formation dispensée par Opportunity International, Abena Sarpong, agente des financements agricoles au Ghana, est en mesure de conseiller et d'accompagner Beatrice Boaten dans son projet. Elle transmet à la cultivatrice de cacao un savoir-faire financier, lui fournit une assistance technique et lui donne accès à l'épargne, aux prêts et aux assurances — des instruments que l'entrepreneuse a utilisés pour transformer sa vie.

Des millions de clients comme Beatrice bénéficient de notre engagement à former des professionnels de la microfinance dans les pays où nous sommes actifs. Avec le soutien du Credit Suisse, Opportunity recrute et développe des effectifs d'encadrement, dispense des formations complètes aux agents chargés des prêts et du service à la clientèle. Nous ne créons pas simplement des emplois, mais aussi des carrières qui font vivre des familles et améliorent la condition des communautés dans des régions isolées et pauvres du monde.

**Développer les compétences
au service des entrepreneurs.**

Rendez-vous sur opportunity.org



Opportunity International





Le caracara chimango – un faucon hibernant dans le nord de l'Argentine.

Va-et-(re)vient

Qu'est-ce qui pousse des gens à quitter l'un des pays les plus développés, prospères et sûrs au monde ? Enquête chez des Suisses de l'étranger dans la forêt équatoriale argentine.

Par Andreas Fink (texte) et Marco Vernaschi (photos)

« **Q**ué se yo », répond-il quand on lui demande quelle est sa patrie. Il aurait pu dire « was weiss ich » (« qu'est-ce que j'en sais »), car il parle aussi bien l'allemand guttural de Suisse que l'espagnol rond du nord de l'Argentine. Sa maison est en lisière de forêt, comme la ferme de ses grands-parents. Sauf qu'entre ces bâtiments il y a 11 000 kilomètres, l'Equateur et la barrière séparant pays développés et tiers monde. A-t-il deux patries? Ce mot a-t-il un sens au pluriel? Ou est-on apatride quand on a, comme lui, recommencé sa vie quatre fois de part et d'autre de l'Atlantique?

Carlos Zimmermann ne peut répondre à ces questions. Comme beaucoup d'autres habitants à Ruiz de Montoya. Ils sont Argentins et Suisses, vivent en zone subtropicale et en pays préalpin. Beaucoup ne peuvent subsister ici que parce qu'ils ont vécu et travaillé là-bas. Ce sont des « émigrants ».

Le trajet vers ce lieu né jadis de la misère est aujourd'hui un agréable voyage dans un décor aux couleurs somptueuses. La route nationale 12, qui longe la frontière septentrionale argentine, s'étend sur les collines de la province de Misiones. La végétation verte foisonne dans la terre couleur rouille au bord du chemin. Bois, plantations, arbustes à maté. Après une bifurcation, une route goudronnée mène quelques kilomètres au sud, et une fois passé un dos-d'âne, le village commence par une rue bordée d'arbres en fleurs au jaune éclatant.

On remarque tout de suite que ce n'est pas un village argentin ordinaire. Le toit en croupe du club suisse, le clocher de l'église et sa girouette. La plaque indiquant la « Granja Suiza », où l'on produit du tilsit et du fromage à raclette. Un cadre idyllique, un modèle de village suisse protestant qu'on ne sait quel partisan a affublé du nom d'un missionnaire jésuite.

Au commencement était la misère

Ruiz de Montoya pourrait s'appeler « de Schaffhouse ». Car ses premiers habitants étaient des familles dont plus personne ne voulait en Suisse : tailleur, relieurs, cordonniers. De petits artisans sans travail ni perspectives lors de la crise qui a précédé la Seconde Guerre mondiale, sans expérience en agriculture. Des hommes, des femmes et des enfants à qui l'Etat avait



1

prêté quelques milliers de francs pour financer leur départ vers la forêt vierge. Au moins la moitié des plus de mille familles parties pour le nord de l'Argentine durant l'entre-deux-guerres ont émigré entre 1936 et 1939 avec un prêt étatique que très peu d'entre elles ont pu rembourser.

Beaucoup sont partis à l'aventure, abusés par les catalogues trompeurs de sociétés coloniales privées et mis par l'espoir de faire fortune en cultivant le maté. L'exode vers Misiones est le dernier chapitre de l'histoire séculaire des migrations de la pauvreté depuis la Suisse.

Vingt ans plus tard, le sens de la migration s'était déjà inversé : contraints de recruter de la main-d'œuvre étrangère, des entrepreneurs entre Saint-Gall et Genève se sont souvenus du vivier dans la forêt équatoriale. Les Flückiger, Schegg, Urfer et Schweri n'avaient pas seulement des passeports suisses, ils parlaient aussi le suisse-allemand. A partir des années 1960, les Misioneros ont commencé à rentrer. Afin d'apprendre – pour là-bas. Afin

de gagner de l'argent – pour là-bas. Une minorité souhaitait rester en Suisse en décollant de Buenos Aires.

« Je te préviens, je veux rentrer! »

Quand Carlos Zimmermann a commencé son apprentissage chez un mécanicien automobile lucernois, il parlait comme les autres jeunes de 20 ans des bords du lac des Quatre-Cantons. Il ne criait pas sur les toits qu'il était né dans la forêt équatoriale : après tout, sa famille était de Herlisberg (aujourd'hui fusionnée avec Römerswil), où ses oncles et cousins possédaient une entreprise de construction en bois. Carlos voulait apprendre la mécanique, mais pas dans les garages d'Argentine où les outils manquent, les pièces de rechange restent bloquées à la douane et les factures ne sont pas payées. Sa formation terminée et son diplôme en poche, il a ouvert son propre atelier juste derrière la gare de Lucerne. L'entreprise a grandi et aurait pu croître encore, mais Carlos était trop à l'étroit en Suisse centrale. Le jour de sa rencontre >

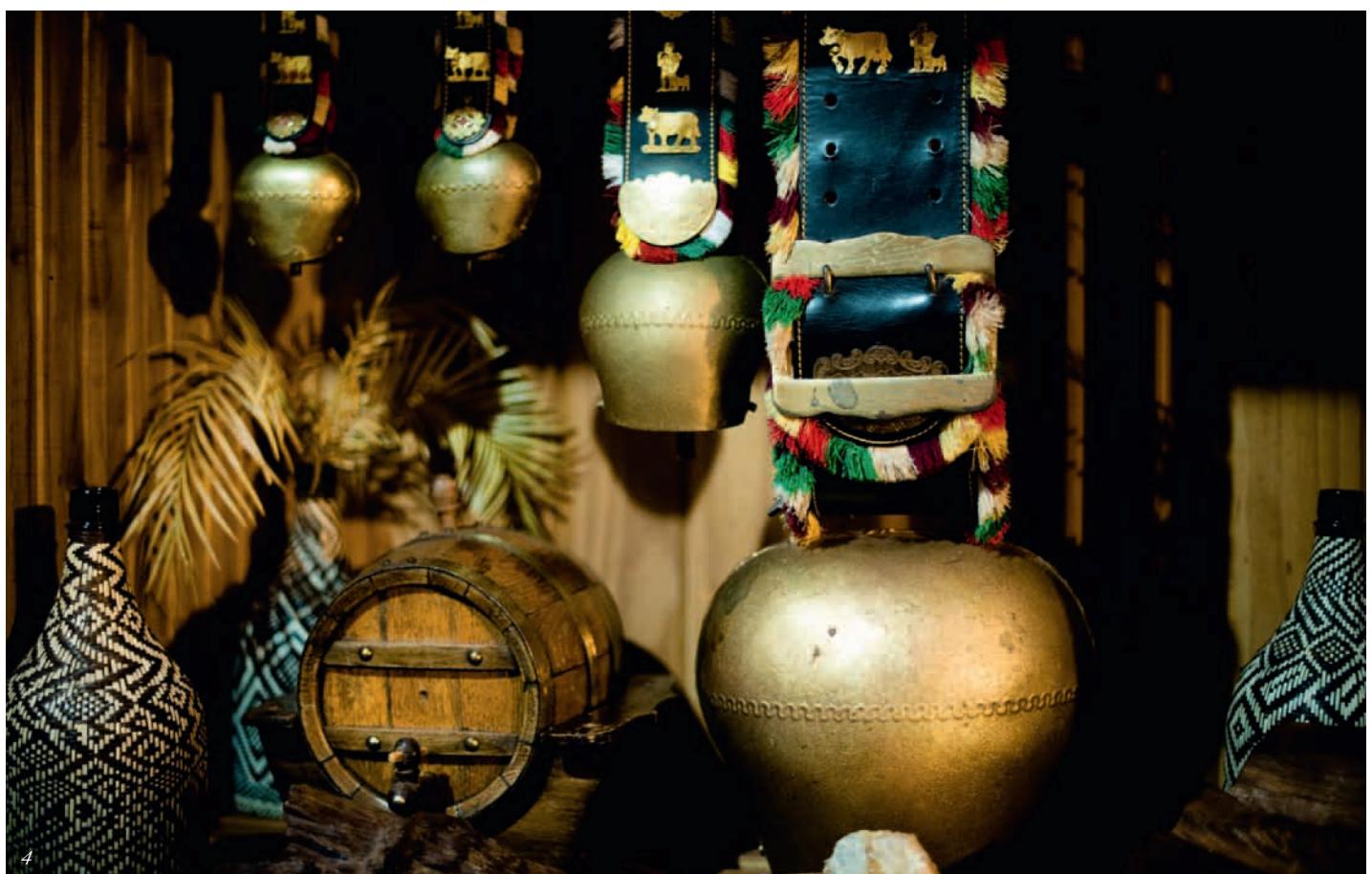


1 L'or vert? Les Suisses voulaient faire fortune grâce à l'herbe à maté. Peu ont réussi.

2 Un émigrant: Lorenzo Zimmermann a quitté la Suisse centrale en 1937 pour la forêt vierge. Aujourd'hui, il parle plus facilement espagnol qu'allemand.

3 Un «remigrant»: Carlos Zimmermann a recommencé sa vie quatre fois, des deux côtés de l'Atlantique.

4 Souvenirs, souvenirs: un décor de salon réunit les deux mondes de la famille Burri-Mozzoli. Des sonnailles suisses pendent au-dessus de bouteilles fabriquées par des indigènes argentins.



4



5

5 Une école modèle :
l'Instituto Linea Cuchilla.



6

6 «M. Misiones» :
Hans Rudolf Würgler.



7

7 Rita Burri est rentrée
de Suisse après 21 ans.



8

8 Elle se sentait trop à l'étroit
en Suisse : Sabine Haldimann.



9

avec celle qui allait devenir sa femme, il lui a dit: «Je te préviens, je veux rentrer!»

Là-bas, où son père Lorenz avait commencé à défricher la forêt vierge à 17 ans. En mars 1938, trois frères avaient débarqué avec scie et hache au port fluvial de Puerto Rico, trois des dix membres d'une fratrie venus de leur scierie d'Herlisberg, près de Beromünster. Ils avaient un atout: les Zimmermann («Charpentier») étaient vraiment charpentiers. Ils se sont vite familiarisés avec le lapacho, le cèdre espagnol, le petiribí et le guatambú, dont le bois se prêtait à l'exportation. Ils ont acheté des parcelles de forêt, abattu les arbres et cédé les terrains. Leur première scie était entraînée par une vieille Ford T et ils refroidissaient le radiateur avec des baquets d'eau.

Le prénom de Lorenz a pris un «o». Il a dirigé pendant 20 ans la coopérative fondée en 1953 qui exporte du thé et du maté vers l'Europe et le Japon, il a longtemps été président du club suisse. A 93 ans, Lorenzo Zimmermann dit que ses meilleurs amis étaient Argentins, et il s'exprime plus facilement en espagnol qu'en suisse-allemand. Il n'a pas regretté son exil en terre sauvage.

Grossmünster et Kapellbrücke

C'est un rare jour d'hiver frais de septembre à Misiones, la cheminée chauffe, le mur au-dessus de l'âtre est couvert de photos de famille, de certificats du club suisse et assiettes souvenirs. L'une montre le Grossmünster de Zurich, l'autre un refuge de montagne, une troisième le pont couvert de Lucerne. Dans un coin trône un portrait du pape Jean-Paul II et en face une vue aérienne d'Herlisberg avec la vieille maison en bois entourée de la nouvelle scierie, du dépôt de bois et de camions. «Tous les Zimmermann ont réussi», dit fièrement le patron, et son fils Carlos opine du chef.

Carlos Zimmermann a passé 36 de ses 69 ans en Argentine et 33 en Suisse. Il est rentré une première fois à Misiones en 1975 avec sa femme, ses trois enfants âgés de 2 à 8 ans et un garage complet dans ses bagages. Il a apporté un savoir-faire, des outils, du capital, avant de se heurter à la réalité neuf ans plus tard. A la fin du régime militaire, l'inflation en Argentine était de 131% par an, les dévaluations rendaient les importations impossibles, les clients n'avaient plus d'argent et le garage n'était plus viable. Sans compter que son épouse n'a jamais pu s'habituer à la cha-

leur. En 1984, la famille a pris l'avion vers sa nouvelle vieille patrie.

«La terre rouge t'attire»

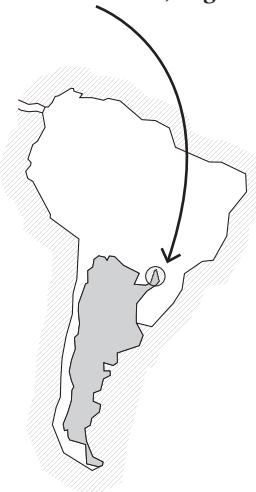
Il y a six ans, Carlos Zimmermann est rentré en Argentine, seul. Il est divorcé, ses trois enfants travaillent à Hochdorf près de Lucerne. «Ils vont bien», dit-il en notant fièrement qu'ils ont tous trois demandé le passeport argentin. «La terre rouge, elle t'attire», dit Carlos, qui a décidé de ne plus jamais virer de bord. Avec 1 600 francs de rente, la vie serait dure pour lui en Suisse: «L'assurance-maladie me prendrait déjà la moitié.» En Argentine, où les retraités peuvent aller gratuitement chez le médecin, il dispose – dans sa propre maison – d'un bon revenu, car l'AVS paie aussi la rente à l'étranger.

AVS, voilà les trois lettres magiques à Ruiz de Montoya. Outre les fonds transférés par les centaines de villageois travaillant en Suisse, ce sont les paiements de la caisse de retraite qui font de Ruiz de Montoya un lieu emblématique. La possibilité de toucher une rente minimale après 65 ans (actuellement 1 170 francs par mois) en payant une cotisation minimale inférieure à 100 francs par mois est vue par la plupart des Misioneros suisses comme une réparation tardive pour la défaillance de l'Etat dans les années 1930, qui les a poussés à émigrer. En effet, la perspective d'une rente suisse est l'un des motifs poussant aujourd'hui les jeunes à immigrer d'Argentine souvent sans connaissances linguistiques. Car contrairement à ses débuts en 1948, l'AVS exige désormais qu'un bénéficiaire ait vécu et travaillé au moins cinq ans en Suisse pour percevoir des prestations.

Une école dans la forêt vierge

Hans Rudolf Würgler, longtemps consul honoraire de Suisse à Misiones, connaît les histoires de plusieurs familles qui se serrent dans des deux-pièces à Zurich pour limiter autant que possible les frais de location pendant leurs années de travail «là-bas». Il connaît presque toutes les histoires des 2 410 Suisses vivant actuellement à Misiones. Ce fils d'un agronome suisse est né en 1937 dans la colonie de Santo Pipó, à environ 50 kilomètres au sud-ouest de Ruiz de Montoya. Il a été envoyé à Berne afin de poursuivre ses études, avant de s'occuper de l'exploitation familiale en Argentine et des intérêts des Suisses de Misiones. Il est revenu avec

Province de Misiones, Argentine



— Population: 1,1 million (2010)

— Capitale: Posadas

Les Suisses de l'étranger

Plus de 10% des citoyens suisses vivent à l'étranger.

— Nombre total de Suisses à l'étranger: 715 710 (10,4% des citoyens suisses).

— Augmentation par rapport à 2002: 116 776 (+19%). Le nombre de Suisses de l'étranger a doublé depuis 1980.

— Continents préférés:

1. Europe 442 620; 2. Amérique 175 954;
3. Asie 45 793; 4. Océanie 30 647;
5. Afrique 20 696.

— Pays choisis:

- Europe: France 186 615;
Allemagne 80 715; Italie 50 091;
Angleterre 30 452; Espagne 24 157.
Amérique: Etats-Unis 76 330;
Canada 38 959; Argentine 15 767;
Brésil 14 976.
Autres: Australie 23 633,
Israël 15 970; Thaïlande 7 431.

Source: Statistique des Suisses résidant à l'étranger 2012

l'idée et les contacts pour fonder un lycée dans la forêt vierge avec l'aide de l'Eglise protestante.

L'*Instituto Linea Cuchilla* a fêté l'an passé son 50^e anniversaire. 420 jeunes y étudient aujourd'hui l'agriculture et l'électrotechnique. 37 élèves ont la nationalité suisse. «Notre école est avant tout financée par l'Etat argentin et par les contributions des familles. Mais 20% de nos élèves ont une bourse. Et nous ne pouvons la leur accorder que grâce aux dons venant de Suisse.» Hans Rudolf Würgler,

Suite en page 64

>

La maison en bois du couple d'enseignants Sabine Haldimann et Roberto Henn est entourée d'un grand jardin tropical de trois hectares.







Un monument d'efforts : la famille Burri a séché son premier thé dans ce hangar.
Aujourd'hui, la coopérative locale transforme et commercialise les feuilles.

élu « Suisse de l'étranger de l'année » en 2004 pour son engagement à Misiones, le dit très clairement, car l'*Instituto* est l'œuvre de sa vie. « Je suis sûr qu'en 50 ans notre école a laissé des traces positives dans toute la province. » Misiones en a besoin.

La région forestière entre les fleuves Paraná et Uruguay n'a jamais su surmonter les inconvénients de son enclavement. Du boom du soja dans la pampa plus au sud, la province de Misiones a surtout vu les mauvais côtés : hausse des taxes à l'export, engrains plus chers et frais de personnel qui augmentent de 25% par an.

Tabac, noix, thé

« Nous ne savons déjà plus comment payer nos trois ouvriers », explique Rita Burri. Sa ferme ne fait toutefois pas vraiment pitié. La fermière profite du doux crépuscule pour présenter l'œuvre d'une vie de ses père et grand-père : des arbustes à thé, plantés en longues rangées touffues. Pour récolter les plantes réparties en quatre champs sur 50 hectares, il faut des salariés, même si la coupe est mécanisée.

La première moissonneuse à thé de Misiones se trouvait précisément dans cette ferme, le grand-père de Rita l'avait construite. C'était un homme intelligent, un métallurgiste ayant participé à la construction de digues dans les Alpes. Mais la dépression des années 1930 a anéanti son travail. Pour nourrir ses cinq enfants, il a accepté le crédit étatique et a emmené sa famille à Misiones.

Après un défrichage pénible, ce furent les expérimentations agricoles. Peu de cultures résistaient à la chaleur humide

et ce qui poussait restait souvent invendu. Comme beaucoup de colons, les Burri ont cru les vendeurs de semences et ont misé sur les produits prétendument prisés à l'export tels que le tabac, le ricin et le jute. Les noix de tung se sont vendues un peu mieux. Jusqu'à ce qu'on sache produire leur huile synthétiquement. Puis les Suisses se sont mis au thé.

« Ce champ est aussi vieux que moi », explique Rita Burri, née en 1952. Un an plus tard naissait la coopérative qui distribue aujourd'hui encore la production de ces champs. Son produit pourrait mieux se vendre, car il est bio – un héritage de son grand-père visionnaire. Mais Rita Burri et son mari, Roberto Mozzoli, ne peuvent pas financer les frais de certification et de distribution, surtout aujourd'hui où les coûts augmentent alors que les prix mondiaux du thé stagnent, voire baissent.

Ils se sont demandé plus d'une fois s'ils avaient bien fait de revenir sur ces collines. De 1972 à 1993, ils ont vécu en Suisse où sont nées leurs deux filles, qui y habitent toujours. A force d'application et d'économie, ils sont passés d'ouvriers à entrepreneurs. Ils possédaient une blanchisserie-pressing à Saint-Gall. En 21 ans, ils ne sont pas rentrés une seule fois à Misiones, car les vols coûtaient alors très cher. « Nous nous sentions très bien en Suisse, explique Rita Burri. Nous aurions aussi pu y rester. »

Ils sont rentrés en Argentine essentiellement pour la famille, ils ne voulaient pas abandonner la ferme qui avait coûté tant d'efforts à leurs parents et grands-parents. Et maintenant qu'ils approchent de

la retraite, leur fille aînée a annoncé qu'elle viendrait bientôt s'installer à Ruiz de Montoya.

Pourquoi ces gens font-ils cela ? Pour la famille ? La rente ? Ou y a-t-il encore autre chose qui pousse des personnes à quitter l'un des pays les plus développés et sûrs au monde pour s'installer dans l'arrière-pays argentin ?

« Je crois que cela a à voir avec la liberté », explique Sabine Haldimann, le professeur d'anglais de Ruiz de Montoya. La quadragénaire est arrivée il y a seize ans avec son diplôme d'enseignante et le projet de trouver ici une vie offrant plus que ce « rôle fixe attribué à chacun dans le système suisse parfaitement organisé », dit-elle. Elle donne aujourd'hui des cours dans sa petite maison en bois. Le faible niveau des cours de langues dans les écoles argentines lui garantit une clientèle constante. Mais pas la richesse.

Un bon endroit dans le monde

Enfant, Sabine avait déjà connu la Suisse depuis l'étranger. Son père a travaillé plusieurs années comme ingénieur en Libye et elle a grandi au soleil sous un ciel immense. De retour en Suisse, le pays lui a paru trop sombre, trop étroit et trop ordonné.

Ses deux jeunes enfants, Luciana et Daniel, grandissent parmi les chevaux, les chiens, les chats et un nain de jardin importé à qui les herbes sauvages cachent peu à peu la vue. Trois hectares, voilà la surface du terrain en pente qui donne à Sabine et à son époux Roberto du travail de jardinage pour plusieurs années. Mais aussi le sentiment d'avoir trouvé un bon endroit dans ce monde. Un sentiment partagé avec les autres Suisses de l'étranger à Ruiz de Montoya. □

Andreas Fink est correspondant en Amérique du Sud pour « Focus » (DE) et « Die Presse » (AT).

Marco Vernaschi est photographe à Buenos Aires.

empiris <>



empiris [ɛm'piris]: soutient des projets dans les domaines de la science et de la recherche
– *Les donateurs peuvent créer une sous-fondation* – Mise en œuvre durable et professionnelle de la volonté du donateur – Infrastructure gratuite et bien plus encore

Je suis ou je deviens ?

Qu'est-ce qui fait un humain, ses gènes ou son environnement ? La biologie moderne recommence à donner de l'importance aux facteurs externes. Nous sommes plus modulables que nous ne le pensions.

Par Mathias Plüss

Migros ou Coop ? Frisch ou Dürrenmatt ? PC ou Mac ? L'être humain aime les alternatives claires : nous avons visiblement besoin de choisir l'un ou l'autre. Pourtant, rien ne nous empêcherait de dire : je prendrais un peu des deux s'il vous plaît !

Le besoin d'alternative de l'Homme se ressent également dans la science, et il a déjà freiné plus d'une avancée. Le biologiste Ernst Mayr écrit que les fausses alternatives sont à la base de la majorité des grandes controverses. L'histoire de la science serait donc caractérisée par les hésitations.

Le débat entre gène et environnement, qui dure depuis des décennies, en est l'exemple le plus connu. Sommes-nous déterminés par nos gènes ou par notre éducation ? Le combat idéologique autour de cette question a souvent été acharné. Pourtant, le bon sens nous dit qu'il ne peut pas y avoir de réponse nette.

Prenons la langue, par exemple : l'homme possède un instinct linguistique dès sa naissance. Les bébés commencent déjà à étudier leur environnement bruyant pour reconnaître des mots et des règles grammaticales sans qu'on les leur apprenne. Pourtant, dire que la langue est innée serait trop simpliste. En effet, un enfant pourrait théoriquement apprendre toutes les langues du monde, mais il n'apprend que sa langue maternelle. La capacité à parler est donc innée, mais le contenu s'acquierte. Les gènes et l'environnement vont ici de pair.

La controverse a été lancée par deux biologistes au XIX^e siècle. Le Français Jean-Baptiste de Lamarck (1744–1829)



Découverte de l'épigénétique : chez les bébés rats, le léchage fréquent active un gène antistress qui reste actif pour la génération suivante.

était le premier à défendre la théorie « environnementaliste » : il pensait que les caractéristiques acquises pouvaient être transmises. Pour son adversaire, l'Anglais Charles Darwin (1809–1882), les gènes étaient en revanche immunisés contre les influences extérieures. Il était donc l'un des précurseurs de la thèse de la dominance des gènes.

Les grandes idéologies du XX^e siècle se sont clairement positionnées sur la question. Les nazis voulaient créer un Homme supérieur en éliminant les « gènes inférieurs » dans leurs terribles programmes. Les communistes, quant à eux, pensaient

que l'Homme pouvait être éduqué. Les anciens biologistes soviétiques imaginaient même pouvoir inculquer certaines capacités aux plantes avec un peu d'entraînement. Cela s'est terminé en famine.

La désillusion du génome

Dans les années 1960 et 1970, de nombreux scientifiques occidentaux croyaient également en la malléabilité de l'Homme. Ils affirmaient qu'un enfant venait au monde totalement vierge et que tous pouvaient devenir des génies si les conditions étaient réunies. Puis, la balance a changé de côté : le déchiffrage triomphal

du génome en 2000 a amené avec lui la conviction que l'on découvrirait bientôt un gène pour toutes les caractéristiques et tous les comportements humains. Bill Clinton, le président américain de l'époque, imaginait lors de la présentation du génome humain que nos petits-enfants pourraient ne connaître le cancer que comme un signe astrologique. Le déterminisme génétique était de retour.

Mais c'était compter sans une nouvelle désillusion. Il est vrai que nous apprenons presque chaque jour que les scientifiques découvrent de nouveaux gènes : celui de la dépression, du surpoids, de la sueur des pieds ou de l'infidélité. Des entreprises ingénieuses promettent un avenir sain grâce au génome.

Mais, à y regarder de plus près, ce n'est pas si sûr : le lien entre gène et maladie est souvent de l'ordre de quelques pour-cent. Que faire d'une information telle que : « votre patrimoine génétique augmente vos risques de développer la maladie d'Alzheimer de 10% » ?... à part commencer à s'inquiéter ?

Activé, désactivé

Mais certains liens sont clairs : la mutation d'un gène BRCA élève la probabilité de développer un cancer du sein de 80% à 90%. C'est pour cette raison que la star de cinéma Angelina Jolie a subi de manière préventive une ablation des deux seins au printemps dernier. Cette prévisibilité reste cependant limitée à un nombre restreint de maladies.

Cela pourrait signifier que nous n'avons pas encore suffisamment recherché les gènes responsables. Mais c'est une autre explication qui ressort davantage ces dernières années : les gènes ne joueraient pas un rôle aussi prépondérant.

Car tous nos gènes sont loin d'être actifs. Certains d'entre eux sont activés et désactivés tout au long de notre vie sous l'influence d'autres gènes, mais aussi de l'environnement. Ce processus s'appelle l'« épigénétique ».

La plupart des résultats dans ce domaine proviennent des animaux. Ainsi, si une mésange femelle est souvent menacée par un rapace, ses poussins auront de plus grandes ailes. Cet exemple montre claire-

ment le lien entre l'environnement et l'activation des gènes.

Les influences environnementales sont transmissibles

Des scientifiques ont étudié les habitudes de léchage des rattes mères. Les petits souvent léchés sont ensuite moins stressés durant leur existence.. En revanche, les petits de mères moins attentionnées sont souvent très anxieux. Le comportement de stress et de léchage est transmis.

Mais ce qui est surprenant, c'est que le comportement n'est pas inscrit dans les gènes. En effet, si on confie un bébé rat anxieux à une ratte attentionnée, le bébé adoptera les caractéristiques de celle qui s'occupe de lui. On a montré que le processus de léchage activait des gènes dans le cerveau des rats qui favorisent l'élimination des hormones du stress. Et ce gène reste actif pour la génération suivante. On pourrait parler d'une influence environnementale transmise (Lamarck refait son entrée).

Bien entendu, il est impossible de faire ce genre d'expérience chez l'Homme. Mais on suppose malgré tout qu'il se passe la même chose chez nous. On sait, par exemple, que les bébés humains souvent caressés sont plus résistants au stress une fois adultes. Par ailleurs, une étude posthume sur des personnes qui se sont suicidées et qui avaient été victimes de violences sexuelles dans leur enfance a montré que tous leurs gènes d'élimination du stress étaient désactivés. Il est facile de conclure que ces violences les ont stressées, puis conduites à se suicider.

On pense que beaucoup de maladies s'expliquent par des événements vécus durant la petite enfance, notamment le diabète, l'hypertension, l'autisme, le TDAH, la dépression, la schizophrénie et les allergies. En revanche, le surpoids est aujourd'hui considéré comme un phénomène transmis de génération en génération alors qu'il n'existe aucun gène correspondant : les mères en surpoids poseraient les bases du futur surpoids de leurs enfants.

C'est peut-être une maigre consolation de savoir qu'on tient son gros ventre de facteurs épigénétiques et non génétiques, mais la différence est fondamentale : si la

cause est épigénétique, les chances de parvenir à perdre son surpoids sont plus élevées. Un essai a montré que six mois de sport ont déjà un effet notable sur l'activité des gènes des cellules graisseuses. La méditation et l'alimentation modifient probablement aussi leur activité.

Tout n'est pas fatalité

L'épigénétique rend donc à l'Homme un peu d'autodétermination : il peut agir pour sa santé, tout n'est pas écrit. Elle ouvre également la porte au traitement médicamenteux : il existe, par exemple, une substance qui calme les rats anxieux. Les modifications épigénétiques sont réversibles.

Certains chercheurs se réjouissent déjà : une enfance catastrophique ne fermerait ainsi aucune porte. Mais cette euphorie est prématurée et il faut veiller à ne pas retomber immédiatement dans l'excès inverse. Modifier l'être humain selon ses désirs restera probablement un rêve.

Car les gènes jouent encore un rôle décisif dans de nombreux domaines. L'intelligence notamment est en grande partie prédéterminée. Il n'en reste pas moins qu'une bonne école et l'accompagnement nécessaire permettent d'augmenter son QI de quinze points. Voici un bon exemple de conciliation des gènes et de l'environnement. □

Mathias Plüss est un journaliste scientifique indépendant plusieurs fois primé.

Lever de drapeau

La distance rend clément :
plus longtemps on vit hors de Suisse,
plus il est facile d'aimer ce pays.

Par Urs Willmann

En tant que Suisse de Suisse, j'étais sûr d'une chose : jamais n'accrocherais de drapeau suisse dans ma vie. Pourtant, je l'ai fait en juin 2006. Alors que j'attachais le drapeau au radiateur de mon bureau pour le laisser flotter au vent sur la façade extérieure de la Maison de la presse à Hambourg, j'ai commencé à me rendre compte que vivre à l'étranger pouvait changer un homme. Cela avait fait de moi un patriote.

Il est vrai que l'émergence de mon patriotisme helvétique était liée à un événement particulier : la Coupe du monde de football commençait dans le pays dans lequel je vivais depuis 1998. Et comme le politiquement correct a permis même aux Allemands de retrouver un peu de fierté nationale en 2006 (un petit drapeau par voiture), je n'ai pas résisté non plus. Par ailleurs, cet acte a été plus simple pour moi qui suis anticonformiste, car il tenait également de la provocation. Au cœur du centre-ville, bien en vue, flottait soudain un drapeau suisse immanquable. Les réactions ne se sont pas fait attendre : on a demandé à mon rédacteur en chef, Giovanni di Lorenzo, pourquoi le drapeau suisse était le seul sur le bâtiment de « Die Zeit » pendant la Coupe du monde, et pourquoi il n'y avait aucun drapeau allemand.

Mais provoquer les Allemands n'était qu'une excuse pour réveiller le patriote en moi. A vrai dire, mon rapport à la Suisse s'était nettement détendu avec la distance. Depuis que je vis à Hambourg, je la vois différemment. Du bon côté. Pas uniquement, mais en grande partie. La distance rend clément.

L'effroi face à ma propre vision de la Suisse

Je devais mon premier élan patriotique à la politique allemande. L'agitation avec laquelle on réagissait aux déclarations des politiques m'affolait. En quelques semaines, les mots devenaient des instruments de gouvernement et le théâtre politique devenait réalité. J'apprenais à apprécier en tant que Suisse de l'étranger ce que j'avais maudit en tant que Suisse de Suisse éprix de réforme : le flegme et le système paisible de concordance qui permettent de traiter les problèmes sur le long terme. Les stratégies ne doivent pas être oubliées une fois terminée l'émission d'Anne Will*. La Suisse : un pays détendu.

J'ai récemment dû mettre à l'épreuve cet amour qui a grandi à distance. Les rédacteurs du magazine pour lequel je travaille m'ont demandé de rédiger un essai du point de vue de l'expatrié. Passionné, j'ai accepté. J'ai transformé ma sympathie pour mon ancien pays en mots et en phrases. Mais le résultat m'a terrifié : le texte qui se trouvait devant moi, mon propre texte, m'a prouvé qu'après quinze ans d'absence, j'étais sur le point de ne plus rien connaître de mon pays. La seule votation qui me revenait en mémoire était le plébiscite sur l'interdiction des minarets : je

m'étais énervé contre Blocher (qui ne joue depuis longtemps plus le rôle prédominant que je lui attribuais depuis l'étranger) et j'avais fait l'éloge du football suisse sans avoir la moindre idée de l'équipe qui mène la Super League.

Voilà où j'en étais arrivé. Avant, les Allemands m'énervaient quand je les entendais parler de la Suisse. Tous y sont « allés en vacances » et ont « des amis là-bas », qui sont tous « gentils » et parlent un « suisse-allemand amusant à entendre ». Ils n'en savent rarement plus. Ils aiment le pays sans le connaître. Quand on leur demande quel est le système politique de la Suisse, ils répondent : « la démocratie ». Personne ne connaît le nom des partis. Et je découvais soudain d'impressionnantes parallèles entre leur vision et la mienne. Qui est-ce que je connais encore en Suisse, à part mes amis ? Et que sais-je encore de la Suisse ? Quand ma fille a appris les capitales des Länder allemands, je lui ai également enseigné les chefs-lieux des cantons suisses. Toutefois, en essayant de citer les conseillers fédéraux, j'ai déclaré forfait après quatre noms.

Ma métamorphose en passionné

Il y a des années, Suisse Tourisme avait visité ma ville, Hambourg. A l'époque, j'avais considéré la présentation des coutumes suisses avec désinvolture. J'avais participé au parcours des drapeaux, roulé des meules de fromage, tiré à l'arbalète et craché des noyaux de cerise à douze mètres. Mais aujourd'hui, je découvre avec stupéfaction que je n'ai plus jamais pu me libérer du marketing helvétique à l'étranger. Quand je pense à la Suisse de jour et de nuit, je vois l'Eiger, le Mönch et la Jungfrau. Je suis entièrement responsable de mon ignorance. Depuis mon départ, j'ai arrêté de participer à la démocratie. Les thèmes sur lesquels je pourrais voter sont trop éloignés de mon quotidien. Circonstance atténuante : les choses ne sont pas si simples pour les Allemands et pour moi. La télévision suisse n'est pas retransmise ici, à l'exception de « 10vor10 » à minuit sur 3sat (sous-titré). Les médias allemands ne parlent généralement de la Suisse que lorsque cela concerne directement l'Allemagne (soustraction fiscale, secret bancaire). Ou lorsqu'il y a quelque chose d'assez étrange pour que l'on puisse se moquer du montagnard un peu simplet : la lutte à la culotte, les combats de vaches et les maisons closes dans des containers.

Je devine l'origine de mon amour patriotique. N'étant pas concerné, je peux louer sans problème les avantages de la démocratie directe sans avoir à m'inquiéter des conséquences des résultats dans mon ancien pays : interdire les minarets ? Je n'y peux rien ! Je m'épargne également le quotidien de la politique d'intégration. En revanche, je peux me réjouir en toute simplicité des succès du pays au football et rire avec les Allemands quand ils me félicitent parce que l'Albanie I (la Suisse) s'est qualifiée pour la Coupe du monde au Brésil en battant l'Albanie II.

Ma métamorphose en passionné touche à sa fin. L'étranger m'a transformé en étranger. J'aime la Suisse parce que je suis enfin devenu Allemand. □

Urs Willmann est rédacteur scientifique au quotidien « Die Zeit ».

Il a déménagé à Hambourg avec sa famille il y a quinze ans. Son dialecte zurichois n'en a pas encore beaucoup souffert.

« Les femmes définissent souvent d'autres priorités »

Elisabeth Kopp, première conseillère fédérale de Suisse, s'exprime sur la mutation de l'identité helvétique, sur son propre système de valeurs et sur la confiance en elles des femmes politiques d'aujourd'hui.

Interview: Regula Brechbühl



« Je tenais à pouvoir me regarder dans un miroir en rentrant le soir et à rester fidèle à moi-même. » Elisabeth Kopp.

Vous avez été la première juriste à obtenir la mention « *summa cum laude* » de la faculté de Zurich, la première présidente d'un conseil communal de Suisse alémanique et la première conseillère fédérale de Suisse. Qu'est-ce qui vous a poussée à accepter ces rôles de pionnière ?

J'ai sans doute été influencée inconsciemment par le modèle de mes parents : pendant la guerre, alors même qu'elle assumait un foyer important, accueillant aussi des enfants de pays touchés par le conflit, ma mère a cofondé une école maternelle et a présidé l'association des jardins d'enfants. Une initiative nécessaire, car à l'époque, notre commune de Muri près de Berne en était dépourvue. Mon père était directeur de l'Administration fédérale des finances. Malgré de nombreuses propositions alléchantes de l'économie privée, il est resté fidèle au service public. Pour lui, la mission primait la rémunération. Pendant mon enfance et mon adolescence, j'ai beaucoup discuté avec lui, notamment de politique. Membre enthousiaste des scouts, j'ai également été marquée par leurs idéaux : prendre ses responsabilités, aider les autres à faire le bien. J'ai choisi des études de droit parce qu'à l'époque, je souhaitais devenir juge des mineurs. En 1971, je me suis investie pour le droit de vote des femmes. Je ne voulais pas faire carrière dans la politique, mais lutter pour l'égalité. Quand, en 1970, un groupe de femmes engagées de Zumikon m'a demandé de me porter candidate >

Biographie

Elisabeth Kopp, 77 ans, a été la première conseillère fédérale de Suisse. Elle a siégé au gouvernement de 1984 à 1989. Membre du PLR, patineuse artistique douée, elle a grandi à Berne et étudié le droit à Zurich. Sa carrière politique a débuté au milieu des années 1950 avec son adhésion à la section féminine du Parti libéral radical (plus tard Femmes PLR Suisse). En 1974, Elisabeth Kopp est devenue la première présidente d'un conseil communal en Suisse alémanique (Zumikon) et, en 1979, elle a été élue au Conseil national. Peu après, elle a été nommée vice-présidente du Parti radical suisse. En 1984, elle a été élue au Conseil fédéral par l'Assemblée fédérale.

A l'automne 1988, un scandale a mis un terme à son mandat : elle aurait informé son époux, Hans W. Kopp, d'accusations de fraudes fiscales portées contre une entreprise dans laquelle il siégeait au conseil d'administration. Soumise à une pression sans précédent de la part des médias, Elisabeth Kopp a démissionné sans cesser d'affirmer son innocence, confirmée plus tard par le Tribunal fédéral, qui l'a relaxée de l'accusation de violation du secret de fonction.

Elisabeth Kopp a une fille et vit à Zumikon. Hans W. Kopp est décédé en 2009.

L'ouvrage

Les Kopp. Aucun couple n'a davantage électrisé le public suisse qu'Elisabeth et Hans W. Kopp. Enfants de la guerre froide, ils sont restés unis toute leur vie et ont gravi les échelons des plus hautes sphères professionnelles et sociales du pays. Deux existences, une destinée.

Elle: première présidente d'un conseil communal en Suisse alémanique après l'introduction du droit de vote des femmes et première conseillère fédérale de Suisse.

Lui: nomade entre des mondes bien différents, avocat d'affaires vedette, chargé de cours à l'université, colonel d'état-major général, « pape des médias », essayiste et auteur de romans. Le 27 octobre 1988, une conversation téléphonique fatale entre les deux époux. La chute. L'anéantissement social. Ensemble, malgré tout.



René Lüchinger
Elisabeth Kopp
Zwei Leben –
ein Schicksal.
Aufstieg und Fall
der ersten Bundesrätin
der Schweiz

248 pages, relié avec jaquette
env. 39 CHF/34 EUR
A paraître en décembre 2013
ISBN: 978-3-7272-1253-6

au conseil municipal, je pouvais difficilement refuser. A ma grande surprise et sans ma propre voix, j'ai été élue.

Ces rôles de pionnière vous ont-ils transformée ?

Pas vraiment, mais j'ai réalisé l'importance de la participation des femmes. Non pas parce qu'elles peuvent faire aussi bien, voire mieux, que les hommes, mais parce qu'elles ont accumulé d'autres expériences et définissent souvent d'autres priorités. Mon objectif a toujours été d'accomplir correctement les tâches qui me sont confiées et, ce faisant, d'ouvrir la voie à d'autres femmes.

Votre carrière politique a subitement pris fin en 1989, en raison de différentes accusations. Pendant plusieurs mois, vous avez été au centre de l'attention du public, bien que le Tribunal fédéral vous ait relaxé en février 1990 de l'accusation de violation du secret de fonction. Que s'est-il passé pendant cette période ?

Avec du recul, cela a été la pire période de ma vie. La ruine d'une réputation, c'est une catastrophe. Le pire pour moi : la vulnérabilité. Un exemple : peu après ma démission, j'ai donné une interview. Mes propos ont été retranscrits correctement, mais l'article titrait en gras : « Toujours euphémique et intransigeante ». Cela m'a profondément blessée.

À l'époque, comment avez-vous géré la situation ?

J'ai écrit un livre, suivi une formation postgrade en droit européen et droits de l'homme à Florence et travaillé dans le cabinet d'avocats de mon mari. Nous avons accueilli chez nous mon père de 90 ans, ainsi que deux jeunes d'ex-Yougoslavie à qui nous avons permis d'étudier en Suisse. Notre merveilleuse fille a mis au monde trois petites-filles adorables et vaillantes. Tout cela était plus important que mon travail politique, bien qu'il soit aussi satisfaisant d'agir pour faire bouger les choses dans la bonne direction.

Quand vous ouvrez le journal aujourd'hui, qu'est-ce qui vous réjouit ? Et qu'est-ce qui vous énerve ?

J'enrage quand des mensonges sont publiés sans recherches ni consultation de la personne concernée et quand il faut des procès pour obtenir des rectificatifs.

J'ai plaisir à lire les avancées positives, aussi court que soit l'article.

Comment percevez-vous la mutation de l'identité helvétique ? Evolue-t-elle au fil des années ? A quel point la Suisse est-elle libérale aujourd'hui ?

Le quadrilinguisme a toujours fait partie intégrante de l'identité de notre pays, de même que la coexistence pacifique de différentes religions. En revanche, la volonté d'assumer des responsabilités a beaucoup reculé. Chaque détail est réglementé et les valeurs libérales s'en trouvent affaiblies.

« Je me suis engagée pour le droit de vote des femmes. Je ne voulais pas faire carrière dans la politique, mais lutter pour l'égalité. »

La Suisse fait partie des économies les plus compétitives au monde. Toutefois, nombreux sont ceux qui se plaignent de ce développement, car les valeurs suisses en pâtissent. La mondialisation est-elle une bénédiction ou une malédiction pour le pays ?

Au XIX^e siècle, la Suisse était encore un pays pauvre, comptant de nombreux migrants. Hormis l'eau, nous ne possédons pas de matières premières. Nous devons notre prospérité au travail et à l'engagement.

Aujourd'hui, les Suisses sont ceux qui déposent le plus grand nombre de brevets par habitant. La stabilité politique est aussi un facteur de compétitivité.

Nous devons y veiller. Bonne ou mauvaise, la mondialisation existe et met en évidence le fait que le monde ne s'arrête pas à nos frontières. Je ne la considère pas comme un danger pour la Suisse. La menace vient d'une mentalité insidieuse, qui place les valeurs matérielles au-dessus de tout et prône l'égoïsme.

En tant que femme politique, quelles étaient vos principales valeurs ?

Seraient-elles différentes aujourd'hui ?

Mes valeurs et mes orientations sont toujours restées les mêmes. Elles ont été enrichies par mes expériences. Je tenais avant tout à pouvoir me regarder dans un



Le 2 octobre 1984, l'Assemblée fédérale élit Elisabeth Kopp au premier tour avec 124 voix sur 244. Elle est la première femme à accéder au Conseil fédéral.



La première présidente d'un conseil communal de Suisse alémanique en 1978, dans son bureau de Zumikon.

miroir en rentrant le soir, à rester fidèle à moi-même et à ne pas changer. J'avais une situation privilégiée, car j'étais indépendante : je n'avais de comptes à rendre à aucun lobby, je ne faisais partie d'aucun conseil d'administration.

« Le quadrilinguisme a toujours fait partie intégrante de l'identité de notre pays, de même que la coexistence pacifique de différentes religions. »

Aujourd'hui, les femmes et la politique vous semblent-elles moins antithétiques qu'à votre époque ?

Oui, absolument. Au sein du conseil communal, du conseil de l'éducation ou du Conseil fédéral, j'ai dû m'affirmer face à mes collègues masculins – en particulier au Conseil fédéral – qui n'avaient pas l'habitude de se heurter à une résistance ou de recevoir des instructions claires de la part d'une femme. Aujourd'hui, il en serait tout autrement.

Ce serait plus simple ?

Assurément. Il est fréquent que des femmes occupent ces postes, elles sont plus sûres d'elles et elles attachent beaucoup d'importance à une bonne formation. Aujourd'hui, 51% des diplômés sont des femmes. Leur situation dans le monde politique, qui dépend du vote des femmes, est plus favorable que dans l'économie, notamment aux étages supérieurs, où à ma connaissance la représentation féminine ne dépasse

pas 4,5%. Pourtant, une entreprise gagnerait à se distinguer par une égalité des salaires entre les hommes et les femmes. Ma position à ce sujet reste toutefois inchangée : les qualifications sont primordiales, et non le sexe. Il doit être aussi simple pour une femme d'accéder au poste de PDG d'une grande entreprise que pour un homme de devenir enseignant en maternelle.

Vous porteriez-vous candidate au Conseil fédéral aujourd'hui ?

Oui. Sans aucun doute. □

Interview réalisée le 28 octobre 2013.



Depuis 1924, *Caran d'Ache* a toujours aussi bonne mine : des crayons de couleur aux stylos de luxe. Ce motif a été utilisé dès la fin des années 1920, principalement comme annonce dans des revues.

Confœderatio Helveticash

La marque « Suisse » vaut de l'or : quand un produit est labellisé « Swiss Made », les clients sont prêts à payer le prix. Mais leurs attentes sont aussi plus élevées.

Par Andreas Christen, Philipp Hänggi et Damian Künzi

L'identité, au sens de l'origine culturelle, est de plus en plus importante à l'heure d'une mondialisation que beaucoup ressentent comme uniformisante. Pas étonnant donc que le « suisse » fasse un retour en force depuis quelques années. Encore raillés dans certains cercles au début des années 1990, « Swissness » et « Swiss Made » ont de nouveau la cote en Suisse. Cette tendance ne s'illustre pas seulement par un intérêt accru pour les traditions culturelles comme les fêtes de lutte ou par l'augmentation des drapeaux lors des matchs de la Nati. De plus en plus d'entreprises misent aussi sur l'étiquette suisse. Le nombre de marques co-labellisées « Suisse », « Swiss » ou une autre référence helvétique a plus que quadruplé entre 2000 et 2010, d'après l'Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle. Cela fait longtemps que l'emblématique croix suisse n'orne plus seulement les couteaux Victorinox.

Le tic-tac des montres suisses vaut plus

Le grand intérêt pour la marque « Suisse » ne repose pas seulement sur un patriottisme redécouvert. Beaucoup d'entreprises suisses misent avec succès sur la mondialisation pour échapper à l'étroitesse du marché domestique. Or elles l'ont bien compris : le « Swissness » paie. Des études montrent que les produits helvétiques sont certes plus chers, mais que partout dans le monde la disposition à débourser plus pour certains d'entre eux est supérieure à la moyenne. Ainsi, les consommateurs sont prêts à payer du chocolat suisse en moyenne un tiers plus cher que du chocolat sans indication de provenance. Pour les montres de luxe, le bonus Swissness s'élève à 50%, voire à beaucoup plus dans certains pays d'Asie. Selon des

études, le surcroît de recettes générées chaque année par la marque Suisse représente au moins 1% du PIB.

Sans surprise, l'attractivité économique de la marque suscite aussi des abus. Des entreprises présentent leurs produits comme « Swiss Made » alors qu'ils ont été fabriqués principalement ou exclusivement à l'étranger.

Mieux protéger le « Swiss Made »

Cela risque de diluer la marque et porte préjudice aux fabricants de véritables produits suisses ainsi qu'à l'économie nationale. Après plusieurs années de tractations, le Parlement fédéral a donc adopté en juin 2013 le projet Swissness, qui régit l'utilisation de la marque « Suisse » et la protège mieux. Si une entreprise veut utiliser un complément de marque au sens de « Swiss Made » pour un produit industriel, 60% au moins du coût de revient, incluant la recherche et le développement, doit être réalisé en Suisse. Pour les aliments, 80% du poids doit provenir de Suisse, et les produits laitiers doivent être helvétiques à 100%.

La loi définit donc ce qui peut être labellisé « Swiss Made » avec des critères techniques stricts. Mais quelques pages de texte législatif ne suffisent pas à garantir le succès. Comme pour toute marque, les valeurs associées au « Swiss Made », telles que la fiabilité, la tradition et l'exclusivité, sont indissociables des produits. Ces derniers doivent impérativement satisfaire aux exigences élevées afin que le message de la marque soit transmis de manière crédible et avec succès. L'industrie horlogère en est un bel exemple.

Les montres mécaniques haut de gamme sont considérées dans le monde entier comme un produit typiquement suisse avec des valeurs de précision, de

qualité et de design. Cela ne va pas de soi : des pays comme la France et l'Allemagne peuvent aussi se prévaloir d'une tradition horlogère, et les racines de certaines marques de montres suisses sont à l'étranger. Grâce à d'excellentes conditions-cadres et au savoir-faire artisanal des ouvriers locaux, la Suisse est devenue au cours du XIX^e siècle un pôle horloger.

Des innovations révolutionnaires lui ont permis de se hisser au sommet de l'industrie horlogère mondiale : Rolex, par exemple, a fabriqué en 1926 le premier boîtier étanche à l'eau et à la poussière, baptisé « Oyster ». Le fait que cette montre suisse ait été portée lors d'une traversée de la Manche à la nage en 1927 a grandement contribué au succès du produit et à l'image de l'industrie. En 1960, l'explorateur suisse Jacques Piccard a attaché une Rolex au sous-marin avec lequel il a plongé dans la fosse des Mariannes. Et Omega est, pour sa part, entrée dans l'histoire avec la première montre portée sur la Lune.

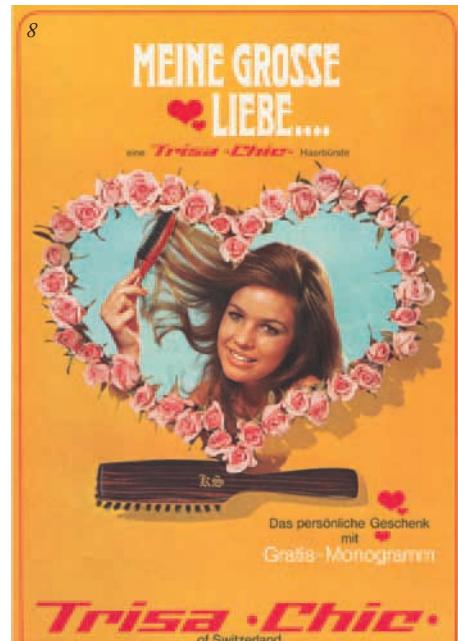
Le prix des directives

Les montres suisses ont acquis au fil des ans une immense réputation qui a déteint sur le label « Swiss Made » et le rend quasi obligatoire, notamment pour les montres mécaniques et du segment haut de gamme. Même des marques étrangères de tradition comme Officine Panerai (Italie) ou Hamilton (Etats-Unis) produisent aujourd'hui tout naturellement dans notre pays.

Les exigences strictes de « Swiss Made », fixées en 1971 en pleine crise horlogère dans une ordonnance de branche puis renforcées par le projet de révision Swissness de la Confédération, favorisent ainsi la concentration géographique à contre-courant de la mondialisation et des lois économiques. La >

Des entreprises traditionnelles suisses en images

Il n'y a pas que Toblerone et Ovomaltine : de nombreuses autres marques suisses sont internationalement connues ou du moins incontournables dans leur propre pays. La plupart ont une longue histoire. Le Bulletin a demandé à quelques entreprises de rechercher dans leurs archives des photos, illustrations et films. Ces pages vous en présentent une sélection nostalgique.



1 *L'Emmental* est synonyme de fromage suisse à l'étranger. Difficile d'oublier la combinaison fromage des skieurs suisses, ici Paul Accola (à g.) et Franz Heinzer lors de sa présentation en 1992.

2 *Wisa Gloria* produit des jouets depuis plus de 130 ans et sait rester jeune malgré son histoire mouvementée. Catalogue de 1965.

3 *Kambly* était en 1910 une pâtisserie de village dans l'Emmental; ses biscuits se vendent aujourd'hui dans le monde entier. Depuis trois générations, ses dirigeants se nomment tous Oscar Kambly! Publicité de 1951 dans la revue culturelle «Du», présentant le *Butterfly* comme le biscuit le plus mince du monde.

4 En Suisse, qui dit chips dit presque inévitablement *Zweifel*. Ce fabricant de snacks est une entreprise familiale. La publicité date de la seconde moitié des années 1960.

5 Les meubles *Pfister* façonnent l'esthétique des foyers helvétiques depuis 1882 et évitent ainsi à la Suisse d'être confondue avec la Suède, malgré Ikea et autres. Catalogue de 1961.

6 Depuis 1871, les sous-vêtements *Zimmerli* ne se cachent pas, bien au contraire, à l'image de Nicole Kidman dans le film «Eyes Wide Shut».

7 *Victorinox* prouve au monde entier depuis 1884 que la Suisse a) est un pays acéré et b) a une armée. Le légendaire «Original Swiss Army Knife» fait aujourd'hui partie d'une large gamme de produits. Timbre de 2006.

8 *Trisa* produit chaque jour plus d'un million de brosses à dents ainsi que des brosses ménagères ou à cheveux et des accessoires. Au fil du temps, son éclat reste intact: la même famille dirige l'entreprise depuis quatre générations. Publicité de 1975.

définition « protectionniste » de seuils minimaux de création de valeur ajoutée impose que certaines étapes opérationnelles pour lesquelles la Suisse a des désavantages concurrentiels s'effectuent dans le pays (par exemple : la production de bracelets). Les prescriptions encore plus strictes du projet Swissness s'annoncent notamment comme un casse-tête pour les entreprises horlogères moins haut de gamme, qui sont davantage tributaires des coûts de fabrication. Mais la possibilité de labelliser « Swiss Made » le produit final devrait justifier les efforts visant à rapatrier en Suisse certaines étapes de production.

Suisse, George Clooney?

Outre l'industrie horlogère, d'autres branches profitent aussi du bonus Swissness, notamment des produits typiquement helvétiques comme le chocolat ou le fromage. Bien que forte, la marque « Suisse » n'est pas une recette miracle. Ainsi, dans les branches B to B comme la construction mécanique, elle ne se transforme que très rarement en valeurs pécuniaires.

On notera par ailleurs que beaucoup d'entreprises suisses prospérant dans des secteurs de pointe, tels que l'industrie pharmaceutique et médicale, communiquent peu sur le Swissness. La branche des biens de consommation, qui mise d'ordinaire beaucoup sur le label « Swiss Made », a aussi ses exceptions. Les consommateurs associent les capsules Nespresso avant tout à George Clooney, ce qui ne les amène pas vraiment à penser qu'il s'agit d'un produit suisse. Des enquêtes internationales montrent en effet que les produits suisses sont relativement peu associés à l'innovation et à l'avant-garde.

Pour que les consommateurs et acheteurs du monde entier associent aussi ces attributs au label « Swiss Made », il faut espérer que des secteurs comme l'informatique, la pharmacie, la recherche et la formation miseront davantage sur le Swissness à l'avenir.

Andreas Christen, Philipp Hänggi et Damian Künzi travaillent au service Swiss Industry Research du Credit Suisse.

Perles de l'économie

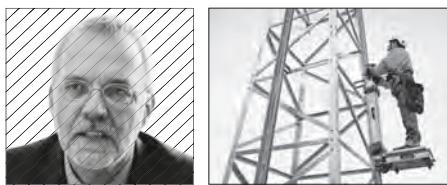
**99,7% des entreprises en Suisse sont des PME.
Trois exemples d'un savoir-faire typiquement helvétique.**

Par Claudia Hager et Simon Brunner

Les innovantes

HIGHSTEP SYSTEMS AG, ZURICH

*Développement et vente de systèmes
d'élévation et d'ascenseurs*



DIRECTION : *Andreas Maurer*
ANNÉE DE CRÉATION : 2007

EFFECTIFS : 10

www.highstepsystems.com

www.svc-risikokapital.ch

« Il n'y a plus aucune raison aujourd'hui que quelqu'un grimpe sur des pylônes de 80 ou 100 mètres de haut, affirme Andreas Maurer, 58 ans, fondateur et directeur de HighStep Systems AG. Avec nos systèmes, nous avons créé des solutions sûres. »

L'aspect sécuritaire est essentiel pour lui, car c'est après que son père eut chuté d'une échelle en cueillant des cerises, il y a dix ans, qu'est née l'idée de créer l'entreprise. « Nous nous sommes demandé pourquoi il n'existant pas d'échelles sûres alors que beaucoup de gens doivent pouvoir atteindre des postes de travail très hauts », explique l'ingénieur diplômé. C'est ainsi que sont nés HighStep Systems en 2007 et, peu de temps après, un système d'élévation mécanique plus sûr qu'une échelle classique et offrant des avantages ergonomiques : le monteur est toujours debout, il peut choisir lui-même la longueur de ses enjambées et faire une pause en toute sécurité.

Le cœur des systèmes HighStep est un rail en aluminium fixé sur toute la hauteur de la construction sur laquelle il faut monter. Le technicien accroche sur ce rail l'appareil d'élévation mobile, qu'il s'agisse du modèle de base pour l'élévation méca-

nique ou du monte-chARGE. Ce dernier est le premier monte-chARGE portable au monde. HighStep Systems réalise un travail de pionnier dans la plus pure tradition ingénierique suisse.

Il y a suffisamment de domaines d'application pour ses systèmes : des grues, des pylônes, des éoliennes, des puits, en passant par les magasins à hauts rayonnages. « Nous seuls pouvons équiper d'un monte-chARGE les constructions existantes », souligne Andreas Maurer. HighStep Systems occupe ainsi un marché attractif : rien qu'en Europe, on compte plus d'un million de pylônes à haute tension et quelque 100 000 éoliennes.

Et à plus grande échelle, le potentiel est encore plus prometteur. Malgré son existence récente, l'entreprise de dix personnes a déjà réussi à s'exporter, d'abord en Europe et, depuis l'an passé, en Chine et en Inde. « Nous participons à l'expansion du réseau mobile 4G indien et équipons de notre système à rail des milliers de pylônes de télécommunication, explique le directeur. Nous sommes particulièrement fiers de cette commande, qui prouve qu'un produit suisse a toutes ses chances à l'étranger dès lors qu'il innove. »

L'entreprise accorde donc une grande importance à l'innovation. Il n'y a aucun temps mort, elle peaufine en permanence ses produits et cherche de nouvelles applications. Dans un an environ, elle lancera un robot commandé par tablette ou smartphone, qui servira à transporter du matériel ou sera équipé de caméras pour remplir certaines fonctions de surveillance.

Même si, comme la plupart des PME suisses, l'entreprise subit la vigueur du franc suisse et les craintes de récession de ses clients, Andreas Maurer a confiance en l'avenir : « A court terme, le contexte devrait demeurer difficile, mais à plus long terme, les exigences de sécurité accrues et le développement mondial des infrastructures vont nous être favorables. »

Les précises

MPS MICRO PRECISION SYSTEMS AG, BIENNE

Microtechnologies



DIRECTION: *Nicola Thibaudeau*

ANNÉE DE CRÉATION: 1936

EFFECTIFS: 350

www.mpsag.com

La recherche « Swiss precision » donne 340 000 résultats dans Google. Sans surprise, la précision est l'une des principales vertus prêtées à la Suisse, loin devant la ponctualité (« Swiss punctuality »: 10 900) et la discréction (« Swiss discretion »: 2 500).

Micro Precision Systems AG, abrégée en MPS, contribue à la réputation de précision dont jouit la Suisse. Cette société biennoise fabrique de minuscules composants : roulements à bille, vis spinale, micropompes de dosage, paliers de guidage.

Nicola Thibaudeau, dirigeante de MPS, explique : « Nous fabriquons des pièces minuscules qui doivent être parfaites. » Si MPS réalise aujourd'hui les deux tiers de son chiffre d'affaires à l'étranger, le profil de ses clients a beaucoup à voir avec sa région, où sont installés des horlogers et des entreprises high-tech. Fondée en 1936, la société a acquis une certaine renommée sous le nom de Miniaturwälzlager AG en fabriquant le plus petit moteur électrique commercialisé du monde.

Depuis 2003, MPS appartient au groupe allemand Faulhaber, et la construction de moteurs a été transférée à une autre société du groupe. Nicola Thibaudeau, 53 ans, a résolument orienté MPS vers la technique de précision : « Mon produit préféré est une micropompe de dosage », dit-elle. Une fois implantée sous la peau, cette pompe diffuse des médicaments en continu. « Ce petit appareil sauve des vies. »

Nicola Thibaudeau a grandi au Québec et a étudié le génie mécanique à l'Université de Montréal. Arrivée en Suisse en 1990 pour des raisons profes-

sionnelles, la désormais CEO siège aussi au conseil d'administration de La Poste. Dans un portrait, le journal « 24 Heures » l'a décrite comme une femme d'action et un poids lourd de l'industrie : « Avec elle, les employés ont tiré le bon numéro. »

Sous sa direction, MPS s'est modernisée, a doublé son chiffre d'affaires et a créé plus de cent emplois. La Canadienne gère actuellement l'intégration d'une entreprise acquise dans le Jura bernois. Elle déclare au sujet de la Suisse : « Le niveau ici est incroyablement élevé. J'ai tout de suite été impressionnée par la compétence technologique de nos collaborateurs. »

Les traditionalistes modernes

SANDRO VANINI SA, RIVERA, TI

Affinage de spécialités fruitières



DIRECTION: *Beatrice Fasana Arnaboldi*

ANNÉE DE CRÉATION: 1960

EFFECTIFS: 45

(jusqu'à 70 en haute saison)

www.sandrovanini.ch

Si beaucoup d'histoires circulent sur l'origine du marron glacé, il est avéré que le cuisinier de Louis XIV faisait déjà cuire des marrons dans de l'eau sucrée. La littérature a aussi ses fans du marron glacé : l'héroïne de « La Dame aux camélias » (1848), d'Alexandre Dumas fils, se faisait offrir exclusivement cette confiserie.

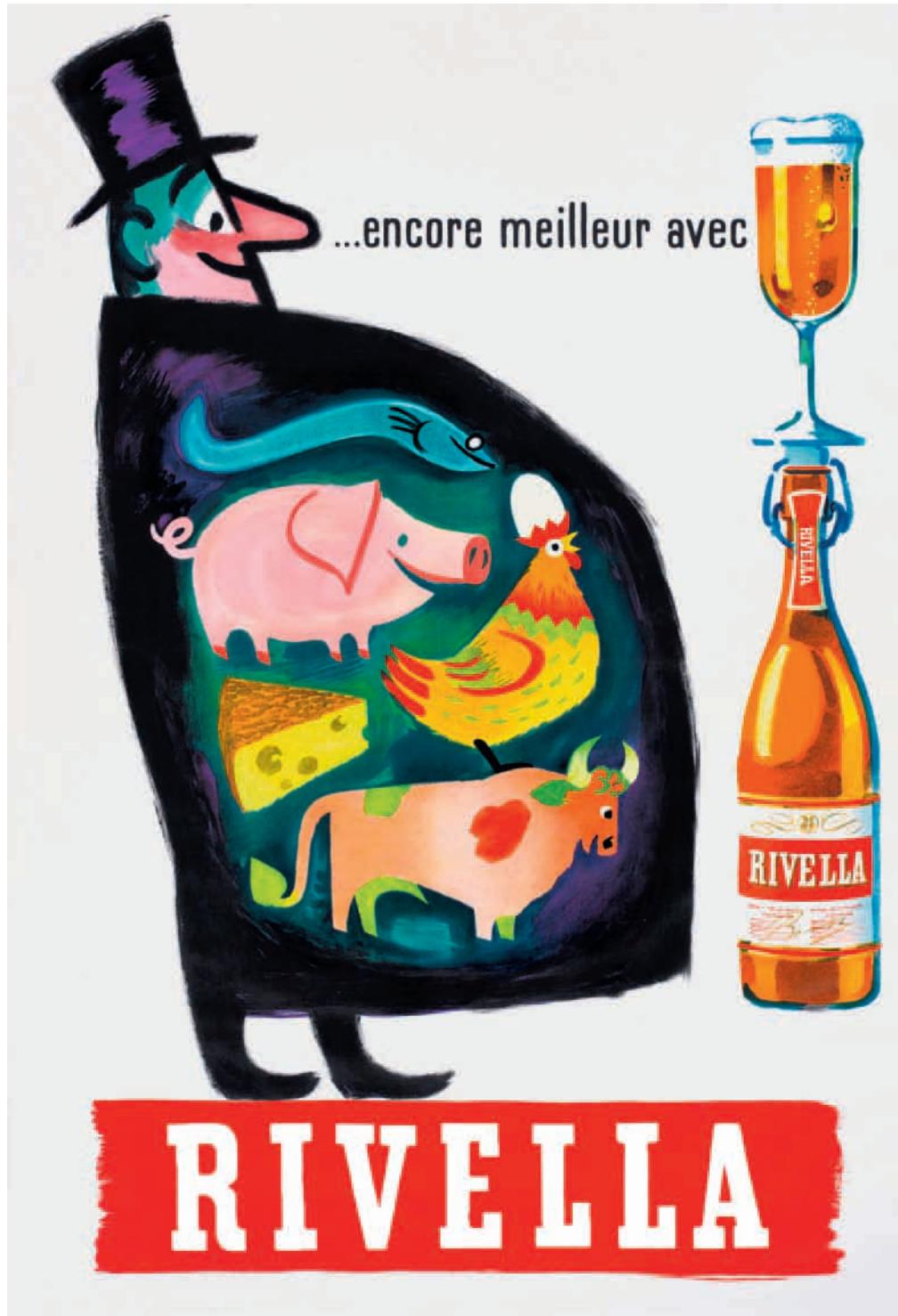
Quiconque mange en Suisse un marron glacé a de grandes chances de savourer un produit Sandro Vanini. Il n'y a pas que la cour française qui appréciait cette douceur : c'est aussi une spécialité tessinoise. La famille Vanini travaille la châtaigne depuis longtemps : en 1871, le grand-père a acheté la pâtisserie-confiserie Offelleria San Carlo à Lugano et posé ainsi la première pierre de l'empire de la châtaigne. En 1904, le père a pris le relais et introduit en Suisse la production de marrons glacés. Enfin, en 1960, le fils a

fondé l'entreprise « Sandro Vanini SA » spécialisée dans la préparation de fruits, notamment le confisage de marrons.

Depuis un an, l'entreprise est dirigée par Beatrice Fasana Arnaboldi, 44 ans. « Nous sommes attachés à la tradition mais cherchons notre voie vers la modernité », déclare la Tessinoise. Les marrons sucrés affichent des ventes en léger recul et s'exportent difficilement, car la forte teneur en sucre fait grimper les droits de douane.

Sandro Vanini transforme chaque année des centaines de tonnes de châtaignes, mais vend désormais davantage de produits à base d'écorces râpées ou de fruits confits et sinapisés. L'entreprise écoule jusqu'à 70% de ses produits sous des marques de distributeurs, dans des grands magasins en Suisse (y compris Migros et Coop) et à l'étranger. La célèbre sauce tessinoise à la purée de fruits sinapisés pour viandes bouillies et fromages se vend particulièrement bien en Allemagne. Plus de 50% du chiffre d'affaires est réalisé hors de Suisse, avec notamment quelques clients exotiques : des containers entiers de purée de marrons sont ainsi exportés vers Hong Kong pour le gâteau signature d'un établissement gastronomique.

Depuis plus de 30 ans, Sandro Vanini appartient au groupe Haecky à Reinach ; un nouveau site de production a récemment été ouvert à Rivera (au pied du Monte Ceneri). Une multitude de nouveaux produits sont en cours de préparation, par exemple un pesto de châtaignes salé ou une crème de marrons au chocolat. Mais la dirigeante avoue : « J'aime les marrons glacés ! C'est un petit péché prodigieusement exquis. » □



Rivella est officieusement le « désaltérant officiel de toute la Suisse ». Cette boisson au sérum de lait est assurément suisse. La publicité date de 1953.

Test sur la Suisse

Celui qui entend devenir Suisse doit bien connaître son nouveau pays. Partant?

Questions tirées du test de naturalisation argovien.

1 Quelle chambre du Parlement fédéral est composée en fonction de la population des cantons?

- a) Sénat b) Assemblée fédérale c) Conseil national d) Parlement national



2 Quelle est la grande ressource naturelle en Suisse?

- a) important gisement d'or en Suisse centrale
b) grandes réserves d'eau pour les centrales hydrauliques
c) richesses minières (pétrole, charbon)
d) vaste réserve de poissons

3 Quand a eu lieu la dernière grève générale nationale en Suisse?

- a) 1870 b) 1918 c) 1950 d) 1968



4 En 2010, combien de communes politiques la Suisse comptait-elle?

- a) env. 50
b) env. 200
c) env. 2700
d) env. 8000

**5 Comment la richesse est-elle répartie en Suisse?
1% des plus riches détiennent environ...
... de la richesse totale**

- a) 10%... b) 20%... c) 60%... d) 90%...



6 A quelle organisation internationale la Suisse participe-t-elle?

- a) OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord)
- b) Conseil de l'UE
- c) Conseil de sécurité de l'ONU
- d) Union européenne (UE)

7 A quel intervalle les électeurs réélisent-ils le Parlement fédéral?

- a) tous les 6 ans
- b) tous les 2 ans
- c) tous les 4 ans
- d) tous les 7 ans

8 Quelle est la raison de la notoriété de Kaiseraugst dans les années 1970?

- a) résistance contre la centrale nucléaire prévue à l'époque
- b) pont sur le Rhin
- c) point de rendez-vous du mouvement des jeunes Argoviens
- d) centre du théâtre romain

9 Quelle est la tâche première du Conseil fédéral?

- a) est juge en cas de questions de droit
- b) promulgue de nouvelles lois
- c) gère l'action du gouvernement
- d) gère les cantons

Les questions proviennent du test civique du canton d'Argovie, où les candidats doivent répondre à 45 questions en 40 minutes maximum. On ne peut ni « échouer » ni « réussir » au test. Lors de l'entretien final de naturalisation, la commune se penche sur les résultats. Le test intégral: www.einbuergerungstest-aargau.ch

Solution:

- 1** c) **2** b) **3** b) **4** c) **5** c) **6** b) **7** c)
- 8** a) **9** c)

« Il n'y a pas de vue d'ensemble »

Avez-vous des dettes? Que mangez-vous? Connaissez-vous des Suisses (en avez-vous la preuve)? Walter Leimgruber évoque la naturalisation.

Entretien: Simon Brunner

Quelle est l'évolution du nombre de naturalisations?

Si le nombre des naturalisations ordinaires a quintuplé en 20 ans, il connaît à nouveau une baisse depuis 2008. De plus, les communes relèvent d'importantes différences. Ainsi, le nombre d'étrangers naturalisés diminue en rapport avec le nombre d'habitants. Tandis que des communes de plus de 100 000 habitants enregistrent un taux de naturalisation moyen supérieur à 3%, les communes de 5 000 à 9 999 habitants ont un taux inférieur à 2%. Une commune sur quatre a naturalisé moins de dix personnes au cours des vingt dernières années, et une commune sur 25 n'a naturalisé personne.

Le processus est défini par la commune. Quelles sont les plus grandes différences?

Les communes ont droit à une importante marge d'appréciation, en particulier en ce qui concerne l'« aptitude ». Dans certaines communes, il suffit de maîtriser la langue pour être naturalisé; dans d'autres, les demandes sont rejetées si les candidats perçoivent des prestations de l'aide sociale ou s'ils ont des dettes. Dans certaines communes, il faut posséder des connaissances suffisantes sur la ville; dans d'autres, il faut pouvoir prouver que l'on a des contacts avec des Suisses. Les loisirs, l'appartenance à une association locale et l'engagement d'utilité publique sont autant de facteurs pouvant être pris en compte. Même les habitudes vestimentaires, culinaires et alimentaires et une « bonne réputation » peuvent être pertinentes pour l'aptitude. Il convient cependant de souligner que personne n'a une vue d'ensemble sur la manière dont les communes naturalisent. On rapporte parfois des cas grotesques, p. ex. lorsque le Tribunal fédéral se penche sur la question de savoir si l'absence d'une ligne téléphonique fixe peut être une preuve de mauvaise intégration.

Quelle est la fréquence des tests, et quelle est leur fonction?

Il n'y a pas de liste des communes qui font passer des tests ni d'échelle harmonisée pour ces tests. Mais pour l'évaluation de l'aptitude, les communes, qui sont obligées de justifier les décisions négatives, s'appuient souvent, aujourd'hui, sur les résultats des tests. Outre les tests linguistiques, les tests de citoyenneté sont également à la mode.

Combien coûte une naturalisation?

Le coût total varie de 1 000 à 3 000 francs.



Walter Leimgruber est président de la Commission fédérale pour les questions de migration, et professeur-directeur du séminaire d'anthropologie culturelle et d'ethnologie européenne à l'Université de Bâle.

Le spectre du chômage



Baromètre des préoccupations 2013 du Credit Suisse : le chômage figure en tête des préoccupations des Suisses depuis onze ans, bien que le taux de chômage n'ait jamais dépassé 4% durant cette période (voir page 38).

Jörn Kaspahl est un illustrateur hambourgeois. Il a notamment travaillé pour « The New Yorker », « Monocle », « GQ », « Wired » et « Der Spiegel ».

LUXURY APARTMENTS IN LUGANO



Apartments FOR RENT
high-standing, from 3 ½ to 6 ½ rooms
from 110 sqm to 250 sqm

Apartments FOR SALE
high-standing, from 3 ½ to 7 ½ rooms
from 110 sqm to 400 sqm Customized upon request

RESIDENCE Short-term rental apartments and penthouses
from 2 ½ to 4 ½ rooms, from 50 sqm to 250 sqm

Living at the Resort Collina d'Oro, with breath-taking panoramic views over Lugano lake, just a few minutes away from the city centre. Stylishly finished apartments with hotel services, SPA, restaurant, indoor and outdoor pools.

*Comfort, full privacy and security,
in a unique and exclusive location.*

WWW.RESORTCOLLINADORO.COM

RESORT COLLINA D'ORO
VIA RONCONE 22 AGRA, LUGANO SWITZERLAND
Tel. +41 91 641 11 11 Fax +41 91 641 11 99
INFO@RESORTCOLLINADORO.COM



Mal wieder ein Buch
lesen? Einen Krimi oder
einen Thriller? Psycho-
thriller oder Politthriller?
Realitätsnah oder rein
fiktiv? Mit oder ohne
Happy End?

alpha245



**Das Leben sollte wieder
einfacher werden.**

Gewisse Entscheidungen werden Ihnen leicht gemacht: Sympany bietet Ihnen einen persönlichen Service und Versicherungen, die einen umfassenden Schutz garantieren – für Singles, Familien und Unternehmen. Entdecken Sie die erfrischend andere Versicherung. www.sympany.ch

